

CONSEIL COMMUNAL DU 18 DÉCEMBRE 2023
GEMEENTERAAD VAN 18 DECEMBER 2023NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**Secrétariat - Secretariaat****1 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 20.11.2023**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 20.11.2023

Het proces-verbaal van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement.

2 Log'Iris - Modification des statuts - Prise d'acte.

Le Conseil communal,

Vu la loi du 24.03.2019 introduisant le Code des sociétés et des associations (...) (C.S.A.) ;

Considérant qu'une mise en conformité des statuts des sociétés, associations et fondations devait être réalisée, afin de répondre aux nouvelles dispositions légales ;

Considérant que la s.a. Log'Iris a adopté de nouveaux statuts ;

Considérant qu'au vu de l'implication communale dans cette société, il convient que le Conseil communal en prenne acte ;

Décide de prendre acte des statuts tel que repris ci-après :

LOG'IRIS

Société civile à forme de société anonyme

Etterbeek (1040 Bruxelles), 1 Promenade Hippolyte Rolin

Registre des Personnes Morales (francophone) de Bruxelles,

Numéro d'entreprise 0403.357.375

Assujettie à la T.V.A.

Liste des dates de publication dressée conformément à

l'article 75, 2° du Code des sociétés

CONSTITUTION

Société constituée suivant acte en date du treize août mille neuf cent vingt, publié aux Annexes du Moniteur belge.

MODIFICATIONS DES STATUTS

Statuts modifiés à plusieurs reprises suivant procès-verbal dressé par Maître Damien Collon, Notaire, à Etterbeek, le trente-et-un mai deux mille un, publié aux Annexes du Moniteur belge du vingt juin suivant sous le numéro 20010620-349 ;

Statuts modifiés suivant procès-verbal dressé par Maître Sophie Maquet, Notaire associé à Bruxelles, le vingt-et-un mai deux mille sept, publié aux Annexes du Moniteur belge du quatorze juin suivant sous le numéro 07084640 ;

Statuts modifiés suivant procès-verbal dressé par Maître Sophie Maquet, Notaire associé à Bruxelles, le vingt-quatre mars deux mille dix, publié aux Annexes du Moniteur belge du vingt-huit avril suivant sous le numéro 10061316 ;

Statuts modifiés suivant procès-verbal dressé par Maître Sophie Maquet, Notaire associé à Bruxelles, le dix-sept décembre deux mille quinze, publié aux Annexes du Moniteur belge du vingt-cinq janvier deux mille seize sous le numéro 16012541 ;

Statuts modifiés pour la dernière fois suivant procès-verbal dressé par Maître Sophie Maquet, Notaire associé à Bruxelles, le onze décembre deux mille dix-sept en voie de publication aux Annexes du Moniteur belge.

Liste arrêtée après la rédaction du texte des statuts coordonnés, suite au procès-verbal dressé par Maître Sophie Maquet, Notaire associé à Bruxelles, en date du onze décembre deux mille dix-sept.

STATUTS COORDONNES AU 13 DECEMBRE 2023

TITRE I. - DENOMINATION - FORME - SIEGES - DUREE - OBJET.

Article 1. - Dénomination.

La société est dénommée "LOG'IRIS".

Elle succède en droit à la société anonyme "Le Foyer Etterbeekois" ayant fusionné, par absorption, avec la société anonyme "Le Foyer Koekelbergeois".

Article 2. - Forme.

La société revêt la forme d'une société anonyme.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications, lettres et autres documents sur papier, ainsi que dans tous les documents sous forme électronique et sur les sites internet émanant de la société, sa dénomination est immédiatement précédée ou suivie de l'expression "société anonyme" ou de l'expression "SA", le tout étant suivi de l'indication précise du siège, suivi du numéro de la société au registre des personnes morales, de l'abréviation RPM et de l'indication du tribunal dans le ressort territorial duquel la société a son siège, le cas échéant, l'adresse électronique de la société et son site internet.

Article 3. - Sièges.

Le siège de la société est établi en Région Bruxelles-Capitale.

Il est établi à Etterbeek (1040 Bruxelles), 1 Promenade Hippolyte Rolin.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la Région de Bruxelles-Capitale par simple décision du Conseil d'administration. L'avis de changement de siège social est publié aux Annexes du Moniteur belge.

La société peut établir en tout endroit de la Région de Bruxelles-Capitale, sur simple décision du Conseil d'administration, des sièges administratifs et des sièges d'exploitation.

Article 4. - Durée.

La société est constituée pour une durée illimitée.

Article 5. - Objet.

La société a pour objet principal l'exécution des missions dévolues aux sociétés immobilières de service public par le Code bruxellois du Logement.

Elle agit, sans préjudice de l'accord préalable de la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (S.L.R.B.) dès lors que la législation ou la réglementation en vigueur le requiert, dans le cadre des missions suivantes :

- a) L'attribution, la mise en location et la gestion de logements sociaux, modérés et/ou moyens, comme de surfaces commerciales, artisanales, communautaires ou de services ;
- b) L'acquisition ou la prise à bail, notamment emphytéotique, de terrains, d'immeubles ou de parties d'immeubles, destinés à la construction, la rénovation, la mise en location et/ou la gestion de logements sociaux, modérés et/ou moyens, comme de surfaces commerciales, artisanales, communautaires ou de services, d'espaces collectifs et de jardins ;
- c) L'expropriation d'immeubles pour cause d'utilité publique ;
- d) La vente de terrains ou d'immeubles ;
- e) L'exécution de tous travaux dont, notamment, ceux visant l'équipement en voirie, les égouts, l'éclairage public, la distribution d'eau, ainsi que l'aménagement des abords communs des logements, y compris les trottoirs ;
- f) L'accompagnement social des locataires ;
- g) L'organisation des relations avec et entre les locataires par des actions d'information, de sensibilisation et de participation de ceux-ci ;
- h) La conclusion de conventions de partenariat avec des acteurs de terrain, dans les domaines sociaux, culturels ou sportifs ;
- i) La conclusion de conventions d'occupation précaire ;
- j) La conclusion de conventions d'emprunt ou de partenariat financier en vue de permettre le développement de son offre de logements ;
- k) La réalisation de toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie à son objet social ou qui serait de nature à en faciliter la réalisation.

Article 6. - Réalisation de l'objet.

La société s'engage à réaliser son objet dans le respect de la législation et de la réglementation bruxelloise relative au logement social, d'une part, et des conditions de l'agrément délivré par la S.L.R.B., d'autre part.

Dans ce cadre, elle s'engage, en outre, à :

- a) Transmettre à la S.L.R.B., une fois par an, ou sur toute réquisition, les éléments suivants : un état comptable résumé et certifié exact par le Conseil d'administration, les comptes annuels, le procès-verbal de toute Assemblée générale, ainsi que tous autres documents qui seraient jugés utiles pour la vérification de la comptabilité ;
- b) Permettre le contrôle de la gestion journalière ainsi que l'inspection des immeubles acquis ou construits à l'intervention de la société ou en voie de construction ;
- c) Maintenir son encaisse en dessous d'une somme fixée par la S.L.R.B. et à verser aux comptes

de celle-ci le surplus éventuel ;

- d) Demander, si elle le juge nécessaire, à ses employés chargés d'un maniement de fonds une caution ou toute autre garantie suffisante ;
- e) Ne pas tolérer l'établissement d'un débit de boissons dans les immeubles qu'elle donne en location et, à cet effet, faire mentionner expressément dans tous actes y relatifs qu'il est interdit d'y affecter, en tout ou en partie, un débit de boissons ;
- f) Soumettre, à l'autorisation préalable de la S.L.R.B., tout usage d'un bien immobilier géré par elle à une autre fin que le logement social, modéré ou moyen ;
- g) Limiter tout dividende attribué aux actionnaires sur les sommes versées au taux admis par la S.L.R.B., lequel, à la date de la dernière modification des statuts, est fixé à quatre pour cent (4%) de la partie libérée des actions qu'ils ont souscrites ;
- h) Respecter scrupuleusement les instructions de toute nature ayant pour but de déterminer notamment les conditions relatives à la salubrité, à l'inspection, à la jouissance personnelle des immeubles acquis ou construits à l'intervention de la société et aux précautions à prendre contre la spéculation ;
- i) Soumettre à l'approbation préalable de la S.L.R.B. tout projet de modification des statuts, ainsi que tous projets de transfert d'actions non libérées et d'augmentation du capital ;
- j) Donner immédiatement avis à la S.L.R.B. de tout versement qui serait effectué en libération partielle ou totale d'actions non libérées.

A défaut d'avoir conclu avec la S.L.R.B. un contrat de gestion, la société se conforme au règlement, établi par la S.L.R.B., régissant les matières prévues par le Code bruxellois du Logement.

Dans le cadre de la réalisation de ces missions de service public, la société veille au respect des principes d'égalité de traitement et de non-discrimination, tels qu'inscrits dans le Code bruxellois du Logement. Elle veille, également, au respect du principe de neutralité politique, philosophique et religieuse que requiert l'exercice de missions de service public.

TITRE II. - CAPITAL - ACTIONS.

Article 7. - Capital

Le capital est de cent trente-deux mille six cent trente-et-un euros et septante-neuf centimes (132.631,79 €).

Article 8. - Actions.

Le capital est représenté par quatre-vingt-neuf mille soixante-huit (89.068) actions sans mention de valeur nominale.

Les actions sont souscrites comme suit : Commune d'Etterbeek (31.534) ; Commune de Koekelberg (24.934) ; Région de Bruxelles-Capitale (12.372) ; CPAS d'Etterbeek (2.400) ; CPAS de Koekelberg (520) ; autres souscripteurs (17.308).

Article 9. - Catégories d'actions.

Les actions sont réparties entre les huit catégories suivantes :

- A.1. : actions détenues par la Commune d'Etterbeek ;
- A.2. : actions détenues par le CPAS d'Etterbeek ;
- A.3. : actions détenues par les actionnaires privés de la société avant le trente-et-un décembre deux mille dix-sept ;
- B.1. : actions détenues par la Commune de Koekelberg ;
- B.2. : actions détenues par le CPAS de Koekelberg ;
- B.3. : actions détenues par les actionnaires privés de l'ancienne société "Le Foyer Koekelbergeois" au jour de son absorption ;
- C. : actions détenues par la Région de Bruxelles-Capitale ;
- D. : actions n'appartenant pas aux catégories précitées.

En cas de cession d'actions entre actionnaires de catégories différentes, lesdites actions rejoignent la catégorie de l'actionnaire acquéreur.

Article 10. - Nature.

Les actions sont nominatives et portent un numéro d'ordre.

Elles sont indivisibles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant, à son égard, propriétaire de l'action.

Elles sont insaisissables par les créanciers d'un actionnaire, sauf dans le cas de la dissolution

et de la liquidation de la société.

Article 11. - Registre des actions .

Un registre des actions est tenu au siège.

Ce registre contiendra les mentions requises par l'article 7 : 29 du Code des sociétés et des associations.

Il contient à tout le moins : la désignation précise de chaque actionnaire et le nombre de titres lui appartenant ; l'indication des versements effectués ; les cessions ou transmissions de titres avec leur date, datées et signées par le cédant et le cessionnaire (ou, le cas échéant, par leur mandataire) en cas de cession entre vifs, par le Président et le bénéficiaire en cas de transmission pour cause de mort.

En cas de contradiction entre les statuts et le registre des actions, les statuts prévalent.

Le registre des actions peut être tenu sous la forme électronique. Dans ce cas, le Conseil d'administration déterminera les modalités permettant d'en assurer la conservation et l'intégrité dans le respect des législations applicables.

Chaque actionnaire peut consulter ledit registre.

Chaque actionnaire peut obtenir, à son nom, un certificat d'inscription, lequel mentionne le nombre de titres possédé dans la société. Il est signé par le Président ou son représentant.

Article 12. - Cession - Transmission.

Les actions ne peuvent, sous peine de nullité, être cédées entre vifs qu'avec l'agrément du Conseil d'administration qui statue, au plus tard, de manière motivée, dans les six mois qui suivent la demande d'agrément auprès du Conseil d'administration.

Aucun agrément n'est requis lorsque les actions sont cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort à un autre actionnaire, à un conjoint ou à un parent en ligne directe.

Les cessions ou transmissions n'ont d'effet, vis-à-vis de la société, ou vis-à-vis des tiers, qu'à dater de leur inscription dans le registre par le Président ou de son représentant.

Article 13. - Droit de souscription préférentiel.

En cas d'augmentation de capital, par apports en espèces, les actionnaires disposeront d'un droit de souscription préférentiel proportionnel à la partie du capital que représentent leurs actions, conformément au Code des sociétés et associations.

Le délai et les modalités selon lesquelles ce droit de souscription pourra être exercé seront fixés par l'Assemblée générale, sans pouvoir être inférieur à quinze (15) jours à dater du jour de l'ouverture de la souscription.

L'ouverture de la souscription et son délai d'exercice sont annoncés par avis porté à la connaissance des actionnaires par lettre recommandée.

Les actions qui n'ont pas été souscrites conformément au présent article ne peuvent l'être que par les actionnaires ou par des personnes préalablement agréées par le Conseil

Article 14.

Le décès, l'interdiction, la faillite, la déconfiture d'un ou de plusieurs actionnaires ne pourront emporter la dissolution de la société.

Les héritiers ou les ayants droit d'un actionnaire ne pourront nullement requérir ni apposition des scellés ni inventaire des biens sociaux. Ils devront, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et bilans de la société.

Toute action pour sortir d'indivision est expressément déniée à tout actionnaire et à ses ayants droit.

Article 15.

Les actionnaires ne sont tenus que jusqu'à concurrence du montant de leur souscription.

TITRE III. - ADMINISTRATION - DIRECTION - CONTROLE.

CHAPITRE I. - CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Article 16. - Composition.

La société est administrée par un Conseil d'administration composé au moins du nombre minimum requis par la loi et est formé de quinze (15) administrateurs au plus.

L'Assemblée générale procède à leur nomination, sur proposition des actionnaires ci-après visés, pour un terme ne pouvant excéder six (6) ans. Elle peut les révoquer à tout moment. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Le Conseil d'administration est nécessairement composé comme suit :

- Six membres présentés par l'actionnaire de la catégorie A.1. ;
- Trois membres présentés par l'actionnaire de la catégorie A.2. ;
- Un membre appartenant aux actionnaires de la catégorie A.3. ;
- Deux membres présentés par l'actionnaire de la catégorie B.1. ;
- Un membre présenté par l'actionnaire de la catégorie B.2. ;
- Un membre appartenant aux actionnaires de la catégorie B.3. ;
- Un membre présenté par l'actionnaire de la catégorie C.

Tout administrateur désigné par une autorité publique et qui voit son mandat être révoqué, annulé ou retiré par celle-ci est, dès la notification de cette décision, révoqué de plein droit.

L'Assemblée générale procède, de même, à la nomination des membres avec voix consultative, en conformité aux dispositions du Code bruxellois du Logement. Ceux-ci disposent des mêmes droits et obligations que les administrateurs.

Article 17. - Fonctions exécutives.

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres : un Président parmi les administrateurs issus des catégories A.1. et A.2. ; un Administrateur-délégué parmi les administrateurs issus des catégories B.1. et B.2. ; deux Vice-présidents parmi les administrateurs issus des catégories A.1., A.2. ou A.3.

Ceux-ci sont élus, en ces titres et qualités, jusqu'au terme, au plus tard, de leur mandat d'administrateur. Le Président demeure en fonction aussi longtemps qu'étant administrateur, un autre Président n'aura pas été élu.

Article 18. - Vacance.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement. L'administrateur ainsi désigné doit l'être dans le respect des dispositions de l'article 16, 3^{ème} alinéa des présents statuts.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa plus prochaine réunion, procède à l'élection du nouvel administrateur. L'administrateur ainsi nommé achève le terme de celui qu'il remplace.

Article 19. - Réunions.

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, à l'initiative du Président ou de deux membres du Conseil de direction ou de cinq administrateurs.

Les convocations sont adressées aux administrateurs au moins huit (8) jours francs avant la réunion, sauf en cas d'urgence à motiver au procès-verbal de celle-ci. Ces convocations contiennent la date, le lieu, la forme, l'heure et l'ordre du jour de ladite réunion.

Aucun point étranger à l'ordre du jour précité ne peut être soumis à l'approbation des membres, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait causer préjudice à la société ou à son objet social. L'urgence est alors déclarée par deux tiers au moins des membres présents.

Les réunions sont menées par le Président. En cas d'empêchement, l'un des Vice-Présidents ou, à leur défaut, l'Administrateur-délégué le remplace.

Lors de ses réunions, le Conseil d'administration admet en son sein, de plein droit, le Délégué social désigné par la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (S.L.R.B.). Il admet également, sauf décision contraire de ses membres, le Directeur général, le Directeur général adjoint et tout collaborateur que le Conseil d'administration souhaite entendre. Ceux-ci ne disposent d'aucun droit de vote.

Article 20. - Délibération - Quorum - Majorités.

Le Conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés, sauf les cas d'impérieuse nécessité expressément mentionnés dans la convocation. Dans ce dernier cas, il sera fait rapport spécial à la prochaine réunion du Conseil d'administration sur les délibérations adoptées.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion peut être convoquée avec le même ordre du jour. Lors de celle-ci, les membres délibèrent valablement pour autant qu'au moins cinq administrateurs soient présents.

Sous réserve de ce qui suit, les décisions du Conseil d'administration sont adoptées à la majorité des voix.

Pour autant, une majorité spéciale des voix, en ce qu'elle requiert nécessairement, outre la majorité des voix, le vote favorable de l'Administrateur-délégué ou de deux administrateurs issus des catégories B.1. et B.2., est nécessaire pour les décisions suivantes :

- a) Approbation du Plan stratégique de la société et de ses actualisations ;
- b) Approbation des investissements majeurs réalisés sur fonds propres de la société dès lors qu'ils dépassent les montants fixés à l'article 90 de l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

- c) Approbation des projets et de leur ordre de priorité présentés dans le cadre de programmes d'investissements initiés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitales ;
- d) Approbation des budgets annuels ;
- e) Proposition de modification des statuts ayant une influence sur les droits particuliers attachés aux catégories de parts sociales ;
- f) Recrutement ou licenciement, autre que pour motif grave, d'un directeur général, d'un directeur général adjoint, d'un chef de département ou d'un chef de service ;
- g) Approbation ou modification du Règlement d'ordre intérieur du Conseil d'administration et du Conseil de direction.

Si, lors d'une réunion du Conseil d'administration, valablement composé, un ou plusieurs membres ou leurs mandataires s'abstiennent de voter, les décisions seront valablement prises à la majorité des voix des autres membres présents ou représentés, sans préjudice des votes à majorité spéciale.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

Article 21. - Représentation des membres absents.

En cas d'empêchement, chaque administrateur peut donner procuration à un autre administrateur, qui l'accepte, pour le représenter à une réunion du Conseil d'administration et y voter en ses lieu et place, sur tout ou partie de l'ordre du jour.

La procuration est faite par écrit, le cas échéant par courrier électronique, et est jointe au registre des présences.

Aucun administrateur ne peut être porteur de plus d'une procuration.

En cas d'absence non motivée d'un administrateur à 5 réunions consécutives, le Conseil d'administration peut soumettre une proposition de révocation de cet administrateur à l'Assemblée générale.

Si cet administrateur représente les parts d'un pouvoir public, le Conseil d'administration peut lui signaler la situation. Ce dernier examinera la situation et le cas échéant, décidera de procéder à son remplacement.

Article 22. - Pouvoirs.

Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la société, à l'exception des actes réservés expressément, par la loi ou les présents statuts, à l'Assemblée générale. Il délibère, transige et statue sur ceux-ci.

Il est chargé de surveiller le Conseil de direction.

Sauf délégation expresse ou urgence, le Conseil d'administration statue nécessairement sur les questions suivantes, après autorisation préalable de la S.L.R.B. lorsque celle-ci est requise :

- a) Les opérations immobilières et, notamment, tout contrat d'acquisition, de vente, d'échange, de bail emphytéotique, d'emprunt hypothécaire ou autre ;
- b) L'approbation des programmes quadriennaux d'investissement, des opérations de construction et de rénovation, des plans de maintenance de tout ou partie du patrimoine et, dans ce cadre, l'approbation des actes relatifs aux procédures en marchés publics impliquant une procédure formalisée, sauf la possibilité pour le Conseil de direction d'approuver, seul, les cahiers spéciaux des charges en matière de procédure négociée sans publicité préalable ;
- c) L'élaboration des orientations stratégiques de la société ;
- d) L'approbation des budgets annuels ;
- e) La définition de l'emploi des fonds disponibles et, dans ce cadre, l'approbation de l'affectation de l'Allocation régionale de solidarité (A.R.S.) et des soldes restants aux lignes de crédit de la S.L.R.B., l'approbation des demandes de financement pour travaux urgents ;
- f) La définition des pouvoirs aux comptes et des pouvoirs d'engagement financier de la société ;
- g) L'autorisation d'ester en justice, sans préjudice de la faculté pour le Conseil de direction de représenter la société soit en demandant, soit en défendant, dans toute instance judiciaire, dans le cadre de tout recours administratif organisé et devant le Conseil d'Etat ; il peut interjeter appel ; il peut poursuivre toutes saisies mobilières et immobilières jusqu'à leur entière exécution ;
- h) L'approbation des conventions auxquelles la société est partie ;
- i) La gestion des ressources humaines et, dans ce cadre, les décisions relatives à l'engagement de collaborateurs, à la fixation de leur traitement et, le cas échéant, à leur licenciement ;
- j) La définition des services offerts aux locataires de la société ;
- k) Les décisions rendues dans le cadre de l'article 76 du Code bruxellois du Logement ;
- l) La modification du Règlement d'ordre intérieur de la société.

Article 23. - Pouvoirs exceptionnels.

Le Président peut agir seul aux fins du licenciement pour faute grave d'un collaborateur. Il en informe, à sa plus proche réunion, le Conseil d'administration. En cas d'empêchement, il peut être subrogé par deux membres du Conseil de direction.

Exceptionnellement, deux administrateurs peuvent poser un acte engageant la société vis-à-vis de tiers sans qu'une décision préalable ait été prise par le Conseil d'administration à ce sujet. Dans ce cas, ils agissent sous leur responsabilité personnelle. Ils sont tenus de soumettre cet acte, dans les huit (8) jours, à la ratification du Conseil d'administration.

Article 24. - Délégations.

Dans la limite des présents statuts et sans que cette délégation ne puisse porter sur la politique générale ou sur l'ensemble des actes réservés au Conseil d'administration en vertu de la loi, le Conseil d'administration délègue au Conseil de direction la gestion journalière de la société, la préparation et l'exécution de ses décisions.

Le Conseil d'administration peut déléguer au Conseil de direction, de manière expresse, le soin de traiter toute question particulière. En ce cas, le Conseil de direction rend compte de ses décisions.

De même, le Conseil d'administration peut déléguer à une ou plusieurs personnes, agissant seules ou de manière conjointe, choisie ou non en son sein, et en tout temps révocable, des missions de gestion journalière ou des pouvoirs spéciaux et déterminés.

Toute décision du Conseil d'administration de déléguer au Conseil de direction le soin de statuer sur une question qui lui est normalement réservée doit être motivée au regard des intérêts de la société. De même, toute décision du Conseil de direction d'agir en lieu et place du Conseil d'administration sur une question qui est normalement réservée à celui-ci doit être motivée au regard des intérêts de la société et revêtir un caractère d'urgence qui ne saurait attendre la réunion du Conseil d'administration. En tous les cas, la décision du Conseil de direction sera portée à la connaissance du Conseil d'administration lors de sa plus proche réunion.

Article 25. - Représentation.

La représentation de la société, en tous ses actes, même judiciaires, est valablement et de

plein droit assurée par le Président et le Directeur général, agissant conjointement. En cas d'urgence, ceux-ci sont habilités à agir seuls. En cas d'empêchement du Président, il est valablement subrogé par l'un des Vice-présidents ou par l'Administrateur-délégué. En cas d'empêchement du Directeur général, il est valablement subrogé par le Directeur général adjoint.

La société est valablement représentée, pour tout ce qui relève de la gestion journalière, soit par l'Administrateur-délégué, soit par le Directeur général, soit par le Directeur général adjoint, lesquels peuvent agir seuls.

Les représentants précités de la société n'auront à justifier vis-à-vis de tiers que de leur nomination dans leur fonction.

La société est, en outre, valablement représentée par des mandataires spéciaux dans les limites du mandat qui leur a été confié par le Conseil d'administration ou par le Conseil de direction.

Article 26. - Obligations des membres et participants.

Tout administrateur qui a, même indirectement, un intérêt personnel, favorable ou défavorable, à l'égard d'une décision ou d'une opération inscrite à l'ordre du jour du Conseil d'administration doit le communiquer aux autres administrateurs dès l'entame des discussions sur ce point. En ce cas, il ne peut assister aux délibérations, ni prendre part au vote. Le procès-verbal reprend les raisons du conflit d'intérêt. Il en est de même pour tout administrateur qui, en raison des fonctions ou des mandats qu'il occupe, se retrouve en situation de conflit d'intérêt.

Les administrateurs s'engagent à traiter les informations qui leur sont communiquées dans le cadre de l'exercice de leur mandat ou auxquelles ils ont accès en raison de leur mandat conformément à leur obligation de discrétion.

Les délibérations de personne, qu'il s'agisse de locataires, de candidats ou de collaborateurs, doivent faire l'objet d'un traitement dans le respect des dispositions légales et réglementaires relatives aux données à caractère personnel et à la vie privée. Le Conseil d'administration peut toujours adopter, éventuellement sur proposition du Président, une résolution précisant que tel ou tel sujet est confidentiel. Pour autant, le fait que le Conseil d'administration adopte une telle résolution n'empêche pas le délégué social de faire rapport sur ce sujet à la S.L.R.B. dans le cadre des missions qui lui sont dévolues par le Code bruxellois du Logement.

Les obligations précitées pèsent également sur tout participant aux réunions du Conseil d'administration.

Les administrateurs s'efforcent d'obtenir dans les délais appropriés les éléments qu'ils estiment indispensables à leur information pour délibérer au sein du Conseil d'administration en toute connaissance de cause.

Article 27. - Défraiement.

Il peut être alloué aux administrateurs et aux membres avec voix consultative, désignés conformément aux dispositions du Code bruxellois du Logement, un jeton de présence sur base d'un registre de présences signé par ceux-ci.

Les montants des jetons de présence sont fixés, conformément aux dispositions réglementaires et aux prescriptions de la S.L.R.B., par l'Assemblée générale.

L'Assemblée générale peut décider que les montants des jetons de présence seront indexés dans les conditions et limites fixées par la réglementation régionale en vigueur.

Le Conseil d'administration peut octroyer au Président, au Vice-Président, des avantages en nature et des frais de représentation dans les conditions et limites fixées par la réglementation régionale en vigueur.

Le Conseil d'administration peut, enfin, octroyer des outils de travail aux administrateurs dans les conditions et limites fixées par la réglementation régionale en vigueur.

Le registre de présences est consultable par tout administrateur. Il est spécialement approuvé, une fois par an, par l'Assemblée générale.

Article 28. - Procès-verbaux.

Tout administrateur ou tout participant à une réunion dudit conseil peut toujours faire acter, au procès-verbal de la séance auquel il prend part, ses propos, remarques, réserves ou objections.

Les procès-verbaux, tels qu'approuvés par le Conseil d'administration, sont consignés dans un registre spécial conservé au siège. Ils sont signés par le Président et l'Administrateur-délégué et les administrateurs qui le souhaitent.

Les copies ou extraits de procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le Président ou par deux administrateurs ayant le pouvoir de représentation.

Article 29. - Organisation des travaux.

Sans préjudice des présents statuts, le Conseil d'administration peut fixer modalités de convocation, de fonctionnement et de délibération de ses réunions dans un Règlement d'ordre intérieur.

Article 30. - Procédure de conciliation.

Lorsque la majorité spéciale ne peut être réunie sur une question, le Président dispose d'un délai de sept (7) jours pour tenter de concilier les points de vue. Il peut associer à ses démarches toute personne susceptible de faciliter sa mission dont le Délégué social désigné au sein de la société.

A l'expiration de ce délai, le Président réunit le Conseil d'administration lequel se prononce sur la même question après avoir entendu son rapport.

Si la majorité spéciale ne peut être réunie lors de cette seconde réunion du Conseil d'administration, le Président saisit le Comité d'arbitrage constitué des actionnaires A.1. et B.1. ou de leur représentant, du Président et de l'Administrateur-délégué. Le Comité d'arbitrage dispose d'un délai de quinze (15) jours pour remettre un avis écrit au Conseil d'administration.

A l'expiration de ce délai, le Président réunit le Conseil d'administration lequel se prononce sur la même question après avoir entendu l'avis du Comité d'arbitrage. Il se prononce alors, de manière dûment motivée, à la majorité simple des voix.

CHAPITRE II. - CONSEIL DE DIRECTION.

Article 31. - Composition.

Le Conseil de direction est composé de six membres au plus :

- Le Président ;
- L'Administrateur-délégué ;
- Les deux Vice-présidents ;
- Un administrateur désigné, par le Conseil d'administration, parmi les administrateurs issus des catégories A.1., A.2. et A.3. ;
- Un administrateur désigné, par le Conseil d'administration, parmi les administrateurs issus des catégories B.1., B.2. et B.3.

Lors de ses réunions, le Conseil de direction admet en son sein, de plein droit, le Délégué social désigné par la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (S.L.R.B.). Il admet également, sauf décision contraire de ses membres, le Directeur général, le Directeur général adjoint et tout collaborateur que le Conseil de direction souhaite entendre.

Article 32. - Compétences.

Le Conseil de direction exerce les compétences ou les questions qui lui sont déléguées par le Conseil d'administration. Il prépare, en outre, et exécute, au besoin, les décisions de celui-ci. Il agit toujours, à l'égard des tiers, au nom et pour le compte du Conseil d'administration.

Lorsqu'une question revêt un caractère d'urgence, qui ne saurait attendre la réunion du Conseil d'administration, le Conseil de direction peut, de manière motivée, agir d'initiative en toute matière. En ce cas, il fait nécessairement rapport à la prochaine réunion du Conseil d'administration sur les délibérations adoptées. Toute décision du Conseil de direction sur une question normalement réservée au Conseil d'administration sera portée à la connaissance de celui-ci lors de sa plus proche réunion.

Article 33. - Réunions.

Les réunions sont menées par le Président. En cas d'empêchement, l'un des Vice-Présidents ou, à leur défaut, l'Administrateur-délégué le remplace

Article 34. - Délibération - Quorum - Majorité.

Le Conseil de direction ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, la réunion est ajournée.

Le Conseil de direction agit de manière collégiale. Il répond de sa gestion et de ses décisions devant le Conseil d'administration.

En cas de désaccord en son sein, la question est portée devant le Conseil d'administration. Si la question revêt un caractère d'urgence, qui ne saurait attendre la réunion du Conseil d'administration, le Président peut solliciter un vote. En cas d'égalité, sa voix est prépondérante.

Article 35. - Procès-verbaux.

Les décisions du Conseil de direction sont constatées dans des procès-verbaux signés par le Président et l'Administrateur-délégué.

Les procès-verbaux, tels qu'approuvés par le Conseil de direction, sont consignés dans un registre spécial conservé au siège.

Ce registre est consultable par tout administrateur.

Les copies ou extraits de procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le Président ou par deux administrateurs.

Article 36. - Organisation des travaux.

Sans préjudice des présents statuts, le Conseil d'administration peut fixer modalités de convocation, de fonctionnement et de délibération du Conseil de direction dans un Règlement d'ordre intérieur.

CHAPITRE III. - DIRECTION GENERALE.

Article 37. - Mission.

Sans préjudice des compétences réservées aux organes de la société, et dans les limites fixées, le cas échéant, par le Conseil d'administration, le Directeur général veille à la gestion journalière de la société.

A cet égard, il peut agir seul.

La gestion journalière de la société comprend les actes et les décisions qui n'excèdent pas les besoins de la vie quotidienne de la société et les actes et les décisions qui, soit en raison de leur intérêt mineur qu'ils représentent, soit en raison de leur caractère urgent, ne justifient pas l'intervention du Conseil d'administration ou du Conseil de direction.

Le Directeur général associe le Directeur général adjoint. Ensemble, ils se répartissent la charge de travail, coordonnent et supervisent les services de la société. L'un et l'autre peut déléguer, à un ou plusieurs collaborateurs, des tâches ou des pouvoirs déterminés.

Tout collaborateur, en ce compris le Directeur général et son adjoint, ne peut engager la société que dans les limites des pouvoirs qui leurs ont été confiés et dans les limites des seuils fixés par le Conseil d'administration.

CHAPITRE IV. - CONTROLE.

Article 38. - Commissaire.

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels, des opérations et de leur régularité, au regard du Code des sociétés et associations, du Code bruxellois du Logement et des présents statuts, est confié à un Commissaire nommé par l'Assemblée générale et choisis parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises, sur proposition

du Conseil d'administration.

Le Commissaire est nommé pour un terme de trois (3) ans, renouvelable. Il ne peut être révoqué par l'Assemblée générale que pour juste motif et suivant les modalités prévues par le Code des sociétés et associations.

L'Assemblée générale fixe les émoluments du Commissaire dans le respect des normes de révision établies par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises. Ces émoluments consistent en une somme fixe, établie au début du mandat. Ils ne peuvent être modifiés que du consentement des parties.

Article 39. - Délégué social.

La S.L.R.B. désigne et rémunère un Délégué social auprès de la société. Celui-ci assiste, de droit, aux réunions du Conseil d'administration et du Conseil de direction de la société.

Ses missions et prérogatives sont définies par le Code bruxellois du Logement.

En outre, si la société refuse de se prononcer ou adopte une décision contraire aux missions de la S.I.S.P. ou à l'intérêt général, le délégué social, dès qu'il en est informé, dispose d'un délai de quatre jours ouvrables pour introduire un recours auprès de la SLRB et lui proposer une décision motivée.

TITRE IV. - ASSEMBLEE GENERALE.

Article 40. - Composition.

L'Assemblée générale représente tous les actionnaires.

Article 41. - Pouvoirs.

Régulièrement constituée, elle dispose des pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société. Les décisions régulièrement adoptées par elle sont obligatoires pour tous les actionnaires, en ce compris pour les absents et les dissidents.

Article 42. - Assemblée générale ordinaire.

L'Assemblée générale ordinaire se tient, de droit, le DERNIER MERCREDI du mois de MAI à QUINZE (15) HEURES.

Elle entend le rapport de gestion du Conseil d'administration et le rapport du Commissaire, discute les comptes annuels, les approuve et se prononce sur l'affectation du résultat.

Elle donne décharge, par un vote spécial, aux administrateurs et au Commissaire, procède à la nomination des administrateurs et, s'il y a lieu, du Commissaire. Cette décharge n'est valable que lorsque la situation réelle de la société n'a pas été entachée par une quelconque omission ou indication fautive dans les comptes annuels.

Elle prend toute décision sur les points inscrits à son l'ordre du jour.

Article 43. - Assemblée générale extraordinaire.

Une Assemblée générale extraordinaire pourra être convoquée, par le Conseil d'administration, à tout moment et chaque fois que l'intérêt social l'exige, pour délibérer et prendre des résolutions sur tous les points relevant de sa compétence.

Le Conseil d'administration devra convoquer celle-ci si un ou plusieurs actionnaires représentant, seul ou ensemble, un cinquième du capital de la société en font la demande. Cette demande doit être adressée au Président du Conseil d'administration et préciser les questions à porter à l'ordre du jour de la réunion.

Les actionnaires qui font usage de leur droit légal de mettre des sujets à traiter à l'ordre du jour de l'Assemblée générale doivent intégrer dans leur demande le texte des sujets à traiter et les propositions de décision y afférentes. Les actionnaires qui font usage de leur droit légal de formuler des propositions de décision concernant des sujets à traiter inscrits à l'ordre du jour doivent intégrer dans leur demande le texte des propositions de décision.

Le Commissaire peut toujours convoquer celle-ci.

Article 44. - Lieu.

L'Assemblée générale se tient au siège ou en tout autre endroit désigné dans les convocations.

Article 45. - Convocation - Forme.

Les convocations sont faites conformément aux dispositions du Code des sociétés et associations.

Elles sont adressées quinze (15) jours avant date de la réunion, par lettre recommandée ou par lettre ordinaire contre accusé de réception, en nom propre, à tous les actionnaires, aux administrateurs et, s'il échet, au Commissaire. Elles contiennent la date et l'heure de la réunion, de même que l'ordre du jour avec l'indication des sujets qui seront traités lors de celle-ci.

Les convocations pourront être adressées par tout autre moyen de communication, notamment par email, à tout actionnaire ou à tout administrateur qui en fait, individuellement et expressément, la demande écrite auprès du Président du Conseil d'administration.

Il est, dans le même délai, porté à la connaissance S.L.R.B., la date et l'ordre du jour de la réunion. Celle-ci peut toujours se faire représenter par un délégué, lequel siège alors avec voix consultative.

Article 46. - Conditions d'admission.

Afin d'être admis à l'Assemblée générale, les actionnaires devront pouvoir démontrer leur identité. Les représentants des actionnaires, personnes morales, devront présenter les documents prouvant leur qualité de mandataire et ce, au plus tard avant le début de la réunion.

Sauf décision contraire du Bureau de l'assemblée, l'Assemblée générale admet en son sein

le Directeur général, le Directeur général adjoint et tout collaborateur concourant au déroulement de la réunion.

Article 47. - Représentation - Procurations.

Tous les actionnaires ayant droit de vote peuvent voter par eux-mêmes ou par procuration.

Un actionnaire peut mandater, pour une réunion donnée, toute personne, qu'il s'agisse ou non d'un actionnaire. La désignation du mandataire intervient par écrit et doit être signée par le mandant.

La notification de la procuration à la société doit se faire par lettre ou email, au plus tard la veille qui précède la date de l'Assemblée générale, conformément aux modalités arrêtées par le Conseil d'administration dans la convocation.

Article 48. - Liste de présences.

Avant de prendre part à l'Assemblée générale, les actionnaires ou leur mandataire sont tenus de signer la liste de présences, en indiquant leurs nom, prénoms, domicile, ou, s'il s'agit de personnes morales, leur dénomination et leur siège, ainsi que ceux de leur mandant éventuel.

Article 49. - Bureau

L'Assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'administration ou, à son défaut, par l'un des Vice-présidents ou, à leur défaut, par l'Administrateur-délégué

Le Président désigne un Secrétaire, qui peut être choisi en dehors des actionnaires ; l'Assemblée générale choisit deux scrutateurs. Ensemble, ils composent le Bureau de l'assemblée.

Le Bureau de l'assemblée statue à la majorité sur toutes questions se rapportant au droit d'assister ou de prendre part à l'assemblée, sur le respect des conditions statutaires existantes afin de prendre part aux travaux de l'assemblée, et sur toute autre question se rapportant au mode de délibération et de vote. La voix du Président du bureau est prépondérante.

Article 50. - Prévention des conflits d'intérêt.

Il est spécialement rendu compte, à l'Assemblée Générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations dans lesquelles un administrateur aurait un intérêt opposé à celui de la société.

Article 51. - Délibération - Résolutions.

L'Assemblée générale est généralement valablement constituée quel que soit la part du capital présent ou représenté. Ses résolutions sont prises à la majorité simple des voix. En cas de parité, la proposition est rejetée.

Dans les cas où la loi exige un quorum de présence et/ou une majorité spéciale, l'Assemblée générale n'est valablement constituée que si la moitié au moins du capital social est présent ou représenté. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle Assemblée générale délibère valablement quel que soit la part du capital présent ou représenté. Dans ces cas, une résolution n'est adoptée que si elle réunit trois quarts des voix.

Lorsqu'il s'agit de délibérer de la modification des présents statuts ou de la dissolution de la société, l'Assemblée générale n'est valablement constituée que si ces objets ont été spécialement indiqués à l'ordre du jour tel que joint à la convocation. Une résolution n'est adoptée concernant ces objets que si elle réunit trois quarts des voix.

Le vote se fait à main levée ou de toute autre manière admise par les actionnaires présents ou représentés. Un scrutin secret a lieu à la demande d'un ou de plusieurs participants, à condition que cette demande soit appuyée par un tiers des voix.

Article 52. - Droit de vote.

Chaque action donne droit à une voix. Nul ne peut toutefois prendre part au vote pour un nombre d'actions dépassant le cinquième du nombre des actions émises ou les deux cinquièmes des actions représentées.

Article 53. - Prorogation.

Le Conseil d'administration a le droit de proroger, séance tenante, à trois (3) semaines, toute question relative à l'approbation des comptes annuels, en ce compris, et nécessairement, les décisions relatives à la décharge des administrateurs et du Commissaire.

Cette prorogation n'annule pas les autres résolutions prises, sauf si l'Assemblée générale en décide autrement.

Article 54. - Ajournement.

L'Assemblée générale, avant l'ouverture des travaux, peut être ajournée, à la majorité simple des voix, sur proposition du Conseil d'administration ou des actionnaires eux-mêmes.

Elle décide alors de la nouvelle date de réunion ou mandate le Conseil d'administration pour convoquer celle-ci dans les cinq (5) semaines maximums sauf si le règlement du ou des points justifiant l'ajournement nécessite un délai plus long.

Article 55. - Procès-verbaux.

Les décisions de l'Assemblée générale sont constatées dans des procès-verbaux signés par le Président et l'Administrateur-délégué.

Ceux-ci contiennent au moins les mentions prévues par le Code des sociétés et associations.

Sauf décision contraire de l'assemblée, ils sont approuvés séance tenante et signés par l'ensemble des membres du Bureau de l'assemblée et par les actionnaires qui le souhaitent.

Il est tenu au siège de la société un registre spécial des procès-verbaux des réunions de l'Assemblée générale.

Sauf quand les décisions de l'assemblée générale doivent être constatées par acte authentique, les copies ou extraits, à produire en justice ou ailleurs, sont signées par le Président du Conseil d'administration ou par deux administrateurs.

TITRE V. - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DU BENEFICE.

Article 56. - Exercice social.

L'exercice social de la société commence le premier janvier pour se terminer le trente-et-un décembre de chaque année.

Article 57. - Comptes annuels.

A la fin de chaque exercice social, conformément à la loi, le Conseil d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels. Ceux-ci comprennent le bilan, le compte de résultats et l'annexe. Ils forment un tout.

Les comptes annuels sont soumis à la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale au moins quinze (15) jours avant la date de l'Assemblée générale ordinaire. Ils sont déposés au siège social, à l'inspection des sociétaires, pendant les quinze (15) jours qui précèdent l'Assemblée Générale.

Article 58. - Affectation du bénéfice.

L'excédent favorable du bilan, déduction faites des pertes reportées, des frais généraux, charges sociales, prévisions, provisions et amortissements jugés nécessaires, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé tout d'abord cinq pour cent (5%) pour constituer la réserve légale, lequel cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social. L'obligation renaît si la réserve légale est entamée, jusqu'à ce que le fonds de réserve ait à nouveau atteint un-dixième du capital social.

Le Conseil d'administration peut proposer à l'Assemblée générale, qui en décide, d'affecter tout ou partie du bénéfice net, après prélèvement pour la réserve légale, soit à un report, soit à la constitution ou à l'accroissement de fonds de réserve ou de prévision.

Le surplus éventuel constitue le bénéfice répartissable aux actionnaires. Aucun dividende ne peut excéder quatre pour cent (4%) de la partie libérée des actions souscrites par ceux-ci. S'il échet, le Conseil d'administration fixe les modalités du paiement des dividendes.

Article 59. - Fonds de réserve ou de prévision.

Les fonds de réserve ou de prévision seront entièrement employés conformément à l'objet exclusif poursuivi par la société.

Article 60. - Dépôt des comptes annuels.

Dans les trente (30) jours de leur approbation par l'Assemblée générale, les comptes annuels sont déposés par les soins des administrateurs, en même temps que les documents visés au Code des sociétés et associations.

TITRE VI. - DISSOLUTION - LIQUIDATION.

Article 61. - Décision de dissolution.

La dissolution de la société pourra être prononcée par l'Assemblée générale, laquelle délibère et vote alors comme en matière de modification des statuts, sous réserve de l'application des dispositions du Code des sociétés et associations.

La dissolution de la société emporte la liquidation de celle-ci. La société est réputée subsister de plein droit jusqu'à la clôture de celle-ci.

Article 62. - Liquidation.

Lors de la dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, et à moins qu'elle ne désigne à cet effet les membres du Conseil d'administration, l'Assemblée générale

fixe le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Les liquidateurs forment, ensemble, le collège de liquidation, lequel délibère suivant les règles admises pour les assemblées délibérantes.

L'Assemblée générale conserve tous ses droits durant la période de liquidation et notamment celui de modifier les statuts, la composition du collège de liquidation, les pouvoirs des liquidateurs.

Chaque année, à la date de l'Assemblée générale ordinaire, le bilan de la liquidation sera soumis à l'Assemblée générale. Son approbation vaut décharge aux liquidateurs.

Article 63. - Information de la S.L.R.B.

La société informera, sans délai, la S.L.R.B. du nom du ou des liquidateurs désignés.

Article 64. - Distribution.

Le produit net de la liquidation, après apurement des dettes et charges passives, est tout d'abord affecté au remboursement des actions.

Le solde qui subsisterait sera nécessairement attribué à une société immobilière de service public ou, à défaut, à la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale.

TITRE VII. - ATTRIBUTION DE JURIDICTION ET DE DOMICILE.

Article 65. - Litiges - Compétence.

Pour tous litiges entre la société, ses actionnaires, administrateurs, commissaires et liquidateurs, anciens actionnaires, anciens administrateurs, anciens commissaires et anciens liquidateurs, relatifs aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuées aux Tribunaux du siège social, à moins que la société n'y renonce expressément.

Article 66. - Elections de domicile.

Les administrateurs, directeurs et liquidateurs de la société sont censés, pendant toute la durée de leurs fonctions, être domiciliés au siège de la société, où toutes les assignations et notifications pourront leur être données relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de leur gestion et de leur contrôle.

Du reste, tout actionnaire en nom, administrateur ou liquidateur domicilié à l'étranger qui n'aura pas élu domicile en Belgique, valablement signifié à la société, sera censé avoir élu domicile au siège, où tous les actes pourront valablement lui être signifiés ou notifiés, la société n'ayant pas d'autre obligation que de les tenir à la disposition du destinataire.

TITRE VIII. - DISPOSITIONS FINALES.

Article 67. - Administration fiscale.

La société déclare, aux fins de jouir des exemptions fiscales, visée à l'article 122, 1° du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe que celle-ci, présentement fusionnée, a été agréée par la S.L.R.B. le 9 mars 2015 et qu'aucun apport n'est rémunéré autrement que par l'attribution de droits sociaux.

Article 68. - Droit applicable.

Tout ce qui n'est pas expressément prévu par les présents statuts reste soumis à l'application du Code des sociétés et aux dispositions légales de droit belge applicables à la présente société.

En conséquence, les dispositions de ces lois, auxquelles il ne serait pas licitement dérogé, sont réputées inscrites dans le présent acte et les clauses contraires aux dispositions impératives de ces lois sont censées non écrites.

Article 69. - Interprétation.

En cas de litige ou de difficulté relatif à la traduction dans une autre langue des présents statuts, la version française de ceux-ci prévaudra.

Log'Iris - Wijziging van de statuten - Akteneming.

De gemeenteraad,

gelet op de wet van 24.09.2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (...) (WVV);

overwegende dat de statuten van vennootschappen, verenigingen en stichtingen in overeenstemming moesten worden gebracht met de nieuwe wettelijke bepalingen;

overwegende dat de nv Log'Iris nieuwe statuten heeft goedgekeurd;

overwegende dat, gezien de betrokkenheid van de gemeente bij deze vennootschap, de gemeenteraad akte moet nemen van die statuten;

BESLIST om akte te nemen van de statuten zoals hierna opgenomen :

2 annexes / 2 bijlagen

Projet de modification des statuts + commentaires_approuvé par le CA 11072023.docx, PROJET de statuts_CA 11072023_Version définitif.pdf

Contentieux - Geschillen

- 3 Ordonnance de police interdisant la possession, le transport, la vente et tout acte préparatoire à l'allumage de pétards, feux d'artifice et articles pyrotechniques dans l'espace public de tout le territoire de la commune d'Etterbeek.**

Le Conseil communal,

Vu les articles 119 bis, 133 et 135 §2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales et notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu le Règlement Général de Police, et en particulier ses articles 11 et 43 ;

Considérant l'atteinte à la tranquillité des habitants en raison des explosions de pétards, feux d'artifice et articles pyrotechniques ;

Considérant que divers troubles à l'ordre public – y compris des provocations vis-à-vis des forces de l'ordre - sont provoqués par l'usage intempestif de pétards, feux d'artifice et articles pyrotechniques ;

Considérant les risques notamment de brûlures sévères pour les usagers de ces pétards, feux d'artifice et articles pyrotechniques ;

Considérant la nécessité de ne pas perturber la faune locale par ces explosions soudaines ;

Considérant par ailleurs que les feux d'artifices ont des effets néfastes sur la santé et sur l'environnement; qu'en effet, ils dégagent des particules fines, peuvent provoquer des incendies, des accidents de la route, des lésions graves et leurs nuisances sonores peuvent effrayer, voire tuer, les animaux ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire bénéficier leurs habitants des avantages d'une bonne police et qu'à cet effet, elles doivent notamment prendre toutes les mesures nécessaires en vue de garantir un cadre de vie sain et de qualité à l'ensemble de leurs habitants ; qu'à cet égard, elles doivent notamment veiller à la santé, à la sécurité et à la tranquillité de leurs habitants;

Considérant qu'il convient également d'accorder une grande attention au bien-être animal par des mesures concrètes ;

ORDONNE :

Article 1er

Est interdit dans l'espace public de tout le territoire de la commune d'Etterbeek, la possession, le transport et tout acte préparatoire à l'allumage de pétards et feux d'artifice, quelle que soit leur catégorie. Cette interdiction s'applique aux particuliers ne disposant pas des autorisations requises.

Est interdite la vente de ces articles pyrotechniques dans les commerces situés sur le territoire communal.

Article 2

Les services de police sont chargés de contrôler et d'assurer le respect de la présente ordonnance, au besoin en faisant usage de la force.

Article 3

Les infractions à la présente ordonnance seront sanctionnées par une amende administrative d'un montant de 175 euros ou 350 euros selon que le contrevenant soit mineur d'au moins 14 ans ou soit majeur, et le cas échéant par toute autre mesure de police administrative, dont la saisie du matériel, une mesure d'arrestation administrative ou la fermeture administrative de l'établissement à titre temporaire.

Article 4

La présente ordonnance prend cours immédiatement, pour une durée de deux mois.

Article 5

La présente ordonnance sera affichée aux valves de la Maison communale.

Article 6

La présente ordonnance sera transmise à Monsieur le Chef de corps de la Zone de police et à Madame le Fonctionnaire sanctionnateur.

Article 7

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cette ordonnance peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la publication de cette ordonnance. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action en suspension de l'ordonnance peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Politieverordening tot verbod van het bezit, het vervoer, de verkoop en elke voorbereidende handeling voor het aansteken van vuurwerk en pyrotechnische artikelen in de openbare ruimte van het volledige grondgebied van de gemeente Etterbeek.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikels 119 bis, 133, en 135 §2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties en in het bijzonder op artikelen 3 en 4 ervan;

Gelet op het Algemeen Politiereglement, in het bijzonder artikelen 11 en 43;

Overwegende dat de explosies van vuurwerk en pyrotechnische artikelen de rust van de bewoners bedreigen;

Overwegende dat verschillende verstoringen van de openbare orde - waaronder provocaties jegens de politie - door het ongepast gebruik van vuurwerk en pyrotechnische artikelen veroorzaakt worden ;

Gezien de risico's van met name ernstige brandwonden voor de gebruikers van dit vuurwerk en pyrotechnische artikelen;

Gezien de noodzaak om de plaatselijke fauna niet te verstoren door deze plotselinge explosies;

Overwegende dat vuurwerk schadelijke gevolgen heeft voor de gezondheid en het milieu; dat ze in feite fijne deeltjes afgeven, branden, verkeersongevallen, ernstige verwondingen kunnen veroorzaken en dat hun geluidsoverlast dieren kan schrikken of zelfs doden

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben hun inwoners te laten profiteren van de voordelen van een goede politiemacht en daartoe met name alle nodige maatregelen moeten nemen om een gezond en kwalitatief leefklimaat te garanderen aan al hun inwoners; dat zij in dit verband met name de gezondheid, de veiligheid en de rust van hun inwoners moeten waarborgen

Overwegende dat ook via concrete maatregelen veel aandacht moet worden besteed aan dierenwelzijn;

BESLIST:

Artikel 1

Het bezit, het vervoer en elke voorbereidende handeling voor het afsteken van vuurwerk, van welke categorie dan ook, is verboden in de openbare ruimte van het volledige grondgebied van de gemeente Etterbek. Dit verbod geldt voor personen die niet over de vereiste machtigingen beschikken.

De verkoop van deze pyrotechnische artikelen in winkels op gemeentelijk grondgebied is verboden

Artikel 2

De politiediensten zijn verantwoordelijk voor de naleving van deze verordening, zo nodig met geweld.

Artikel 3

Overtredingen van deze verordening worden bestraft met een administratieve boete van 175 euro of 350 euro naargelang de overtreder minderjarige van ten minste 14 jaar of meerderjarig is, en indien nodig met elke andere maatregel van de administratieve politie, met inbegrip van de inbeslagname van materiaal, een administratieve aanhouding maatregel of de tijdelijke administratieve sluiting van de inrichting.

Artikel 4

Deze verordening treedt onmiddellijk in werking, voor een periode van twee maanden.

Artikel 5

Deze verordening wordt op de mededelingenborden van het gemeentehuis geplaatst.

Artikel 6

Dit bevel wordt doorgestuurd naar de Korpschef van de politiezone en naar de sanctionerend ambtenaar.

Artikel 7

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring tegen deze ordonnantie worden ingediend bij de afdeling Administratie van de Raad van State, wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na bekendmaking van deze ordonnantie. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State - <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van deze ordonnantie ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Affaires générales - Algemene Zaken

4 Enseignement communal fondamental ordinaire (Claire Joie) - Avenant à la convention de

**subvention dans le cadre de l'appel à projets « Opération Ré-Création » de Bruxelles
Environnement pour la végétalisation des cours d'école en Région Bruxelloise - Adoption**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 23/01/2023 adoptant la **convention relative à la subvention portant la référence SUB/2022/ClaireJoie/Opé_Ré-cré** et ayant pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée à l'école Claire Joie pour végétaliser sa cour dans le cadre de l'appel à projets « Opération Ré-Création » de Bruxelles Environnement pour la végétalisation des cours d'écoles en Région bruxelloise ;

Considérant qu'afin de permettre le bon déroulement du projet, il convient de modifier certains points de la convention, notamment les articles 3 (Durée de la mission) et 8 (Modalités de liquidations), selon les termes repris dans l'avenant (ci-dessous) à la convention, tel que transmis par Bruxelles Environnement ;

DECIDE

D'adopter l'avenant (ci-dessous) à la **convention relative à la subvention portant la référence SUB/2022/ClaireJoie/Opé_Ré-cré**, tel que transmis par Bruxelles Environnement :

**Convention relative à la subvention portant la référence SUB/2022/ClaireJoie/Opé_Ré-cré
AVENANT**

Entre, d'une part,

Bruxelles Environnement

Dont le siège est situé avenue du Port 86C/3000, 1000 Bruxelles,
Représenté par Barbara DEWULF, Directrice générale adjointe
Ci-après dénommé "BE".

Et, d'autre part,

L'Ecole communale fondamentale « Claire Joie »

Dont le siège est situé Rue Beckers 129, 1040 Bruxelles,
Représenté par Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Annick PETIT, Secrétaire communale,
Ci-après dénommée «le bénéficiaire ».

APRES AVOIR EXPOSE QUE :

Les parties ont conclu une convention de subvention ayant pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée au bénéficiaire en vertu de l'Arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'Arrêté ».

Afin de permettre le bon déroulement du projet subsidié, les parties souhaitent modifier certains points de la convention de subvention.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Durée de la mission

L'article 3 de la convention de subvention est modifié comme suit :

La période à subsidier prend cours le **01/01/2023** et est prolongée jusqu'au **20/12/2025**.

Article 2 - Modalités de liquidations

L'article 8 de la convention de subvention est modifié comme suit :

Le solde sera liquidé sur base d'un dossier final qui reprendra :

- un rapport final rendant compte du déroulement des travaux,
- un inventaire général des dépenses (IGD) reprenant toutes les dépenses présentées dans le cadre du subsidie. Elles seront triées par catégorie de dépense et numérotées. Bruxelles Environnement met à disposition le modèle d'IGD à utiliser,
- des pièces justificatives et des preuves de paiement pour chacune des dépenses reprise dans l'IGD. Chaque pièce justificative et preuve de paiement renverra au numéro de la dépense à laquelle elle se rapporte. Les preuves de paiement seront, soit fournies séparément, soit annexées à la pièce justificative à laquelle elle se rapporte.

Ces documents seront introduits au plus tard **le 20 décembre 2025** de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde »

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement (school@environnement.brussels)
- au collaborateur en charge de la vérification des pièces justificatives (sub.qualcity@environnement.brussels)
- et en copie au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels).

Si le dossier est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Suite à l'approbation du rapport final et la validation du montant dû formalisée dans le chef de la personne de contact à Bruxelles Environnement par la rédaction d'un rapport de contrôle, une déclaration de créance finale portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » sera introduite au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à invoice@environnement.brussels

Si la déclaration de créance est introduite après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Article 3 - Entrée en vigueur

Cet avenant fait partie intégrante de la convention relative à la subvention susmentionnée.

Fait en autant d'exemplaires que de parties, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Bruxelles, le __/__/__

Pour Bruxelles Environnement,

Barbara DEWULF
Directrice générale adjointe

Pour le bénéficiaire,

Vincent DE WOLF
Bourgmestre

Annick PETIT
Secrétaire communale

Gewoon basisonderwijs (Claire Joie) - Aanhangsel bij de subsidieovereenkomst in het kader van de projectoproep "Operatie Re-Creatie" van Leefmilieu Brussel voor de vergroening van speelplaatsen van scholen in het Brussels Gewest - Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van 23/01/2023 houdende goedkeuring van de **overeenkomst betreffende de subsidie met de referentie SUB/2022/ClaireJoie/Opé_Ré-cr ** waarin de bepalingen betreffende het gebruik, de te leveren bewijsstukken en de eventuele terugbetaling van de aan de school Claire Joie toegekende subsidie voor de vergroening van haar speelplaats in het kader van de projectoproep ‘Operatie Re-Creatie’ van Leefmilieu Brussel voor de vergroening van speelplaatsen in scholen in het Brussels Gewest worden verduidelijkt;

overwegende dat, met het oog op het goede verloop van het project, bepaalde punten van de overeenkomst moeten worden gewijzigd, met name artikel 3 (Duur van de opdracht) en artikel 8 (Betalingsvoorwaarden), overeenkomstig de bepalingen van het (onderstaande) aanhangsel bij de overeenkomst, zoals ingediend door Leefmilieu Brussel;

BESLIST

om het aanhangsel bij de **overeenkomst betreffende de subsidie met de referentie SUB/2022/ClaireJoie/Opé_R -cr **, zoals doorgestuurd door Leefmilieu Brussel, goed te keuren:

Overeenkomst betreffende de toelage met referentie SUB/2022/ClaireJoie/Op _R -cr  AANHANGSEL

Tussen enerzijds:

Leefmilieu Brussel

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Havenlaan 86c / 3000, 1000 Brussel
vertegenwoordigd door Barbara DEWULF, Adjunct Directrice-generaal
Hierna "LB" genoemd.

en anderzijds:

de Ecole communale fondamentale ‘Claire Joie’

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Beckerstraat 129, 1040 Brussel.
Vertegenwoordigd door Vincent De WOLF, Burgemeester en Annick PETIT, Gemeentesecretaris.
Hierna "de begunstigde" genoemd.

NADAT WERD UITEENGEZET DAT:

De partijen een subsidieovereenkomst hebben afgesloten met als doel de bepalingen te preciseren omtrent het gebruik, de te verschaffen verantwoordingsstukken en de eventuele terugbetaling van de toelage die aan de begunstigde werd toegekend, krachtens het besluit met de referentie die in de titel opgenomen is, hierna ‘het besluit’ genoemd.

Om het goede verloop van het gesubsidieerde project mogelijk te maken willen de partijen bepaalde punten van de subsidieovereenkomst wijzigen.

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Duur van de opdracht

Het artikel 3 van de subsidieovereenkomst wordt als volgt gewijzigd:
De te subsidiëren periode loopt **01/01/2023** tot en met **20/12/2025**.

Artikel 2 – Vereffeningsmodaliteiten

Het artikel 8 van de subsidieovereenkomst wordt als volgt gewijzigd:
Het saldo zal worden vereffend op basis van

- een eindverslag over het overzicht van het verloop van de werkzaamheden,

- een algemene uitgaveninventaris (AUI) met alle voorgestelde uitgaven in het kader van de subsidie. Deze uitgaven zijn gerangschikt per categorie van uitgave en genummerd. Brussel Leefmilieu stelt het te gebruiken model ter beschikking,
- De bewijsstukken en hun betalingsbewijs voor elke van de in het AUI opgenomen uitgave. Elk bewijsstuk en betalingsbewijs verwijst naar het nummer van de uitgave waarop het betrekking heeft. De betalingsbewijzen moeten ofwel afzonderlijk worden bezorgd of bij de bewijsstukken worden gevoegd waarop ze betrekking hebben.

Deze documenten moeten uiterlijk **20 december 2025** worden ingediend. Ze worden bij voorkeur via elektronische weg bezorgd met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo»

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel (school@leefmilieu.brussels)
- aan de medewerker die verantwoordelijk is voor het controleren van bewijsstukken (sub.qualcity@leefmilieu.brussels)
- en in kopie aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@leefmilieu.brussels).

Indien het dossier na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

Als gevolg van de goedkeuring van het eindverslag en de validering van het verschuldigde bedrag geformaliseerd door de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel door het opstellen van een controleverslag, zal een schuldvordering met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit of via elektronische weg naar invoice@leefmilieu.brussels

Indien de schuldvordering na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch. De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Artikel 3 - In werking trekking

Dit aanhangsel maakt integraal deel uit van de overeenkomst betreffende de bovenvermelde subsidie.

Opgemaakt in evenveel exemplaren als er partijen zijn, waarbij elke partij bevestigt haar exemplaar te hebben ontvangen.

Opgemaakt in Brussel, op __/__/__

Voor Leefmilieu Brussel

Barbara DEWULF
Adjunct Directrice-generaal

Voor de begunstigde

Vincent DE WOLF
Burgemeester

Annick PETIT
Gemeentesecretaris

1 annexe / 1 bijlage

SUB_Opé Ré-cr e_2022_Avenant_Convention_Claire Joie.pdf

Guichet Unique du Logement - Woonloket

5 Logement – Octroi d'un prêt court terme à l'ASBL Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek (A.I.S.-Etterbeek) - Convention

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 organisant les agences immobilières sociales (M.B., 8 janvier 2016) et notamment le Chapitre VI,

Considérant le fait que la totalité du subside régional pour l'exercice 2023 a déjà été liquidée à l'A.I.S.-Etterbeek ;

Considérant que l'A.I.S.-Etterbeek a valablement introduit sa demande de subside régional pour l'année 2024 ;

Considérant que la première tranche du subside régional pour l'année 2024 ne sera libérée qu'entre février et mai 2024 ;

Considérant que durant cette période (entre janvier 2024 et la libération de la première tranche du subside régional), l'A.I.S.-Etterbeek est tenue de respecter ses engagements vis-à-vis des tiers (paiement des loyers pour les propriétaires) et faire face aux frais liés à son fonctionnement quotidien (paiement des salaires ; des factures etc.) ;

Considérant que l'A.I.S.-Etterbeek ne dispose pas de la trésorerie suffisante pour faire face à ce décalage ;

Considérant que par l'intermédiaire de son Receveur, Monsieur Philippe Demol, la Commune d'Etterbeek peut contracter des avances à court terme afin de permettre à cette dernière d'assurer l'ensemble de ses obligations en matière de paiements, en ce compris l'octroi d'un prêt de 100.000 euros à l'A.I.S.-Etterbeek ;

Considérant la nécessité d'octroyer un prêt à court terme afin de permettre à l'AIS de répondre à ses obligations financières ;

Considérant que l'entièreté de ce montant (100.000 euros) sera remboursé à la Commune d'Etterbeek dès perception de la première tranche du subside régional 2023 (à savoir durant le premier semestre de l'année) ;

Considérant que la formule du prêt court terme a été utilisée l'an dernier (pour un montant de 120.000€) et que ce montant a été remboursé dans son intégralité dès perception de la première tranche du subside (paiement du 16 mars 2023) ;

DECIDE d'approuver un prêt de 100.000 euros à l'A.I.S.-Etterbeek suivant les termes de la convention ci- dessous.

Ce prêt sera acté en comptabilité générale par une inscription au compte général 46501 (Prêts octroyés à payer) sur l'exercice 2023 et sera remboursé par l'A.I.S.-Etterbeek dès perception de la première tranche du subside régional pour l'année 2024.

Convention

ENTRE, d'une part,

La Commune d'Etterbeek, située 31/1 Avenue des Casernes à 1040 Etterbeek, représentée par M. Vincent De Wolf, Bourgmestre, et Mme. Annick Petit, Secrétaire communale,

Ci-après « la Commune » ;

ET, d'autre part,

L'association sans but lucratif Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek, dont le siège est sis 1040 Etterbeek, représentée par M. Vincent De Wolf, Président, et M. Philippe Demol, Administrateur-délégué,

Ci-après « l'AIS-Etterbeek »,

Ci-après, ensemble, « les Parties »,

IL EST PREALABLEMENT CONSIDERE CE QUI SUIIT :

1. L'AIS-Etterbeek a perçu la totalité du subside régional pour l'année 2023 et a valablement introduit sa demande de subside régional pour l'année 2024 ;
2. Alors que le subside régional couvre une période allant du 1er janvier et 31 décembre (correspondant à une année civile), la première tranche dudit subside n'est libérée qu'entre février et mai de l'année subsidiée ;
3. Durant cette période (entre janvier 2024 et la libération de la première tranche du subside régional), l'AIS-Etterbeek est tenue de respecter ses engagements vis-à-vis des tiers (paiement des loyers pour les propriétaires) et faire face aux frais liés à son fonctionnement quotidien (paiement des salaires ; des factures etc.) or, cette dernière ne dispose pas de la trésorerie suffisante pour faire face à ce décalage.

IL EST ENSUITE CONVENU :

Article 1

Afin de permettre à l'AIS-Etterbeek de respecter ses engagements financiers, un prêt de 100.000 euros est octroyé à cette dernière.

Article 2

Ce prêt sera remboursé par l'A.I.S.-Etterbeek dès perception de la première tranche du subside régional pour l'année 2024 (et au plus tard le 31 mai 2023).

Fait à Etterbeek, le 18 décembre 2023

Pour la Commune

Le Bourgmestre,

Vincent DE WOLF

Le Secrétaire Communal,

Annick PETIT

Woonloket - Toekenning van een korte termijnlending aan de vzw Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek (S.V.K. - Etterbeek) - Overeenkomst

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren (SB, 8 januari 2016) en in het bijzonder hoofdstuk VI;

overwegende dat de volledige gewestelijke subsidie voor het jaar 2023 al werd uitbetaald aan het SVK Etterbeek;

overwegende dat het SVK Etterbeek een geldige aanvraag voor een gewestelijke subsidie heeft ingediend voor het jaar 2024;

overwegende dat de eerste schijf van de gewestelijke subsidie voor het jaar 2024 pas tussen februari en mei 2024 zal worden vrijgemaakt;

overwegende dat het SVK Etterbeek tijdens die periode (tussen januari 2024 en de vrijmaking van de eerste schijf van de gewestelijke subsidie) zijn verbintenissen ten aanzien van derden (betaling van de huur aan eigenaars) moet nakomen en de kosten van zijn dagelijkse werking (lonen, facturen) moet betalen;

overwegende dat het SVK Etterbeek niet over voldoende financiën beschikt om die periode te overbruggen;

overwegende dat de gemeente Etterbeek via haar ontvanger, de heer Philippe Demol, kortetermijnvoorschotten kan aangaan om haar in staat te stellen al haar betalingsverplichtingen na te komen, waaronder de toekenning van een lening van 100.000 euro aan het SVK Etterbeek;

gelet op de noodzaak om een kortetermijnlening te verstrekken om het SVK in staat te stellen aan zijn financiële verplichtingen te voldoen;

overwegende dat het volledige bedrag (100.000 euro) aan de gemeente Etterbeek zal worden terugbetaald zodra de eerste schijf van de gewestelijke subsidie voor 2023 is ontvangen (dat wil zeggen in de eerste helft van het jaar);

overwegende dat de formule van de kortetermijnlening vorig jaar werd gebruikt (voor een bedrag van 120.000 euro) en dat dit bedrag volledig werd terugbetaald na ontvangst van de eerste schijf van de subsidie (betaling op 16 maart 2023);

BESLIST om een lening van 100.000 euro aan het SVK Etterbeek goed te keuren volgens de voorwaarden uit de onderstaande overeenkomst.

Deze lening zal in de algemene boekhouding worden opgenomen door een boeking op de algemene rekening 46501 (Te betalen leningen) in het begrotingsjaar 2023 en zal door het SVK Etterbeek worden terugbetaald zodra de eerste schijf van de gewestelijke subsidie voor het jaar 2024 is ontvangen.

Overeenkomst

TUSSEN, enerzijds,

De gemeente Etterbeek, gelegen Kazernenlaan 31/1 in 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris,

Hierna “de gemeente” genoemd,

EN, anderzijds,

De vereniging zonder winstoogmerk Sociaal Verhuurkantoor Etterbeek, waarvan de zetel is gelegen in 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, voorzitter, en de heer Philippe Demol, gedelegeerd bestuurder,

Hierna “het SVK Etterbeek” genoemd,

Hierna samen “de partijen” genoemd,

WORDT VOORAF OVERWOGEN WAT VOLGT:

1. Het SVK Etterbeek heeft de volledige gewestelijke subsidie voor het jaar 2023 ontvangen en heeft een geldige aanvraag ingediend voor een gewestelijke subsidie voor het jaar 2024.
2. Hoewel de gewestelijke subsidie een periode bestrijkt van 1 januari tot en met 31 december (wat overeenkomt met een kalenderjaar), wordt de eerste schijf van de subsidie pas tussen februari en mei van het gesubsidieerde jaar vrijgemaakt.
3. Tijdens die periode (tussen januari 2024 en de vrijmaking van de eerste schijf van de gewestelijke subsidie) moet het SVK Etterbeek zijn verbintenissen ten aanzien van derden (betaling van de huur aan eigenaars) nakomen en de kosten van zijn dagelijkse werking (lonen, facturen) betalen, maar het SVK Etterbeek beschikt niet over voldoende middelen om die periode te overbruggen.

WORDT VERVOLGENS OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1

Om het SVK Etterbeek in staat te stellen aan zijn financiële verplichtingen te voldoen, wordt aan het SVK Etterbeek een lening van 100.000 euro verstrekt.

Artikel 2

Het SVK Etterbeek zal deze lening terugbetalen zodra het de eerste schijf van de gewestelijke subsidie voor het jaar 2024 heeft ontvangen (en uiterlijk op 31 mei 2023).

Opgemaakt in Etterbeek op 18 december 2023.

Voor de gemeente

De burgemeester,

Vincent DE WOLF

De gemeentesecretaris,

Annick PETIT

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

6 Régie Foncière - Budget 2024 - Crédits provisoires - Premier trimestre.

Le Conseil Communal,

Considérant que le budget de la Régie Foncière pour 2024 ne pourra pas être présenté dans les délais légaux ;

Vu l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Régie de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

DECIDE :

De demander à l'autorité de tutelle de disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le premier trimestre 2024.

Regie van Grondbeleid - Begroting 2024 - Voorlopige kredieten - Eerste trimester.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de begroting van de Regie van Grondbeleid 2024 niet binnen de wettelijke termijnen kan ingediend worden;

Gelet op artikel 12 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebesturen;

BESLIST:

Aan de toezichthoudende overheid machtiging te vragen om over drie twaalfden voorlopige kredieten te beschikken voor het eerste trimester 2024.

7 Patrimoine Régie/Rénovation – Immeuble sis Rue Philippe Baucq 50 à 1040 Etterbeek – Transfert dans le patrimoine communal.

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 27/06/2022 acceptant le legs de Mme Marie LECLERCQ concernant l'immeuble sis rue Philippe Baucq 50 à 1040 Etterbeek moyennant le paiement des droits de succession estimés à +/- 50 .000,00 € ;

Considérant que la Régie Foncière avait le projet de rénover l'immeuble pour y accueillir 4 appartements 1 chambre (investissement d'environ 600.000,00 €) ;

Considérant le programme de rénovation 2024-2034 de la Régie Foncière comprenant les rénovations énergétiques des bâtiments existants, la mise en conformité des installations de chauffage, la construction de 35 logements sur le site des jardins de la Chasse, le projet de rénovation et la construction de logements rue Ste-Gertrude 17/rue Félix Hap, le projet rue Général Tombeur 47 à 53b, la rénovation de 3 logements chaussée de Wavre ;

Considérant que la Régie Foncière ne pourra envisager de rénover l'immeuble rue Philippe Baucq avant minimum 5 ans ;

Considérant qu'afin de ne pas laisser cet immeuble abandonné pendant une longue période, il est proposé de le transférer dans le patrimoine communal ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De transférer l'immeuble sis rue Philippe Baucq 50 du patrimoine de la Régie Foncière dans le patrimoine communal.

Patrimonium Regie/Renovatie – Gebouw gelegen Philippe Baucqstraat 50 in 1040 Etterbeek – Overdracht naar het gemeentelijke patrimonium.

De gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 27/06/2022 tot aanvaarding van het legaat van mevrouw Marie LECLERCQ betreffende het gebouw gelegen aan de Philippe Baucqstraat 50 in 1040 Etterbeek op voorwaarde van betaling van de successierechten die werden geschat op +/- 50.000,00 euro;

Overwegende dat de Regie van Grondbeleid van plan was om het gebouw te renoveren om er vier eenkamerappartementen onder te brengen (investering van ongeveer 600.000,00 euro);

Gelet op het renovatieprogramma 2024-2034 van de Regie van Grondbeleid dat het volgende omvat: energierenovatie van de bestaande gebouwen, aanpassing van de verwarmingsinstallaties aan de normen, bouw van 35 woningen op de Jachthofsite, project voor de renovatie en bouw van woningen op de Sint-Gertrudisstraat 17/Félix Hapstraat, het project op de Generaal Tombeurstraat 47 tot 53b, de renovatie van 3 woningen op de Waversesteeweg;

Overwegende dat de Regie van Grondbeleid pas ten vroegste over 5 jaar met de renovatie van het gebouw op de Philippe Baucqstraat zou kunnen starten;

Overwegende dat, om te voorkomen dat dit gebouw lange tijd leegstaat, wordt voorgesteld om het over te dragen aan het patrimonium van de gemeente;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

Om het gebouw gelegen Philippe Baucqstraat 50 over te dragen van het patrimonium van de Regie van Grondbeleid naar het gemeentelijke patrimonium.

8 Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **25/10/2023** ;

Objet : Fournitures de bureau 2023 - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.500,00 € (HTVA) – 3.025,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 613.01 du budget ordinaire 2023 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 04/05/2023 relative à un marché par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **25/10/2023** werd genomen:

Onderwerp: Kantoorbestedingen 2023 - Goedkeuring van de voorwaarden, en de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.500,00 € (EXCL. BTW) – 3.025,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 613.01 van de gewone begroting 2023 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 04/05/2023 betreffende de overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

9 **Régie Foncière – Marché par procédure négociée sans publicité préalable – Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du

08/11/2023 ;

Objet : Maintenance des installations HVAC collectives et individuelles - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 92.972,00 € (HTVA) – 98.550,32 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2023 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08/11/2023 relative à un marché par procédure négociée sans publicité préalable dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 €.

Regie van Grondbeleid – Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **08/11/2023** werd genomen:

Onderwerp: Onderhoud van collectieve en individuele HVAC-installaties - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 92.972,00 € (EXCL. BTW) – 98.550,32 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2023 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 08/11/2023 betreffende een overheidsopdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €.

Développement et financement de projets - Ontwikkeling en financiering van projecten

- 10 **Appel à projets Action Climat 2023 (volet 2) de Bruxelles Environnement – Projet de la commune d'Etterbeek intitulé « Inclure, accompagner, changer : mobilité active et rues cyclables » : signature de la Convention.**

Le Conseil communal,

Considérant l'appel à projets Action Climat 2023 (volet 2) de Bruxelles Environnement à destination des communes et CPAS bruxellois ;

Vu la décision du Collège du 24/05/2023 de répondre à cet appel à projets ;

Considérant que le projet intitulé « Inclure, accompagner, changer : mobilité active et rues cyclables » a été sélectionné par la Région sous certaines conditions ;

Vu la décision du Collège du 16/11/2023 de marquer accord sur les conditions d'approbation et le budget corrigé par le jury pour le projet intitulé « Inclure, accompagner, changer : mobilité active et rues cyclables », dans le cadre de l'appel à projets Action Climat 2023 (volet 2) de Bruxelles Environnement.

Considérant que la mise en œuvre du projet est régie par une Convention (ci-dessous) établie entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Etterbeek ;

Décide d'autoriser la signature de ladite Convention en vue de la mise en œuvre du projet :

Convention relative à la subvention portant la référence SUB/2023/PL/MOB/1040/RueCyclable
Entre, d'une part : Bruxelles Environnement
Dont le siège est situé avenue du Port 86c / 3000, 1000 Bruxelles.
représenté par Barbara DEWULF, Directrice générale adjointe
Et, d'autre part : La Commune d'Etterbeek
Dont le siège est situé avenue des Casernes 31/1, 1040 Bruxelles.
Représentée par Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Annick PETIT, Secrétaire communale.
Ci-après dénommée "la commune".

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée à la commune en vertu de l'Arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'arrêté ».

Article 2 - Montant

La subvention porte sur un montant total de 33.000 euros maximum, tel que fixé dans l'arrêté.

Ce montant a été calculé sur base du budget prévisionnel tel que fourni dans la demande de subventionnement transmise par le bénéficiaire et des décision du jury.

Au cas où les factures laissent apparaître que le projet a été modifié, le subside sera recalculé. Il ne pourra en aucun cas excéder le montant initial alloué par l'arrêté.

Article 3 - Durée de la mission

La période à subsidier prend cours le 01/01/2024 et se termine le 31/12/2025.

Article 4 - Personne de contact

Pour l'exécution de la présente convention, les personnes de contact à Bruxelles Environnement sont

Pascale Alaime :

palaine@environnement.brussels

pour les questions administratives et de méthodologie DD

et Simon DEHOUCK :

sdehouck@environnement.brussels

pour les questions techniques

ou leurs remplaçants.

La personne de contact auprès de la commune pour le démarrage du projet est

Thomas CAMBRELIN

thomas.cambrelin@etterbeek.brussels

La commune désignera une personne en charge de l'exécution de la mission.

Bruxelles Environnement sera informé de ses coordonnées dès le démarrage du projet, ainsi que de tout remplacement de cette personne.

Article 5 - Description de la mission

Article 5.1 - Finalité générale

La subvention est destinée à permettre à la commune de mettre en œuvre les projets retenus suite à l'appel à projets ACTION CLIMAT 2023 à destination des communes et CPAS bruxellois pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables, selon les modalités de la présente convention :

Inclure, Accompagner, Changer : mobilité active et rues cyclables

Le projet devra être financé par la commune à hauteur de 10% du subside régional qui sera octroyé (hors frais de personnel en place).

Ce projet sera rattaché à une ou plusieurs mesures identifiées dans le Programme Actions Climat de la Commune, auxquelles il contribuera concrètement.

Article 5.2 - Objectifs, indicateurs de performances et ressources

Ø Objectifs attendus :

Le projet veut développer et renforcer le tissu de rues cyclables en faisant la promotion de la mobilité active, tout en assurant la sécurité des usagers, selon le principe PVTV (Piéton-Vélo-Transport en commun-Voiture individuelle).

Ø Indicateurs de performances :

- Nombre de participants
- Nombre d'utilisations du vélo
- Nombre de Km parcourus
- Satisfaction des participants

Ces indicateurs pourront être adaptés ou complétés en comité d'accompagnement.

Ø Ressources humaines / Nombre d'ETP affectés à ces missions pour atteindre les objectifs :

Pas de RH financées par le subsidie.

Article 5.3 - Planning provisoire et lieu(x) du déroulement de la mission

Le planning du projet, prévu dans le dossier de candidature, est présenté ci-dessous. Toute modification à ce planning pourra être actée ultérieurement en comité d'accompagnement.

Le projet se décline en 4 axes :

1. Analyse du réseau de rues cyclables existant

Le service Mobilité et Prévention s'attèlera au diagnostic des rues cyclables, conjointement avec la Police, grâce aux analyseurs de trafic : comptages des véhicules particuliers, des poids lourds et des deux-roues, analyse des revêtements et des aménagements de la voirie.

2. Pool cyclistes

Deux groupes de citoyen·e·s seront créés pour qu'ils participent activement au diagnostic : objectiver les dysfonctionnement, connaître le ressenti des cyclistes sur ce type d'aménagement.

Un groupe sera composé de cyclistes du quotidien, à l'aise dans le trafic et qui ont une bonne perception de la cartographie des aménagements cyclables. L'autre groupe rassemblera des personnes qui n'utilisent (presque) jamais le vélo. Des vélos seront mis à dispositions des participant·e·s pendant un mois, durant lequel les deux groupes seront invités à transmettre leur expérience à vélo et plus particulièrement, dans les rues cyclables de la commune.

La commune d'Etterbeek entend impliquer les 2 groupes de cyclistes de manière à en faire des ambassadeurs.

3. Programme d'activités

En parallèle, un programme d'activités sera établi :

- Formation vélo pour débutant·e·s, pour apprendre à rouler dans le trafic
- Ateliers de réparation spécifiques parent-enfant, femmes, +65 ans, etc.
- Apéros thématiques : covoiturage et voitures partagées, parking vélo à Etterbeek, etc.

4. Modification du réseau

Grâce aux résultats de l'analyse et de l'enquête, la modification du réseau de zones cyclables et l'adaptation de la signalisation seront entreprises

Il est rappelé que le matériel roulant (vélos) ne peut pas être financé via l'appel à projets et renvoie vers les financements de Bruxelles Mobilité pour ces postes.

Article 5.4 - Rapports d'activités

Un rapport d'activités sera transmis aux étapes du déroulement du projet :

- Rapport intermédiaire : fin janvier 2025
- Rapport final : fin janvier 2026

Il sera rédigé sur base du Template transmis par Bruxelles Environnement et présentera les étapes et la méthodologie du projet, ainsi que ses résultats quantitatifs et qualitatifs (cf. point "Indicateurs"). Chaque fois que possible, le rapport inclura des illustrations (photos, plans, ...).

Le rapport final sera accompagné d'une fiche de synthèse de maximum une page A4, rédigée dans un objectif de publication, reprenant la description du projet et les résultats quantitatifs et qualitatifs.

Article 5.5 - Aspects communication

Le bénéficiaire d'une subvention a l'obligation de communiquer sur l'intervention de Bruxelles Environnement dans le financement de son projet, quelle que soit la nature du projet, auprès de son public-cible, de ses partenaires et plus généralement du grand public. Cette communication doit se faire pendant et après la réalisation du projet, sous quelque forme ou dans quelque média que ce soit, y compris sur le site web du bénéficiaire.

La communication liée au projet (y compris les relations avec les médias, les conférences, les séminaires, le matériel d'information, tel que brochures, dépliants, affiches, présentations, etc., sous forme électronique, via les médias traditionnels ou sociaux, etc.), ainsi que les activités de diffusion ou résultat important financés par la subvention doivent afficher à minima le logo de Bruxelles Environnement ainsi qu'une déclaration de financement telle que "avec le soutien de Bruxelles Environnement".

Ces documents devront être présentés aux personnes de contact à Bruxelles Environnement, pour validation avant publication. Les délais de réponse seront convenus en comité d'accompagnement.

Le non-respect de cette obligation entraînera de facto une retenue de 5% sur le montant total du subsidie.

Article 6 - Accompagnement

Pour veiller à la bonne exécution des missions, il sera institué un Comité d'Accompagnement ci-après dénommé le « CA » composé de la manière suivante :

- un représentant du bénéficiaire
- un représentant de Bruxelles Environnement
- un représentant du Ministre de l'Environnement

Le CA peut inviter toute autre personne dont il estime la présence utile.

Les décisions sont prises de préférence par consensus. En cas de désaccord, elles sont prises à la majorité des membres, la voix du représentant du Ministre étant prépondérante. En cas d'absence du représentant du Ministre, la voix de Bruxelles Environnement est alors prépondérante.

Le CA se réunira autant de fois que l'exige la bonne exécution de la présente convention.

Le CA peut proposer toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la mission, y compris des mesures relatives à la modification de la durée ou de la liste des dépenses éligibles.

Toute modification ainsi proposée devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention. Cet avenant sera approuvé par toutes les parties et joint aux documents justificatifs nécessaires à la liquidation.

Le bénéficiaire doit se conformer aux termes de la présente convention. Le non-respect de ces instructions est considéré comme une infraction aux stipulations de la convention. Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle de Bruxelles Environnement. Ce contrôle peut consister en une visite sur place ou en une demande d'informations complémentaires.

Préalablement à chacune des réunions du CA, le bénéficiaire fournira au moins 5 jours ouvrables avant la date de la réunion, par courriel au représentant de Bruxelles Environnement, un rapport d'avancement des travaux. Celui-ci sera rédigé (et illustré) dans l'optique de préparer directement les chapitres du rapport final. Ils serviront donc de base de discussion.

Un PV de chaque réunion sera rédigé et joint au dossier de suivi de la subvention.

Les porteurs du projet participeront également aux organisées par Brulocalis et Bruxelles Environnement, ainsi qu'aux réunions d'échange d'expériences, au cours desquelles ils présenteront à leurs pairs l'avancement de leur projet.

Article 7 - Dépenses éligibles

Les dépenses prises en compte dans le cadre de la subvention allouée sont des dépenses HORS

TVA. La TVA ne peut être considérée comme éligible que si elle est effectivement et définitivement

supportée par le bénéficiaire.

Les catégories de dépenses prises en charge par la subvention sont les suivantes :

- les frais de promotion et de publication : frais relatifs à la communication du projet, à la promotion des activités liées au projet et à l'annonce des résultats de celui-ci
- les frais administratifs : frais de fonctionnement directement liés à la réalisation du projet
- la rétribution de tiers et de sous-traitants, les honoraires, les vacataires : dépenses liées à la sous-traitance de tiers pour des activités ayant lieu dans le cadre du projet (personne n'ayant pas de contrat avec le bénéficiaire)

- les amortissements et investissements : dépenses destinées aux biens d'investissement utiles pour l'organisation des activités liées au projet et donc achetés spécifiquement dans le cadre de ce projet (mobilier, machines, matériel roulant, matériel de bureau, ordinateurs)

Toute dépense imputée sur une catégorie de dépenses non autorisée ci-dessus se verra refusée.

Le tableau ci-dessous est repris à titre indicatif :

Nature / Natuur	Montant Global Gloobaal Bedrag	dont part de BE waarvan LB aandeel
Loyers et charges locatives/ Huren en huurlasten		
Frais de promotion et de publication/ Promotie- en publicatiekosten	3.000 €	3.000 €
Frais administratifs ou frais de fonctionnement/ Administratieve kosten of werkingskosten	2.000 €	2.000 €
Frais de véhicule et de déplacement/ Vervoers- en verplaatsingskosten		
Rétribution de tiers et de sous-traitants/ Vergoeding van derden en onderaannemers	15.000 €	15.000 €
Frais de personnel/ Personeelskosten		
Amortissements et investissements/ Aflossingen en investeringen	62.500 €	13.000 €
Total / Totaal	82.500 €	33.000 €

Il a été établi sur base de l'annexe budgétaire finale. Toute modification significative devra être discutée lors du Comité d'Accompagnement.

Article 8 - Modalités de liquidations

La première tranche (6.600 €) est liquidée à la notification de la subvention, suite à la signature de la présente convention.

L'introduction d'une déclaration de créance n'est pas requise pour cette tranche.

La deuxième tranche (9.900 €) sera liquidée sur base d'un rapport intermédiaire introduit au plus tard pour **fin janvier 2025**. Il sera transmis de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 »

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie
- au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels)

Suite à l'approbation par le CA de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 » sera introduite dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à

invoice@environnement.brussels

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

La troisième tranche (13.200 €) sera liquidée sur base d'un rapport final introduit au plus tard pour fin janvier 2026. Il sera transmis de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T3 ».

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie
- au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels)

Suite à l'approbation par le CA de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T3 » sera introduite dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à

invoice@environnement.brussels

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Le solde sera liquidé sur base d'un dossier financier qui reprendra

- un inventaire général des dépenses (IGD) reprenant toutes les dépenses présentées dans le cadre du subside. Elles seront triées par catégorie de dépense et numérotées. Bruxelles Environnement met à disposition le modèle d'IGD à utiliser.
- des pièces justificatives et des preuves de paiement pour chacune des dépenses reprise dans l'IGD. Chaque pièce justificative et preuve de paiement renverra au numéro de la dépense à laquelle elle se rapporte. Les preuves de paiement seront, soit fournies séparément, soit annexées à la pièce justificative à laquelle elle se rapporte.

Le montant du solde sera calculé sur base du contrôle de ces documents et ne pourra excéder 3.300 euros.

Ces documents seront introduits au plus tard 3 mois après la fin de la mission (soit pour fin mars 2026) de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde »

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement
- et en copie au Service Subvention de Bruxelles Environnement

Si le dossier est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Suite à l'approbation par le CA du rapport final et la validation du montant dû formalisée dans le chef de la personne de contact à Bruxelles Environnement par la rédaction d'un rapport de contrôle, une déclaration de créance finale portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » sera introduite dans les deux mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à

invoice@environnement.brussels

Si la déclaration de créance est introduite après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Article 9 - Contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions

Les bénéficiaires sont soumis aux obligations définies aux articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ainsi qu'aux dispositions reprises à l'article 80 de l'ordonnance contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2023, ce qui implique que :

- Toute subvention doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.
- Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.
- Par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à Bruxelles Environnement le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
- Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :
 - qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
 - qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
 - qui met obstacle au contrôle indiqué ci-dessus ;
 - qui perçoit déjà une subvention pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives
- Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications de l'emploi des sommes reçues dans le cadre de la subvention, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.
- Il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications de l'emploi des sommes reçues ou de se soumettre au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
- La subvention est soumise au principe de non enrichissement pour le bénéficiaire : s'il apparaît que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, la loi prévoit alors le remboursement d'une partie de la subvention

Article 10 - Entrée en vigueur

La présente convention signée par les parties entre en vigueur sous condition suspensive de la notification de l'arrêté de subvention auquel est jointe la présente convention.

Toute prestation effectuée avant l'entrée en vigueur, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.

Article 11 - Responsabilité civile

La Région de Bruxelles-Capitale et Bruxelles Environnement ne sont en aucun cas responsable des dommages causés aux personnes ou aux biens découlant directement ou indirectement des activités liées à la réalisation de la présente.

<p>Le bénéficiaire ne peut rendre responsable la Région de Bruxelles-Capitale ou Bruxelles Environnement d'aucun dommage causé à des tiers du chef de la réalisation de la présente.</p> <p>Le bénéficiaire garantit la Région et/ou BE de tout recours qui serait formé par un tiers directement contre la Région et/ou BE dans le cadre de ses activités.</p>
<p>Article 12 - Règlement des litiges</p> <p>En cas de difficultés relatives à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat, en cas de lacunes de celui-ci et, plus généralement, en cas de litiges, les parties conviennent de rechercher de bonne foi une solution.</p>
<p>A défaut d'accord amiable, les parties pourront convenir de faire appel à un ou plusieurs experts désignés de commun accord. Conformément aux articles 1676 et suivants du code judiciaire, et en vue de résoudre tout différend déjà né ou qui pourrait naître de l'exécution de la présente convention, Bruxelles Environnement peut convenir de commun accord avec la commune, de recourir à un arbitre.</p>
<p>Si les parties décident de ne pas recourir à un arbitre ou si une des parties n'est pas d'accord de recourir à un arbitre, les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.</p>
<p>Bruxelles, le ___/___/___</p>
<p>Pour Bruxelles Environnement</p>

Barbara DEWULF	
Directrice générale adjointe	Adjunct Directrice-generaal
Pour la Commune d'Etterbeek	Voor de Gemeente van Etterbeek
Vincent DE WOLF	
Bourgmestre	Burgemeester
Annick PETIT	
Secrétaire communale	Gemeentesecretaris

Projectoproep Klimaatactie 2023 (luik 2) van Leefmilieu Brussel – Project van de gemeente

**Etterbeek getiteld “Insluiten, begeleiden, veranderen: actieve mobiliteit en fietsstraten”:
ondertekening van de overeenkomst.**

De gemeenteraad,

gelet op de projectoproep Klimaatactie 2023 (luik 2) van Leefmilieu Brussel voor Brusselse gemeenten en OCMW's;

gelet op de beslissing van het college van 25/05/2023 om te reageren op die projectoproep;

overwegende dat het project getiteld “Insluiten, begeleiden, veranderen: actieve mobiliteit en fietsstraten” werd geselecteerd door het Gewest onder bepaalde voorwaarden;

gelet op de beslissing van het college van 16/11/2023 om akkoord te gaan met de goedkeuringsvoorwaarde en het budget dat werd gecorrigeerd door de jury voor het project getiteld “Insluiten, begeleiden, veranderen: actieve mobiliteit en fietsstraten”, in het kader van de projectoproep Klimaatactie 2023 (luik 2) van Leefmilieu Brussel;

overwegende dat de uitvoering van het project wordt geregeld door een overeenkomst (hieronder) tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Etterbeek;

BESLIST om de ondertekening van de overeenkomst met het oog op de uitvoering van het project goed te keuren:

Overeenkomst betreffende de toelage met referentie SUB/2023/PL/MOB/1040/RueCyclable
Tussen enerzijds: Leefmilieu Brussel
waarvan de hoofdzetel gelegen is Havenlaan 86c / 3000, 1000 Brussel.
vertegenwoordigd door Barbara DEWULF, Adjunct Directrice-generaal
en anderzijds: De Gemeente van Etterbeek
waarvan de hoofdzetel gelegen is Kasernenlaan 31/1, 1040 Brussel.

Vertegenwoordigd door Vincent DE WOLF, Burgemeester en Annick PETIT, Gemeentesecretaris.

Hierna "de gemeente" genoemd.

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst strekt ertoe de bepalingen te preciseren omtrent het gebruik, de te verschaffen verantwoordingsstukken en de eventuele terugbetaling van de toelage die aan de gemeente werd toegekend krachtens het besluit met de referentie die in de titel opgenomen is, hierna « het besluit » genoemd.

Artikel 2 - Bedrag

De toelage heeft betrekking op een totaalbedrag van maximum 33.000 euro, zoals bepaald in het besluit.

Dit bedrag werd berekend op basis van de begroting, zoals opgenomen in de aanvraag van de begunstigde en de beslissing van de jury.

Indien uit de facturen blijkt dat het project werd gewijzigd, dient de subsidie te worden herberekend, zonder dat het aanvankelijke bedrag mag worden overschreden.

Artikel 3 - Duur van de opdracht

De te subsidiëren periode loopt van 01/01/2024 tot en met 31/12/2025.

Artikel 4 – Contactpersonen

Voor de uitvoering van deze overeenkomst zijn de contactpersonen bij Leefmilieu Brussel

Pascale Alaime:

palaim@leefmilieu.brussels

voor vragen inzake de administratieve punten en DO-methodologie

en Simon DEHOUCK:

sdehouck@leefmilieu.brussels

voor de technische vragen

of hun vervangers.

De contactpersoon bij de gemeente voor de start van het project is

Thomas CAMBRELIN

thomas.cambrelin@etterbeek.brussels

De gemeente zal een persoon aanwijzen die belast wordt met de uitvoering van de missie.

Leefmilieu Brussel zal in kennis worden gesteld van de contactgegevens van deze persoon zodra het project van start gaat, zoals van de vervanging van bovenstaande personeelsleden.

Artikel 5 - Beschrijving van de opdracht

Artikel 5.1 – Algemene doel

De subsidie moet de gemeente in staat stellen om de projecten die ze selecteerde in navolging van de projectoproep KLIMAAT ACTIE 2023 voor Brusselse gemeenten en OCMW 's voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten, volgens de modaliteiten in de bijgevoegde overeenkomst:

Opnemen, Ondersteunen, Veranderen: actieve mobiliteit en fietsstraten

Het project zal door de gemeente moeten worden gefinancierd tot een bedrag van 10% van de gewestelijke subsidie die zal worden toegekend (buiten de kosten van het personeel ter plaatse).

Dit project zal worden gekoppeld aan een of meer maatregelen van het Klimaatactieprogramma van de gemeente en zal er een concrete bijdrage aan leveren.

Artikel 5.2 – Doelstellingen, indicatoren en middelen

Ø Verwachte doelstellingen:

Le projet veut développer et renforcer le tissu de rues cyclables en faisant la promotion de la mobilité active, tout en assurant la sécurité des usagers, selon le principe PVTV (Piéton-Vélo-Transport en commun-Voiture individuelle).

Ø Prestatie-indicatoren:

- Aantal deelnemers
- Aantal fietsgebruiksbeurten
- Aantal afgelegde kilometers
- Tevredenheid van de deelnemers

Het begeleidingscomité kan deze indicatoren aanpassen en aanvullen.

Ø Human resources / Aantal VTE 's dat aan deze opdrachten wordt toegewezen om de doelstellingen te bereiken:

De subsidie financiert geen personeelsmiddelen.

Artikel 5.3 – Voorziene planning en locatie(s) waar de opdracht plaatsvindt

Het projectplanning, opgenomen in het aanvraagdossier wordt hieronder weergegeven. Eventuele wijzigingen van dit planning kunnen later door het begeleidingscomité worden goedgekeurd.

Het project omvat vier pijlers:

1. Analyse van het bestaande netwerk van fietsstraten

De dienst Mobiliteit en Preventie zal samenwerken met de politie om een diagnose te maken van de fietsstraten met behulp van verkeersanalysetoestellen: tellingen van personenauto's, vrachtwagens en tweewielers, analyse van de wegdekken en voorzieningen op de openbare weg.

2. Fietserspool

Er zullen twee burgergroepen worden opgericht om actief mee te werken aan de diagnose: een objectief overzicht maken van de slechte werking en achterhalen wat fietsers vinden van dergelijke voorzieningen.

De ene groep bestaat uit alledaagse fietsers die zich op hun gemak voelen in het verkeer en een goed zicht hebben op de cartografie van de fietsvoorzieningen. De andere groep bestaat uit mensen die de fiets (bijna) nooit gebruiken. De deelnemers krijgen een maand lang fietsen ter beschikking gesteld. Tijdens die maand wordt aan beide groepen gevraagd om hun fietservaringen te delen, en meer in het bijzonder in de fietsstraten van de gemeente.

De gemeente Etterbeek wil de twee groepen fietsers betrekken en er echte ambassadeurs van maken.

3. Activiteitenprogramma

Tegelijkertijd zal een activiteitenprogramma worden opgesteld:

- Fietstraining voor beginners, om te leren fietsen in het verkeer
- Specifieke herstelworkshops voor ouder-kindduo's, vrouwen, 65-plussers, enz.
- Themaborrels: carpoolen en autodelen, fietsenparking in Etterbeek, enz.

4. Aanpassing van het netwerk

Aan de hand van de resultaten van de analyse en de enquête zullen het netwerk van fietsstraten en de signalisatie worden aangepast.

Er wordt aan herinnerd dat rollend materieel (fietsen) niet kan worden gefinancierd via de projectoproep. Voor deze posten wordt verwezen naar de financiering van Brussel Mobiliteit.

Artikel 5.4 – Activiteiten verslagen

Een activiteitenverslag zal naar de stadia van het project worden verzonden:

- Tussentijds verslag: eind januari 2025
- Eindverslag: eind januari 2026

Het zal worden opgesteld op basis van de template verzonden door Leefmilieu Brussel en zal de stadia en methodologie van het project presenteren, evenals de kwantitatieve en kwalitatieve resultaten ervan. (zie punt "Indicatoren"). Waar mogelijk moet het verslag illustraties bevatten (foto's, plannen, enz.).

Het eindverslag zal vergezeld gaan van een samenvattingsblad van één A4-pagina maximum, geschreven met een publicatiedoel, die de beschrijving van het project en de kwantitatieve en kwalitatieve resultaten.

Artikel 5.5 - Communicatie

De begunstigde van een subsidie is verplicht over de tussenkomst van Leefmilieu Brussel te communiceren betreffende de financiering van zijn project, ongeacht de aard ervan, en dit aan zijn doelpubliek, zijn partners en meer in het algemeen aan het grote publiek. Deze communicatie moet plaatsvinden tijdens en na de uitvoering van het project, in welke vorm en via welke media dan ook, met inbegrip van de website van de begunstigde.

Alle communicatie verbonden aan dit project (waaronder relaties met de media, conferenties, seminaries, informatiemateriaal, zoals brochures, folders, posters, presentaties, enz., in elektronische vorm, via traditionele of sociale media, enz.), alsook verspreidingsactiviteiten of belangrijke resultaten gefinancierd door de subsidie, moeten minstens het logo van Leefmilieu Brussel en een financieringsvermelding zoals "met de steun van Leefmilieu Brussel" bevatten.

Deze documenten moeten vóór publicatie ter validering aan de contactpersonen bij Leefmilieu Brussel worden voorgelegd. De validatietermijnen worden overeengekomen door het ondersteuningscomité.

Bij niet-naleving van deze verplichting wordt de facto 5% van het totale subsidiebedrag afgetrokken.

Artikel 6 - Begeleiding

Om toe te zien op de goede uitvoering van de opdrachten, zal een Begeleidingscomité (hierna BC genoemd) worden aangesteld dat als volgt is samengesteld:

- een vertegenwoordiger van de begunstigde
- een vertegenwoordiger van Leefmilieu Brussel
- een vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu

Het BC mag andere personen wiens aanwezigheid nuttig is uitnodigen.

De beslissingen worden bij voorkeur bij consensus genomen. In geval van een meningsverschil worden ze genomen bij meerderheid van de stemmen, de stem van de vertegenwoordiger van de minister is daarbij doorslaggevend. In geval van afwezigheid van de vertegenwoordiger van de minister is de stem van Leefmilieu Brussel doorslaggevend.

Het BC komt zo vaak samen als de goede uitvoering van deze overeenkomst vereist.

Het BC kan alle maatregelen voorstellen die nodig zijn voor de goede uitvoering van de opdracht, met inbegrip van maatregelen die betrekking hebben tot de duur of de lijst van uitgaven die in aanmerking komen.

Deze voorstellen zullen in een aanhangsel aan deze overeenkomst moeten opgenomen worden. Dit aanhangsel zal door alle partijen goedgekeurd moeten worden en zal bij de bewijsstukken worden gevoegd die nodig zijn voor de vereffening.

De begunstigde moet zich houden aan de voorwaarden van deze overeenkomst. Niet-naleving van deze richtlijnen wordt beschouwd als een inbreuk op de bepalingen van de overeenkomst. De begunstigde verbindt zich ertoe zich te onderwerpen aan de controle van Leefmilieu Brussel. Deze controle kan bestaan uit een bezoek ter plaatse of een vraag om aanvullende informatie.

<p>Voorafgaand aan elk van de vergaderingen van het BC moet de begunstigde, uiterlijk 5 werkdagen vóór de datum van de vergadering, een vorderingsstaat van de werken kunnen voorleggen. Deze wordt opgesteld (en geïllustreerd) als een rechtstreekse voorbereiding op de hoofdstukken van het eindrapport. Ze dienen dus als basis voor de besprekingen.</p> <p>De notulen van elke vergadering worden en aan het opvolgingsdossier bijgevoegd.</p>
<p>De projectbeheerders moeten ook deelnemen aan de opleidingen georganiseerd door Brulocalis en Leefmilieu Brussel, alsook aan de vergaderingen voor het uitwisselen van ervaringen, waarin ze de vorderingen van hun project aan hun collega's moeten voorstellen.</p>
<p>Artikel 7 - Uitgaven die in aanmerking komen</p>
<p>In het kader van de toegekende subsidie in aanmerking genomen kosten zijn kosten exclusief BTW. BTW kan alleen als subsidieerbaar worden beschouwd als deze daadwerkelijk en definitief door de begunstigde wordt gedragen.</p> <p>De categorieën van uitgaven die gedekt kunnen worden door de toelage zijn:</p>
<ul style="list-style-type: none"> • de promotie- en publicatiekosten: kosten in verband met de communicatie van het project, de promotie van de activiteiten in verband met het project en de bekendmaking van de resultaten ervan
<ul style="list-style-type: none"> • de administratieve kosten: werkingskosten die rechtstreeks verband houden met de verwezenlijking van het project
<ul style="list-style-type: none"> • de vergoeding van derden en onderaannemers, erelonen, hulppersoneel: uitgaven i.v.m. de uitbesteding aan derden voor activiteiten in het kader van het project (persoon die geen contract heeft met de begunstigde)
<ul style="list-style-type: none"> • de afschrijvingen en investeringen: uitgaven bestemd voor investeringsgoederen die nuttig zijn voor de organisatie van de activiteiten i.v.m. het project en dus specifiek in het kader van dit project worden aangekocht (meubilair, machines, rollend materieel, kantoormateriaal, computers)
<p>Alle uitgaven ten laste van een categorie niet hierboven vermeld zullen worden geweigerd.</p> <p>De hierbeneden tabel wordt ter indicatie gegeven.</p>

Nature / Natuur	Montant Global Globaal Bedrag	dont part de BE waarvan LB aandeel
Loyers et charges locatives/ Huren en huurlasten		
Frais de promotion et de publication/ Promotie- en publicatiekosten	3.000 €	3.000 €
Frais administratifs ou frais de fonctionnement/ Administratieve kosten of werkingskosten	2.000 €	2.000 €
Frais de véhicule et de déplacement/ Vervoers- en verplaatsingskosten		

Rétribution de tiers et de sous-traitants/ Vergoeding van derden en onderaannemers	15.000 €	15.000 €
Frais de personnel/ Personeelskosten		
Amortissements et investissements/ Aflossingen en investeringen	62.500 €	13.000 €
Total / Totaal	82.500 €	33.000 €

Deze tabel werd op basis van de finale financieringstabel opgemaakt. Elke belangrijke wijziging moet besproken worden door het begeleidingscomité.

Artikel 8 - Vereffeningsmodaliteiten

De eerste schijf (€ 6.600) zal na de kennisgeving van het toelagebesluit uitbetaald worden, na de ondertekening van de overeenkomst.

De invoering van een schuldvordering is niet vereist voor deze schijf.

De tweede schijf (€ 9.900) zal worden vereffend op basis van een tussentijds verslag dat uiterlijk voor **eind januari 2025**. Dit verslag zal bij voorkeur via elektronische weg bezorgd worden, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T2 ».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en in kopie
- aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@leefmilieu.brussels).

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van dit verslag en de validering van het verschuldigde bedrag zal **binnen de 2 maanden** een schuldvordering met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T2 » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit via elektronische weg naar

invoice@leefmilieu.brussels

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

De derde schijf (€ 13.200) zal worden vereffend op basis van een eindverslag dat uiterlijk voor **eind januari 2026**. Dit verslag zal bij voorkeur via elektronische weg bezorgd worden, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T3 ».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en in kopie
- aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@leefmilieu.brussels).

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van dit verslag en de validering van het verschuldigde bedrag zal **binnen de 2 maanden** een schuldvordering met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /S3 » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit via elektronische weg naar

invoice@leefmilieu.brussels

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Het saldo zal worden vereffend op basis van een financieel dossier dat bevat

- een algemene uitgaveninventaris (AUI) met alle voorgestelde uitgaven in het kader van de subsidie. Deze uitgaven zijn gerangschikt per categorie van uitgave en genummerd. Brussel Leefmilieu stelt het te gebruiken model ter beschikking.
- De bewijsstukken en hun betalingsbewijs voor elke van de in het AUI opgenomen uitgave. Elk bewijsstuk en betalingsbewijs verwijst naar het nummer van de uitgave waarop het betrekking heeft. De betalingsbewijzen moeten ofwel afzonderlijk worden bezorgd of bij de bewijsstukken worden gevoegd waarop ze betrekking hebben.

Het bedrag van het saldo wordt berekend op basis van de controle van deze documenten en mag niet hoger zijn dan 3.300 euro.

Deze documenten moeten uiterlijk **3 maanden** na het einde van de opdracht (d.w.z. voor **eind maart 2026**) worden ingediend. Ze worden bij voorkeur via elektronische weg bezorgd met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel
- en in kopie aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@leefmilieu.brussels).

Indien het dossier na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van het eindverslag en de validering van het verschuldigde bedrag geformaliseerd door de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel door het opstellen van een controleverslag, zal **binnen de 2 maanden** een schuldvordering met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit of via elektronische weg naar

invoice@leefmilieu.brussels

Indien de schuldvordering na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Artikel 9 - Controle van de toekenning en het gebruik van de toelagen

De begunstigde zijn onderworpen aan de verplichtingen bepaald in artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle en de bepalingen die opgenomen zijn in artikel 80 van de ordonnantie die de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2023 bevat, wat impliceert dat:

- Elke toelage moet worden gebruikt voor de doeleinden waarvoor we bestemd is.
- Elke begunstigde van een toelage moet het gebruik van de ontvangen sommen rechtvaardigen, tenzij een ordonnantie hem daarvan vrijstelt.
- Door de aanvaarding van de toelage erkent de begunstigde dat Leefmilieu Brussel het recht heeft ter plaatse het gebruik van de toegekende fondsen te controleren.
- Is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de toelage de begunstigde:
 - die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de toelage werd verleend;
 - die de toelage niet aanwendt voor de doeleinde, waarvoor zij werd verleend;
 - die de hierboven controle verhindert;

<ul style="list-style-type: none"> - die voor hetzelfde doel al een toelage ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.
<ul style="list-style-type: none"> • Als de begunstigde het gebruik van de ontvangen toelage niet kan rechtvaardigen, moet hij het niet-gerechtigde deel van het bedrag terugbetalen.
<ul style="list-style-type: none"> • De betaling van de toelage kan worden uitgesteld zolang de begunstigde, voor vergelijkbare voorheen ontvangen toelagen, de verantwoordingsstukken omtrent het gebruik van de ontvangen sommen niet kan voorleggen of zich niet heeft onderworpen aan de controle op het gebruik van de toegekende bedragen.
<ul style="list-style-type: none"> • De subsidie is onderworpen aan het principe van niet-verrijking voor de begunstigde: indien blijkt dat de begunstigde zich op gelijk welke manier zou verrijken terwijl hij het project tot een goed eind brengt, voorziet de wet een terugbetaling van een deel van de subsidie.

Artikel 10 - Inwerkingtreding

Deze, door de partijen ondertekende, overeenkomst treedt in werking onder de opschortende voorwaarde van de betekening van het subsidiebesluit waaraan deze overeenkomst wordt toegevoegd.

Elke prestatie uitgevoerd vóór de inwerkingtreding, ofwel op eigen initiatief, ofwel na een niet-conforme opdracht, gebeurt op eigen risico van de begunstigde.

Artikel 11 - Burgerlijke aansprakelijkheid

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Leefmilieu Brussels zijn in geen geval aansprakelijk voor de schade toegebracht aan personen of goederen die rechtstreeks of onrechtstreeks voortvloeit uit de activiteiten die verband houden met de uitvoering van deze overeenkomst.

De begunstigde kan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of Leefmilieu Brussel niet aansprakelijk stellen voor schade ten aanzien van derden uit hoofde van de uitvoering van dit contract.

De begunstigde vrijwaart de Regio en/of LB tegen elke vordering van een derde rechtstreeks tegen de Regio en/of LB in verband met zijn activiteiten.

Artikel 12 - Regeling van geschillen

In het geval van moeilijkheden op het vlak van de interpretatie of de uitvoering van dit contract, in het geval van leemten erin en, meer in het algemeen, in het geval van geschillen, komen de partijen overeen om te goeder trouw een oplossing te zoeken.

Indien de partijen niet tot een akkoord in der minne komen, kunnen zij overeenkomen om een beroep te doen op één of meerdere experts die in onderling akkoord aangewezen worden. Conform artikel 1676 en volgende van het gerechtelijk wetboek en met het oog op het oplossen van alle meningsverschillen die reeds zijn ontstaan of die zouden kunnen ontstaan bij de uitvoering van deze overeenkomst, kan Leefmilieu Brussel in gemeen overleg met de gemeente overeenkomen gebruik te maken van een scheidsrechter.

Indien de partijen beslissen geen gebruik te maken van een scheidsrechter of als een van de partijen er niet akkoord mee gaat een beroep te doen op een scheidsrechter, zijn enkel de rechtbanken van Brussel bevoegd.

Opgemaakt in Brussel, op / /

Voor Leefmilieu Brussel

Barbara DEWULF	
Directrice générale adjointe	Adjunct Directrice-generaal
Pour la Commune d'Etterbeek	Voor de Gemeente van Etterbeek
Vincent DE WOLF	
Bourgmestre	Burgemeester
Annick PETIT	
Secrétaire communale	Gemeentesecretaris

1 annexe / 1 bijlage

CONT_2023_PL_MOB_1040_RueCyclable.docx

- 11 **Appel à projets Action Climat 2023 (volet 2) de Bruxelles Environnement – Projet de la commune d’Etterbeek intitulé « Valorisation locale et circulaire de déchets verts à Etterbeek » : signature de la Convention.**

Le Conseil communal,

Considérant l'appel à projets Action Climat 2023 (volet 2) de Bruxelles Environnement à destination des communes et CPAS bruxellois ;

Vu la décision du Collège du 24/05/2023 de répondre à cet appel à projets ;

Considérant que le projet intitulé « Valorisation locale et circulaire de déchets verts à Etterbeek » a été sélectionné par la Région sous certaines conditions ;

Vu la décision du Collège du 16/11/2023 de marquer accord sur les conditions d'approbation et le budget corrigé par le jury pour le projet intitulé « Valorisation locale et circulaire de déchets verts à Etterbeek », dans le cadre de l'appel à projets Action Climat 2023 (volet 2) de Bruxelles Environnement.

Considérant que la mise en œuvre du projet est régie par une Convention (ci-dessous) établie entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Etterbeek ;

Décide d'autoriser la signature de ladite Convention en vue de la mise en œuvre du projet :

Convention relative à la subvention portant la référence SUB/2023/PL/RD/1040/ValoBiodechet
Entre, d'une part : Bruxelles Environnement
Dont le siège est situé avenue du Port 86c / 3000, 1000 Bruxelles.
représenté par Barbara DEWULF, Directrice générale adjointe
Et, d'autre part : La Commune d'Etterbeek
Dont le siège est situé avenue des Casernes 31/1, 1040 Bruxelles.
Représentée par Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Annick PETIT, Secrétaire communale.

Ci-après dénommée "la commune".

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée à la commune en vertu de l'Arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'arrêté ».

Article 2 - Montant

La subvention porte sur un montant total de 70.000 euros maximum, tel que fixé dans l'arrêté.

Ce montant a été calculé sur base du budget prévisionnel tel que fourni dans la demande de subventionnement transmise par le bénéficiaire et des décisions du jury.

Au cas où les factures laissent apparaître que le projet a été modifié, le subside sera recalculé. Il ne pourra en aucun cas excéder le montant initial alloué par l'arrêté.

Article 3 - Durée de la mission

La période à subsidier prend cours le 01/01/2024 et se termine le 31/12/2026.

Article 4 - Personne de contact

Pour l'exécution de la présente convention, les personnes de contact à Bruxelles Environnement sont

Pascale Alaïme :

palaine@environnement.brussels

pour les questions administratives et de méthodologie DD

et Nicolas SCHERRIER :

nscherrier@environnement.brussels

pour les questions techniques

ou leurs remplaçants.

La personne de contact auprès de la commune pour le démarrage du projet est

Nathanaël LEBAILLY

nathanael.lebailly@etterbeek.brussels

La commune désignera une personne en charge de l'exécution de la mission.

Bruxelles Environnement sera informé de ses coordonnées dès le démarrage du projet, ainsi que de tout remplacement de cette personne.

Article 5 - Description de la mission

Article 5.1 - Finalité générale

La subvention est destinée à permettre à la commune de mettre en œuvre les projets retenus suite à l'appel à projets ACTION CLIMAT 2023 à destination des communes et CPAS bruxellois pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables, selon les modalités de la présente convention :

Valorisation locale et circulaire des déchets verts à Etterbeek

Le projet devra être financé par la commune à hauteur de 10% du subside régional qui sera octroyé (hors frais de personnel en place).

Ce projet sera rattaché à une ou plusieurs mesures identifiées dans le Programme Actions Climat de la Commune, auxquelles il contribuera concrètement.

Article 5.2 - Objectifs, indicateurs de performances et ressources

Ø Objectifs attendus :

L'objectif du projet est de valoriser les déchets verts produits au sein du territoire de la commune d'Etterbeek circulairement, ce qui permettrait également la réduction des achats de substrat servant à améliorer la croissance des plantations communales. Ce processus sera accompagné par une amélioration de la prise en charge des déchets verts des citoyens d'Etterbeek par des actions de sensibilisation et de participation citoyenne ainsi que par des mesures opérationnelles.

Ø Indicateurs de performances :

- Quantités de biodéchets valorisées par broyage
- Quantité de substrat ainsi utilisé par la commune et éventuellement ses partenaires

Ces indicateurs pourront être adaptés ou complétés en comité d'accompagnement.

Ø Ressources humaines / Nombre d'ETP affectés à ces missions pour atteindre les objectifs :

Pas de RH financées par le subside.

Article 5.3 - Planning provisoire et lieu(x) du déroulement de la mission

Le planning du projet, prévu dans le dossier de candidature, est présenté ci-dessous. Toute modification à ce planning pourra être actée ultérieurement en comité d'accompagnement.

Le projet vise à acquérir un broyeur polyvalent, permettant de prendre en charge les déchets ligneux

comme les déchets verts. Ces déchets seront transformés au sein du futur parc à conteneur communal, construit avec l'appui financier de l'Agence Régionale de Propreté. Une fois transformés, ils seront réutilisés au sein des espaces verts présents sur le territoire communal.

L'installation du broyeur au sein du parc à conteneur nécessitera une phase de consultation citoyenne en vue de déterminer les mesures à prendre pour réduire au mieux les nuisances sonores.

Afin de pouvoir transformer ces produits sur le long terme, des compostières décentralisées seront installées dans les parcs de la commune, pour offrir au service Espaces Verts une polyvalence dans la gestion des produits de broyats : une utilisation directe des matières sèches en paillage, ou une mise en décomposition contrôlée sur site en vue d'une utilisation ultérieure.

Le subside sera limité aux frais liés à l'acquisition du broyeur.

Planning :

Janvier 2024 - juin 2024 : études et analyses

Juin 2024 - juin 2025 : mise en place opérationnelle

Janvier 2025 : extension des services à la population et participation citoyenne

Janvier 2026 - décembre 2026 : évaluation et valorisation

Article 5.4 - Rapports d'activités

Un rapport d'activités sera transmis aux étapes du déroulement du projet :

- Rapport intermédiaire : fin juillet 2025
- Rapport final : fin janvier 2027

Il sera rédigé sur base du Template transmis par Bruxelles Environnement et présentera les étapes et la méthodologie du projet, ainsi que ses résultats quantitatifs et qualitatifs (cf. point "Indicateurs"). Chaque fois que possible, le rapport inclura des illustrations (photos, plans, ...).

Le rapport final sera accompagné d'une fiche de synthèse de maximum une page A4, rédigée dans un objectif de publication, reprenant la description du projet et les résultats quantitatifs et qualitatifs.

Article 5.5 - Aspects communication

Le bénéficiaire d'une subvention a l'obligation de communiquer sur l'intervention de Bruxelles Environnement dans le financement de son projet, quelle que soit la nature du projet, auprès de son public-cible, de ses partenaires et plus généralement du grand public. Cette communication doit se faire pendant et après la réalisation du projet, sous quelque forme ou dans quelque média que ce soit, y compris sur le site web du bénéficiaire.

La communication liée au projet (y compris les relations avec les médias, les conférences, les séminaires, le matériel d'information, tel que brochures, dépliants, affiches, présentations, etc., sous forme électronique, via les médias traditionnels ou sociaux, etc.), ainsi que les activités de diffusion ou résultat important financés par la subvention doivent afficher à minima le logo de Bruxelles Environnement ainsi qu'une déclaration de financement telle que "avec le soutien de Bruxelles Environnement".

Ces documents devront être présentés aux personnes de contact à Bruxelles Environnement, pour validation avant publication. Les délais de réponse seront convenus en comité d'accompagnement.

Le non-respect de cette obligation entraînera de facto une retenue de 5% sur le montant total du subsidie.

Article 6 - Accompagnement

Pour veiller à la bonne exécution des missions, il sera institué un Comité d'Accompagnement ci-après dénommé le « CA » composé de la manière suivante :

- un représentant du bénéficiaire
- un représentant de Bruxelles Environnement
- un représentant du Ministre de l'Environnement

Le CA peut inviter toute autre personne dont il estime la présence utile.

Les décisions sont prises de préférence par consensus. En cas de désaccord, elles sont prises à la majorité des membres, la voix du représentant du Ministre étant prépondérante. En cas d'absence du représentant du Ministre, la voix de Bruxelles Environnement est alors prépondérante.

Le CA se réunira autant de fois que l'exige la bonne exécution de la présente convention.

En dehors des réunions du CA, le bénéficiaire s'engage à informer BE régulièrement et en temps réel de l'évolution du projet, et le cas échéant à inviter BE à des réunions de travail. L'intérêt est double : permettre à BE de faire le lien entre ce projet et les autres projets, mais aussi fournir des informations utiles au porteur de projet afin de bien orienter son travail.

Le CA peut proposer toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la mission, y compris des mesures relatives à la modification de la durée ou de la liste des dépenses éligibles.

Toute modification ainsi proposée devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention. Cet avenant sera approuvé par toutes les parties et joint aux documents justificatifs nécessaires à la liquidation.

Le bénéficiaire doit se conformer aux termes de la présente convention. Le non-respect de ces instructions est considéré comme une infraction aux stipulations de la convention. Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle de Bruxelles Environnement. Ce contrôle peut consister en une visite sur place ou en une demande d'informations complémentaires.

Préalablement à chacune des réunions du CA, le bénéficiaire fournira au moins 5 jours ouvrables avant la date de la réunion, par courriel au représentant de Bruxelles Environnement, un rapport d'avancement des travaux. Celui-ci sera rédigé (et illustré) dans l'optique de préparer directement les chapitres du rapport final. Ils serviront donc de base de discussion.

Un PV de chaque réunion sera rédigé et joint au dossier de suivi de la subvention.

Les porteurs du projet participeront également aux formations à l'intégration du développement durable dans leur gestion de projet organisées par Brulocalis et Bruxelles Environnement, ainsi qu'aux réunions d'échange d'expériences, au cours desquelles ils présenteront à leurs pairs l'avancement et partageront largement les bonnes pratiques issues de leur projet.

Ils s'engagent également à participer à des réunions de travail, des ateliers et des visites de terrain organisées par BE et ses partenaires sur la thématique du projet, ceci afin d'assurer une bonne diffusion de l'information.

En particulier, BE organise un séminaire sur l'auto-diagnostic des déchets début 2024 qui mettra les entreprises en capacité à organiser leur gestion des déchets dans les meilleures conditions.

Article 7 - Dépenses éligibles

Les dépenses prises en compte dans le cadre de la subvention allouée sont des dépenses HORS

TVA. La TVA ne peut être considérée comme éligible que si elle est effectivement et définitivement

supportée par le bénéficiaire.

Les catégories de dépenses prises en charge par la subvention sont les suivantes :

- les amortissements et investissements : dépenses destinées aux biens d'investissement utiles pour l'organisation des activités liées au projet et donc achetés spécifiquement dans le cadre de ce projet (mobilier, machines, matériel roulant, matériel de bureau, ordinateurs)

Toute dépense imputée sur une catégorie de dépenses non autorisée ci-dessus se verra refusée.

Le tableau ci-dessous est repris à titre indicatif :

Nature / Natuur	Montant Global Gloobaal Bedrag	dont part de BE waarvan LB aandeel
Loyers et charges locatives/ Huren en huurlasten		
Frais de promotion et de publication/ Promotie- en publicatiekosten	4.000 €	
Frais administratifs ou frais de fonctionnement/ Administratieve kosten of werkingskosten	12.500 €	
Frais de véhicule et de déplacement/ Vervoers- en verplaatsingskosten		
Rétribution de tiers et de sous-traitants/ Vergoeding van derden en onderaannemers	33.500 €	
Frais de personnel/ Personeelskosten		
Amortissements et investissements/ Aflossingen en investeringen	90.000 €	70.000 €
Total / Totaal	140.000 €	70.000 €

Il a été établi sur base de l'annexe budgétaire finale. Toute modification significative devra être discutée lors du Comité d'Accompagnement.

Article 8 - Modalités de liquidations

La première tranche (14.000 €) est liquidée à la notification de la subvention, suite à la signature de la présente convention.

L'introduction d'une déclaration de créance n'est pas requise pour cette tranche.

La deuxième tranche (21.000 €) sera liquidée sur base d'un rapport intermédiaire introduit au plus tard pour **fin juillet 2025**. Il sera transmis de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 »

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie
- au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels)

Suite à l'approbation par le CA de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 » sera introduite **dans les 2 mois** au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à

invoice@environnement.brussels

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

La troisième tranche (28.000 €) sera liquidée sur base d'un rapport final introduit au plus tard pour **fin janvier 2027**. Il sera transmis de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T3 ».

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie
- au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels)

Suite à l'approbation par le CA de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T3 » sera introduite **dans les 2 mois** au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à

invoice@environnement.brussels

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Le solde sera liquidé sur base d'un dossier financier qui reprendra

- un inventaire général des dépenses (IGD) reprenant toutes les dépenses présentées dans le cadre du subsidie. Elles seront triées par catégorie de dépense et numérotées. Bruxelles Environnement met à disposition le modèle d'IGD à utiliser.
- des pièces justificatives et des preuves de paiement pour chacune des dépenses reprise dans l'IGD. Chaque pièce justificative et preuve de paiement renverra au numéro de la dépense à laquelle elle se rapporte. Les preuves de paiement seront, soit fournies séparément, soit annexées à la pièce justificative à laquelle elle se rapporte.

Le montant du solde sera calculé sur base du contrôle de ces documents et ne pourra excéder 7.000 euros.

Ces documents seront introduits au plus tard **3 mois** après la fin de la mission (soit pour **fin mars 2027**) de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde »

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement
- et en copie au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels)

Si le dossier est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Suite à l'approbation par le CA du rapport final et la validation du montant dû formalisée dans le chef de la personne de contact à Bruxelles Environnement par la rédaction d'un rapport de contrôle, une déclaration de créance finale portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » sera introduite **dans les deux mois** au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à

invoice@environnement.brussels

Si la déclaration de créance est introduite après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Article 9 - Contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions

Les bénéficiaires sont soumis aux obligations définies aux articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ainsi qu'aux dispositions reprises à l'article 80 de l'ordonnance contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2023, ce qui implique que :

- Toute subvention doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.
- Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.
- Par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à Bruxelles Environnement le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
- Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :
 - qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
 - qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
 - qui met obstacle au contrôle indiqué ci-dessus ;
 - qui perçoit déjà une subvention pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives

<ul style="list-style-type: none"> Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications de l'emploi des sommes reçues dans le cadre de la subvention, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.
<ul style="list-style-type: none"> Il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications de l'emploi des sommes reçues ou de se soumettre au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
<ul style="list-style-type: none"> La subvention est soumise au principe de non enrichissement pour le bénéficiaire : s'il apparaît que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, la loi prévoit alors le remboursement d'une partie de la subvention
Article 10 - Entrée en vigueur
La présente convention signée par les parties entre en vigueur sous condition suspensive de la notification de l'arrêté de subvention auquel est jointe la présente convention.
Toute prestation effectuée avant l'entrée en vigueur, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.
Article 11 - Responsabilité civile
La Région de Bruxelles-Capitale et Bruxelles Environnement ne sont en aucun cas responsable des dommages causés aux personnes ou aux biens découlant directement ou indirectement des activités liées à la réalisation de la présente.
Le bénéficiaire ne peut rendre responsable la Région de Bruxelles-Capitale ou Bruxelles Environnement d'aucun dommage causé à des tiers du chef de la réalisation de la présente. Le bénéficiaire garantit la Région et/ou BE de tout recours qui serait formé par un tiers directement contre la Région et/ou BE dans le cadre de ses activités.
Article 12 - Règlement des litiges
En cas de difficultés relatives à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat, en cas de lacunes de celui-ci et, plus généralement, en cas de litiges, les parties conviennent de rechercher de bonne foi une solution.
A défaut d'accord amiable, les parties pourront convenir de faire appel à un ou plusieurs experts désignés de commun accord. Conformément aux articles 1676 et suivants du code judiciaire, et en vue de résoudre tout différend déjà né ou qui pourrait naître de l'exécution de la présente convention, Bruxelles Environnement peut convenir de commun accord avec la commune, de recourir à un arbitre.
Si les parties décident de ne pas recourir à un arbitre ou si une des parties n'est pas d'accord de recourir à un arbitre, les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.
Bruxelles, le __/__/____
Pour Bruxelles Environnement
Barbara DEWULF

Directrice générale adjointe	Adjunct Directrice-generaal
Pour la Commune d'Etterbeek	Voor de Gemeente van Etterbeek
Vincent DE WOLF	
Bourgmestre	Burgemeester
Annick PETIT	
Secrétaire communale	Gemeentesecretaris

Projectoproep Klimaatactie 2023 (luik 2) van Leefmilieu Brussel – Project van de gemeente Etterbeek getiteld “Lokale en circulaire valorisatie van groenafval in Etterbeek”: ondertekening van de overeenkomst

De gemeenteraad,

gelet op de projectoproep Klimaatactie 2023 (luik 2) van Leefmilieu Brussel voor Brusselse gemeenten en OCMW's;

gelet op de beslissing van het college van 25/05/2023 om te reageren op die projectoproep;

overwegende dat het project getiteld “Lokale en circulaire valorisatie van groenafval in Etterbeek” werd geselecteerd door het Gewest onder bepaalde voorwaarden;

gelet op de beslissing van het college van 16/11/2023 om akkoord te gaan met de

goedkeuringsvoorwaarde en het budget dat werd gecorrigeerd door de jury voor het project getiteld “Lokale en circulaire valorisatie van groenafval in Etterbeek”, in het kader van de projectoproep Klimaatactie 2023 (luik 2) van Leefmilieu Brussel;

overwegende dat de uitvoering van het project wordt geregeld door een overeenkomst (hieronder) tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Etterbeek;

BESLIST om de ondertekening van de overeenkomst met het oog op de uitvoering van het project goed te keuren:

Overeenkomst betreffende de toelage met referentie SUB/2023/PL/RD/1040/ValoBiodechet
Tussen enerzijds: Leefmilieu Brussel
waarvan de hoofdzetel gelegen is Havenlaan 86c / 3000, 1000 Brussel.
vertegenwoordigd door Barbara DEWULF, Adjunct Directrice-generaal
en anderzijds: De Gemeente van Etterbeek
waarvan de hoofdzetel gelegen is Kasernenlaan 31/1, 1040 Brussel.
Vertegenwoordigd door Vincent DE WOLF, Burgemeester en Annick PETIT, Gemeentesecretaris.
Hierna "de gemeente" genoemd.
Wordt overeengekomen wat volgt:
Artikel 1 – Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst strekt ertoe de bepalingen te preciseren omtrent het gebruik, de te verschaffen verantwoordingsstukken en de eventuele terugbetaling van de toelage die aan de gemeente werd toegekend krachtens het besluit met de referentie die in de titel opgenomen is, hierna « het besluit » genoemd.

Artikel 2 - Bedrag

De toelage heeft betrekking op een totaalbedrag van maximum 70.000 euro, zoals bepaald in het besluit.

Dit bedrag werd berekend op basis van de begroting, zoals opgenomen in de aanvraag van de begunstigde en de beslissing van de jury.

Indien uit de facturen blijkt dat het project werd gewijzigd, dient de subsidie te worden herberekend, zonder dat het aanvankelijke bedrag mag worden overschreden.

Artikel 3 - Duur van de opdracht

De te subsidiëren periode loopt van 01/01/2024 tot en met 31/12/2026.

Artikel 4 – Contactpersonen

Voor de uitvoering van deze overeenkomst zijn de contactpersonen bij Leefmilieu Brussel

Pascale Alaïme:

palaim@leefmilieu.brussels

voor vragen inzake de administratieve punten en DO-methodologie

en Nicolas SCHERRIER:

nscherrier@leefmilieu.brussels

voor de technische vragen

of hun vervangers.

De contactpersoon bij de gemeente voor de start van het project is

Nathanaël LEBAILLY

nathanael.lebailly@etterbeek.brussels

De gemeente zal een persoon aanwijzen die belast wordt met de uitvoering van de missie.

Leefmilieu Brussel zal in kennis worden gesteld van de contactgegevens van deze persoon zodra het project van start gaat, zoals van de vervanging van bovenstaande personeelsleden.

Artikel 5 - Beschrijving van de opdracht

Artikel 5.1 – Algemene doel

De subsidie moet de gemeente in staat stellen om de projecten die ze selecteerde in navolging van de projectoproep KLIMAAT ACTIE 2023 voor Brusselse gemeenten en OCMW 's voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten, volgens de modaliteiten in de bijgevoegde overeenkomst:

Lokale en circulaire waardering van Etterbeekse groenafval

Het project zal door de gemeente moeten worden gefinancierd tot een bedrag van 10% van de gewestelijke subsidie die zal worden toegekend (buiten de kosten van het personeel ter plaatse).

Dit project zal worden gekoppeld aan een of meer maatregelen van het Klimaatactieprogramma van de gemeente en zal er een concrete bijdrage aan leveren.

Artikel 5.2 – Doelstellingen, indicatoren en middelen

Ø Verwachte doelstellingen:

Het doel van het project is het groenafval dat binnen de gemeente Etterbeek wordt geproduceerd op een circulaire manier te valoriseren, waardoor er ook minder substraat moet worden aangekocht om de groei van gemeentelijke aanplantingen te verbeteren. Dat proces zal gepaard gaan met een verbetering van de manier waarop de inwoners van Etterbeek omgaan met hun groenafval, via bewustmakings- en burgerparticipatieacties en operationele maatregelen.

Ø Prestatie-indicatoren:

- Hoeveelheden door versnippering gevaloriseerd bioafval
- Hoeveelheid substraat gebruikt door de gemeente en haar eventuele partners

Het begeleidingscomité kan deze indicatoren aanpassen en aanvullen.

Ø Human resources / Aantal VTE 's dat aan deze opdrachten wordt toegewezen om de doelstellingen te bereiken:

De subsidie financiert geen personeelsmiddelen.

Artikel 5.3 – Voorziene planning en locatie(s) waar de opdracht plaatsvindt

Het projectplanning, opgenomen in het aanvraagdossier wordt hieronder weergegeven. Eventuele wijzigingen van dit planning kunnen later door het begeleidingscomité worden goedgekeurd.

Het doel van het project is een multifunctionele versnipperaar aan te schaffen die houtafval kan verwerken

als groenafval. Dit afval wordt getransformeerd binnen het toekomstige gemeentelijke containerpark, dat wordt gebouwd met financiële steun van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid. Na transformatie wordt het hergebruikt in de groene ruimten op het gemeentelijke grondgebied.

Voor de installatie van de versnipperaar in het containerpark is een openbare raadplegingsfase nodig om te bepalen welke maatregelen moeten worden genomen om de geluidshinder zoveel mogelijk te beperken.

Om deze producten op lange termijn te kunnen verwerken, worden in de gemeentelijke parken decentrale compostbakken geplaatst, die de dienst Groene Ruimten extra mogelijkheden bieden voor het beheer van versnipperde producten: rechtstreeks gebruik van het droge materiaal als mulch, of gecontroleerde afbraak ter plaatse voor later gebruik.

De subsidie is beperkt tot de aanschafkosten van de versnipperaar.

Planning:

Januari 2024 – juni 2024: studies en analyses

Juni 2024 – juni 2025: operationele uitvoering

Januari 2025: uitbreiding van de diensten tot de bevolking en burgerparticipatie

Januari 2026 – december 2026: evaluatie en valorisatie

Artikel 5.4 – Activiteiten verslagen

Een activiteitenverslag zal naar de stadia van het project worden verzonden:

- Tussentijds verslag: eind juli 2025
- Eindverslag: eind januari 2027

Het zal worden opgesteld op basis van de template verzonden door Leefmilieu Brussel en zal de stadia en methodologie van het project presenteren, evenals de kwantitatieve en kwalitatieve resultaten ervan. (zie punt "Indicatoren"). Waar mogelijk moet het verslag illustraties bevatten (foto's, plannen, enz.).

Het eindverslag zal vergezeld gaan van een samenvattingsblad van één A4-pagina maximum, geschreven met een publicatiedoel, die de beschrijving van het project en de kwantitatieve en kwalitatieve resultaten.

Artikel 5.5 - Communicatie

De begunstigde van een subsidie is verplicht over de tussenkomst van Leefmilieu Brussel te communiceren betreffende de financiering van zijn project, ongeacht de aard ervan, en dit aan zijn doelpubliek, zijn partners en meer in het algemeen aan het grote publiek. Deze communicatie moet plaatsvinden tijdens en na de uitvoering van het project, in welke vorm en via welke media dan ook, met inbegrip van de website van de begunstigde.

Alle communicatie verbonden aan dit project (waaronder relaties met de media, conferenties, seminaries, informatiemateriaal, zoals brochures, folders, posters, presentaties, enz., in elektronische vorm, via traditionele of sociale media, enz.), alsook verspreidingsactiviteiten of belangrijke resultaten gefinancierd door de subsidie, moeten minstens het logo van Leefmilieu Brussel en een financieringsvermelding zoals "met de steun van Leefmilieu Brussel" bevatten.

Deze documenten moeten vóór publicatie ter validering aan de contactpersonen bij Leefmilieu Brussel worden voorgelegd. De validatietermijnen worden overeengekomen door het ondersteuningscomité.

Bij niet-naleving van deze verplichting wordt de facto 5% van het totale subsidiebedrag afgetrokken.

Artikel 6 - Begeleiding

Om toe te zien op de goede uitvoering van de opdrachten, zal een Begeleidingscomité (hierna BC genoemd) worden aangesteld dat als volgt is samengesteld:

- een vertegenwoordiger van de begunstigde
- een vertegenwoordiger van Leefmilieu Brussel
- een vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu

Het BC mag andere personen wiens aanwezigheid nuttig is uitnodigen.

De beslissingen worden bij voorkeur bij consensus genomen. In geval van een meningsverschil worden ze genomen bij meerderheid van de stemmen, de stem van de vertegenwoordiger van de minister is daarbij doorslaggevend. In geval van afwezigheid van de vertegenwoordiger van de minister is de stem van Leefmilieu Brussel doorslaggevend.

Het BC komt zo vaak samen als de goede uitvoering van deze overeenkomst vereist.

Afgezien van de bijeenkomsten van het BC verbindt de begunstigde zich ertoe LB regelmatig en in real time op de hoogte te houden van de voortgang van het project en LB, waar passend, voor werkvergaderingen uit te nodigen. Het doel is tweeledig: LB in staat stellen de link te leggen tussen dit project en andere projecten, en de projectbeheerder van nuttige informatie voorzien zodat die zijn werk gericht kan uitvoeren.

Het BC kan alle maatregelen voorstellen die nodig zijn voor de goede uitvoering van de opdracht, met inbegrip van maatregelen die betrekking hebben tot de duur of de lijst van uitgaven die in aanmerking komen.

Deze voorstellen zullen in een aanhangsel aan deze overeenkomst moeten opgenomen worden. Dit aanhangsel zal door alle partijen goedgekeurd moeten worden en zal bij de bewijsstukken worden gevoegd die nodig zijn voor de vereffening.

<p>De begunstigde moet zich houden aan de voorwaarden van deze overeenkomst. Niet-naleving van deze richtlijnen wordt beschouwd als een inbreuk op de bepalingen van de overeenkomst. De begunstigde verbindt zich ertoe zich te onderwerpen aan de controle van Leefmilieu Brussel. Deze controle kan bestaan uit een bezoek ter plaatse of een vraag om aanvullende informatie.</p>
<p>Voorafgaand aan elk van de vergaderingen van het BC moet de begunstigde, uiterlijk 5 werkdagen vóór de datum van de vergadering, een vorderingsstaat van de werken kunnen voorleggen. Deze wordt opgesteld (en geïllustreerd) als een rechtstreekse voorbereiding op de hoofdstukken van het eindrapport. Ze dienen dus als basis voor de besprekingen.</p> <p>De notulen van elke vergadering worden en aan het opvolgingsdossier bijgevoegd.</p>
<p>De projectbeheerders moeten ook deelnemen aan de opleidingen over de integratie van de duurzame ontwikkeling in hun projectbeheer, georganiseerd door Brulocalis en Leefmilieu Brussel, alsook aan de vergaderingen voor het uitwisselen van ervaringen, tijdens dewelke ze hun voortgang presenteren aan hun collega's en de beste praktijken van hun project delen.</p> <p>Ze verbinden zich er ook toe om deel te nemen aan werkvergaderingen, workshops en bezoeken ter plaatse die LB en haar partners over het projectthema organiseren, om ervoor te zorgen dat de informatie goed wordt verspreid.</p> <p>LB organiseert met name begin 2024 een seminar over afvalzelfdiagnose om bedrijven te helpen hun afvalbeheer zo goed mogelijk te organiseren.</p>
<p>Artikel 7 - Uitgaven die in aanmerking komen</p>
<p>In het kader van de toegekende subsidie in aanmerking genomen kosten zijn kosten exclusief BTW. BTW kan alleen als subsidieerbaar worden beschouwd als deze daadwerkelijk en definitief door de begunstigde wordt gedragen.</p> <p>De categorieën van uitgaven die gedekt kunnen worden door de toelage zijn:</p>
<ul style="list-style-type: none"> • de afschrijvingen en investeringen: uitgaven bestemd voor investeringsgoederen die nuttig zijn voor de organisatie van de activiteiten i.v.m. het project en dus specifiek in het kader van dit project worden aangekocht (meubilair, machines, rollend materieel, kantoomateriaal, computers)
<p>Alle uitgaven ten laste van een categorie niet hierboven vermeld zullen worden geweigerd.</p>
<p>De hierbeneden tabel wordt ter indicatie gegeven.</p>

Nature / Natuur	Montant Global Gloobaal Bedrag	dont part de BE waarvan LB aandeel
Loyers et charges locatives/ Huren en huurlasten		
Frais de promotion et de publication/ Promotie- en publicatiekosten	4.000 €	
Frais administratifs ou frais de fonctionnement/ Administratieve kosten of werkingskosten	12.500 €	
Frais de véhicule et de déplacement/ Vervoers- en verplaatsingskosten		
Rétribution de tiers et de sous-traitants/ Vergoeding van derden en onderaannemers	33.500 €	
Frais de personnel/ Personeelskosten		
Amortissements et investissements/ Aflossingen en investeringen	90.000 €	70.000 €
Total / Totaal	140.000 €	70.000 €

Deze tabel werd op basis van de finale financieringstabel opgemaakt. Elke belangrijke wijziging moet besproken worden door het begeleidingscomité.

Artikel 8 - Vereffeningsmodaliteiten

De eerste schijf (€ 14.000) zal na de kennisgeving van het toelagebesluit uitbetaald worden, na de ondertekening van de overeenkomst.

De invoering van een schuldvordering is niet vereist voor deze schijf.

De tweede schijf (€ 21.000) zal worden vereffend op basis van een tussentijds verslag dat uiterlijk voor **eind juli 2025**. Dit verslag zal bij voorkeur via elektronische weg bezorgd worden, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T2 ».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en in kopie
- aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@leefmilieu.brussels).

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van dit verslag en de validering van het verschuldigde bedrag zal **binnen de 2 maanden** een schuldvordering met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T2 » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit via elektronische weg naar

invoice@leefmilieu.brussels

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

De derde schijf (€ 28.000) zal worden vereffend op basis van een eindverslag dat uiterlijk voor **eind januari 2027**. Dit verslag zal bij voorkeur via elektronische weg bezorgd worden, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T3 ».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en in kopie
- aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@leefmilieu.brussels).

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van dit verslag en de validering van het verschuldigde bedrag zal **binnen de 2 maanden** een schuldvordering met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /S3 » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit via elektronische weg naar

invoice@leefmilieu.brussels

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Het saldo zal worden vereffend op basis van van een financieel dossier dat bevat

- een algemene uitgaveninventaris (AUI) met alle voorgestelde uitgaven in het kader van de subsidie. Deze uitgaven zijn gerangschikt per categorie van uitgave en genummerd. Brussel Leefmilieu stelt het te gebruiken model ter beschikking.
- De bewijsstukken en hun betalingsbewijs voor elke van de in het AUI opgenomen uitgave. Elk bewijsstuk en betalingsbewijs verwijst naar het nummer van de uitgave waarop het betrekking heeft. De betalingsbewijzen moeten ofwel afzonderlijk worden bezorgd of bij de bewijsstukken worden gevoegd waarop ze betrekking hebben.

Het bedrag van het saldo wordt berekend op basis van de controle van deze documenten en mag niet hoger zijn dan 7.000 euro.

Deze documenten moeten uiterlijk **3 maanden** na het einde van de opdracht (d.w.z. voor **eindmaart 2027**) worden ingediend. Ze worden bij voorkeur via elektronische weg bezorgd met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel
- en in kopie aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@leefmilieu.brussels).

Indien het dossier na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van het eindverslag en de validering van het verschuldigde bedrag geformaliseerd door de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel door het opstellen van een controleverslag, zal **binnen de 2 maanden** een schuldvordering met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit of via elektronische weg naar

invoice@leefmilieu.brussels

Indien de schuldvordering na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Artikel 9 - Controle van de toekenning en het gebruik van de toelagen

De begunstigde zijn onderworpen aan de verplichtingen bepaald in artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle en de bepalingen die opgenomen zijn in artikel 80 van de ordonnantie die de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2023 bevat, wat impliceert dat:

- Elke toelage moet worden gebruikt voor de doeleinden waarvoor we bestemd is.
- Elke begunstigde van een toelage moet het gebruik van de ontvangen sommen rechtvaardigen, tenzij een ordonnantie hem daarvan vrijstelt.
- Door de aanvaarding van de toelage erkent de begunstigde dat Leefmilieu Brussel het recht heeft ter plaatse het gebruik van de toegekende fondsen te controleren.
- Is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de toelage de begunstigde:
 - die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de toelage werd verleend;
 - die de toelage niet aanwendt voor de doeleinde, waarvoor zij werd verleend;
 - die de hierboven controle verhindert;

- die voor hetzelfde doel al een toelage ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.
• Als de begunstigde het gebruik van de ontvangen toelage niet kan rechtvaardigen, moet hij het niet-gerechtvaardigde deel van het bedrag terugbetalen.
• De betaling van de toelage kan worden uitgesteld zolang de begunstigde, voor vergelijkbare voorheen ontvangen toelagen, de verantwoordingsstukken omtrent het gebruik van de ontvangen sommen niet kan voorleggen of zich niet heeft onderworpen aan de controle op het gebruik van de toegekende bedragen.
• De subsidie is onderworpen aan het principe van niet-verrijking voor de begunstigde: indien blijkt dat de begunstigde zich op gelijk welke manier zou verrijken terwijl hij het project tot een goed eind brengt, voorziet de wet een terugbetaling van een deel van de subsidie.

Artikel 10 - Inwerkingtreding

Deze, door de partijen ondertekende, overeenkomst treedt in werking onder de opschortende voorwaarde van de betekening van het subsidiebesluit waaraan deze overeenkomst wordt toegevoegd.

Elke prestatie uitgevoerd vóór de inwerkingtreding, ofwel op eigen initiatief, ofwel na een niet-conforme opdracht, gebeurt op eigen risico van de begunstigde.

Artikel 11 - Burgerlijke aansprakelijkheid

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Leefmilieu Brussels zijn in geen geval aansprakelijk voor de schade toegebracht aan personen of goederen die rechtstreeks of onrechtstreeks voortvloeit uit de activiteiten die verband houden met de uitvoering van deze overeenkomst.

De begunstigde kan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of Leefmilieu Brussel niet aansprakelijk stellen voor schade ten aanzien van derden uit hoofde van de uitvoering van dit contract.

De begunstigde vrijwaart de Regio en/of LB tegen elke vordering van een derde rechtstreeks tegen de Regio en/of LB in verband met zijn activiteiten.

Artikel 12 - Regeling van geschillen

In het geval van moeilijkheden op het vlak van de interpretatie of de uitvoering van dit contract, in het geval van leemten erin en, meer in het algemeen, in het geval van geschillen, komen de partijen overeen om te goeder trouw een oplossing te zoeken.

Indien de partijen niet tot een akkoord in der minne komen, kunnen zij overeenkomen om een beroep te doen op één of meerdere experts die in onderling akkoord aangewezen worden. Conform artikel 1676 en volgende van het gerechtelijk wetboek en met het oog op het oplossen van alle meningsverschillen die reeds zijn ontstaan of die zouden kunnen ontstaan bij de uitvoering van deze overeenkomst, kan Leefmilieu Brussel in gemeen overleg met de gemeente overeenkomen gebruik te maken van een scheidsrechter.

Indien de partijen beslissen geen gebruik te maken van een scheidsrechter of als een van de partijen er niet akkoord mee gaat een beroep te doen op een scheidsrechter, zijn enkel de rechtbanken van Brussel bevoegd.

Opgemaakt in Brussel, op / /

Voor Leefmilieu Brussel

Barbara DEWULF

Directrice générale adjointe

Adjunct Directrice-generaal

Pour la Commune d'Etterbeek

Voor de Gemeente van Etterbeek

Vincent DE WOLF

Bourgmestre

Burgemeester

Annick PETIT

Secrétaire communale	Gemeentesecretaris
----------------------	--------------------

1 annexe / 1 bijlage

CONT_2023_PL_RD_1040_ValoBiodechet.docx

12 Signature d'une convention avec la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'implémentation de l'antenne LISA « Jourdan ».

Le Conseil communal,

Considérant l'appel à projets « Antenne LISA 2023 » :

- Pouvoir subsidiant : Safe.Brussels, dans le cadre du Plan Global de Sécurité et de Prévention (PGSP) de la Région de Bruxelles-Capitale, et en particulier l'ancrage territorial de l'ambition « Vivre Bruxelles en toute sécurité »,
- L'appel à projets soutient l'implémentation d'antennes de sécurité intégrées au niveau local (antennes LISA),
- Ces antennes associeront commune, zone de police et institutions régionales, en vue d'offrir à la population locale un lieu de contact avec les services chargés de la sécurité au sens large,
- Il s'agit donc d'un service de proximité intégré et durablement installé dans le quartier, multidisciplinaire et transversal, accessibles et proposant un soutien direct de terrain à la population,
- La subvention octroyée constitue une intervention dans les frais d'investissement principalement ;

Vu la décision du Collège du 07/06/2023 de répondre à l'appel à projets « Antenne LISA 2023 » de Safe.Brussels, dans le cadre du Plan Global de Sécurité et de Prévention (PGSP) de la Région de Bruxelles-Capitale (voir candidature ci-jointe) ;

Vu le projet de décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'octroyer une subvention de 246.988,50 € à la commune d'Etterbeek pour implémenter son antenne LISA « Jourdan » (voir ci-joint) ;

Considérant que dans ce cadre, il convient :

- De renvoyer une déclaration de créance et les conventions signées à la Région pour le 08/12/2023, sous réserve d'autorisation par le Conseil communal (voir ci-joint),
- D'implémenter l'antenne LISA « Jourdan » et d'effectuer les dépenses y afférant entre le 01/01/2023 et le 31/12/2024 (les factures doivent avoir été acquittées au moment de la remise des pièces justificatives),
- De remettre à la Région un rapport intermédiaire pour le 14/04/2024 au plus tard,
- De remettre à la Région un rapport final avec pièces comptables justificatives pour le 31/03/2025 au plus tard,

Décide d'autoriser la signature d'une convention avec la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'implémentation de l'antenne LISA « Jourdan »:

CONVENTION (Ce document est émis sous réserve de la décision qui sera prise par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale)

ENTRE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, représentée par le Ministre-Président, ci-après dénommée « la Région » ET LA Commune de Etterbeek, représentée par son Bourgmestre et son Secrétaire Communal, ci-après dénommée « le Bénéficiaire » IL EST CONVENU CE QUI SUIT : Article premier. Objet de la convention La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du Bénéficiaire d'une subvention de la Région d'un montant de € 246.988,5 conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 novembre 2023 tel que modifié par l'arrêté du En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention. Sans préjudice de l'art. 5, la subvention est octroyée au Bénéficiaire à titre d'intervention dans les frais d'investissement octroyés aux fins d'implémenter une antenne de sécurité intégrée au niveau local dans le quartier Jourdan. Afin de réaliser lesdites missions, le Bénéficiaire sera chargé d'engager le personnel requis et d'assurer le suivi administratif et financier relatif à l'exécution des missions. Article 2. Le projet subventionné Ce projet, mis en œuvre au niveau local, contribue à la réalisation de la politique régionale définie dans le cadre du Plan global de Sécurité et de Prévention. Le projet vise à consolider l'ancrage territorial des différents services actifs aux niveaux local, zonal et régional par le biais d'une antenne de sécurité intégrée au niveau local (Lisa). Une Antenne LISA (pour « Local Integrated Security Antenna ») désigne une infrastructure de quartier partagée par les différents partenaires de la chaîne de sécurité notamment la police, les agents communaux de prévention et autres acteurs locaux ou régionaux (personnel de la propreté publique, etc.) qui vise à offrir à la population un lieu de contact avec les services chargés de la sécurité au sens large. (cf. les thématiques et objectifs transversaux du PgSP). Il s'agit donc : ▪ D'offrir des services de proximité à la population ; ▪ D'une approche intégrée qui allie à la fois : - des caractéristiques multidisciplinaires, car les services sont issus de différents domaines et métiers, tous en lien avec un service attendu par la population ; - des caractéristiques transversales : ces services sont partagés au sein de différents organismes locaux, zonaux ou régionaux qui mettent en collaboration les différents acteurs de la chaîne de prévention et de sécurité

▪ D'une accessibilité et d'un soutien direct, de terrain, à la population du quartier où l'antenne pourrait être implémentée. ▪ D'un projet qui doit déboucher sur des réalisations concrètes et durables dans le temps. Article 3. Durée La convention porte sur la période du 1 janvier 2023 au 31 décembre 2024. ▪ Les dépenses doivent être effectuées et facturées entre le 1 janvier 2023 et le 31 décembre 2024. ▪ Les factures doivent avoir été acquittées au moment de la remise des pièces justificatives. ▪ L'implémentation/le renforcement doit avoir été réalisé au plus tard à la fin de la période couverte par la présente convention, c'est-à-dire pour le 31 décembre 2024 au plus tard. Article 4. Principes généraux a) Financement Les dépenses liées aux missions confiées au Bénéficiaire sont financées par la Région conformément aux termes de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 novembre 2023, tel que modifié par l'arrêté du En cas de non-exécution d'une ou plusieurs dispositions de cette convention, la Région peut décider de réduire la subvention, de la supprimer ou d'en réclamer la restitution entière ou partielle. b) Suivi et évaluation de l'implémentation • La Commune qui porte le projet assure l'opérationnalisation de son projet. • La réalisation des projets au sens de la présente convention comprend la/le : • Partage de bonnes pratiques avec les partenaires du dispositif régional ; • Partage avec les partenaires du dispositif régional des constats et appréciations générales des professionnels concernant les

phénomènes/besoins identifiés ; • Participation aux plateformes régionales ; • Création de synergie avec les partenaires du dispositif régional. ▪ De façon à assurer le suivi du test égalité des chances rendu obligatoire par l'ordonnance du 4 octobre 2018, complétée par un arrêté d'exécution du 22 novembre 2018, le rapport confirmera que le projet ou l'activité subsidiée tient suffisamment compte des problématiques ou spécificités des groupes-cibles de l'égalité des chances et prend suffisamment en compte les cinq critères suivants : le genre, le handicap, l'origine ethnique et culturelle, l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre ainsi que l'origine et la situation sociales. ▪ Bruxelles Prévention & Sécurité (ci-après dénomé « safe.brussels ») se réserve le droit d'organiser une réunion de suivi si nécessaire dans l'objectif d'évaluer la réalisation du projet. Elle est exclusivement composée d'un ou plusieurs représentant de safe.brussels, et de la personne qui porte le projet pour la Commune. Safe.brussels invite tout représentant de l'autorité régionale ou partenaire dont la présence est jugée utile. ▪ Au cours de cette réunion, les projets sont discutés et éventuellement adaptés. ▪ La Commune qui porte le projet désignera des représentants en vue de participer aux groupes de travail auxquels elle pourrait être invitée.

▪ La Commune qui porte le projet peut solliciter safe.brussels pour l'organisation d'une réunion de suivi. Celui-ci se réunit sous réserve de l'accord de safe.brussels. ▪ Le suivi de la convention est assuré par safe.brussels. L'évaluation du projet est menée par safe.brussels en collaboration avec la Commune notamment sur base du rapport intermédiaire et du rapport d'activité final. c) Rapport intermédiaire ▪ La commune transmet pour le 14 avril 2024 au plus tard un dossier mis à jour du projet, comprenant : ▪ L'adresse définitive de l'antenne et la description des lieux avec un plan définitif annexé. ▪ Un diagnostic situationnel de la zone géographique pour laquelle l'implémentation d'une nouvelle antenne est souhaité, ou, lorsqu'il s'agit du renforcement d'une antenne existante, de la zone géographique où se trouve cette antenne. ▪ Une liste et des explications exhaustives, mais synthétiques, des phénomènes/besoins identifiés qui ont justifié l'implémentation d'une antenne et les actions prioritaires qui vont être menées ; ▪ Une actualisation de la liste des services qui sont/seront proposés à la population accompagnée des renseignements suivants : ▪ Domaines concernés et priorité(s) auxquelles ce service offre une réponse ; ▪ Une réponse intermédiaire aux indicateurs listés dans la présente convention (cf. titre suivant « c ») ; ▪ Une actualisation des principales étapes suivies par la commune pour l'implémentation de l'antenne de sécurité localement intégrée ainsi qu'un échéancier remis à jour. ▪ Une actualisation de la liste des partenariats (locaux, zonaux et régionaux). ▪ Un budget prévisionnel affiné et complet. ▪ Le rapport intermédiaire tient compte des remarques du jury d'experts sur les candidatures. Ces remarques seront envoyées au bénéficiaire préalablement à la remise du rapport intermédiaire. ▪ Le projet développé dans le cadre de la convention est évaluable, en termes de résultats, en fonction des critères et indicateurs repris ci-dessous. Ces critères sont ceux proposés par le bénéficiaire dans sa demande de participation à l'appel à projets. Tenant compte de la nécessité que les antennes soient implémentées de manière durable, safe.brussels fournira au bénéficiaire, préalablement à la remise du rapport intermédiaire, une guide succinct lui permettant de retravailler la liste de ses indicateurs de façon à encourager une évaluation sur le long terme de son projet d'antenne. Le rapport intermédiaire doit donc comprendre la liste des indicateurs et critères actualisée. d) Rapport d'activité final relatif à l'implémentation/au renforcement de l'antenne Lisa ▪ Conformément à l'arrêté d'octroi, ce rapport fait partie intégrante des pièces justificatives.

Comme pour les justificatifs financiers, celui-ci est transmis, par courrier électronique, à safe.brussels (Prodev@safe.brussels) pour le 31 mars 2025 au plus tard. ▪ Le rapport d'activité final doit comprendre les données quantitatives et qualitatives aux critères et indicateurs tel qu'ils auront été actualisés dans le rapport intermédiaire (cf. le point « c » Rapport intermédiaire » du présent article). Ceux-ci doivent faire l'objet d'un rapport synthétique permettant d'évaluer les résultats du projet. ▪ Le rapport définitif comprend en outre : ▪ S'il n'a pu être transmis dans

le rapport intermédiaire, le plan définitif.▪ la liste exhaustive et la nature des services effectivement mis à disposition de la population accompagnés des domaines concernés et des priorité(s) auxquelles ces services offrent une réponse. Cette partie doit en outre faire le lien avec la synthèse reprenant les critères et indicateurs tel que prévu ci-avant.▪ la liste des institutions et/ou organisations locales, zonales et régionales concernées qui contribue à l'offre de service mise à disposition de la population : ▪ quelles organisations dans quels domaines et au travers de quel(s) service(s) à la population ▪ quelles concrétisations (niveau de qualité attendu pour chacun d'entre eux) : prise de connaissance mutuelle, informations concernées, partagées, action commune, feedback et améliorations envisagées conjointement, processus intégré concrétisé par une coordination spécifique, ...); ▪ La confirmation que l'implémentation de l'antenne a bien été réalisée pour le 31 décembre 2024.▪ La rapport précisera également la date d'ouverture effective de l'antenne à la population.

Article 5. Contrôle des subventions La Région peut demander à tout moment toutes pièces et toutes informations lui permettant de procéder à l'évaluation permanente des actions faisant l'objet de la subvention et se réserve le droit de suspendre, de retirer ou de recouvrer la subvention à tout projet ne répondant plus aux objectifs qui ont fait l'objet de son approbation. Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application immédiate et générale. Ces articles sont reproduits in extenso ci-dessous : « Art. 92. Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée. Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention. Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art. 93. Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués. L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art. 94. Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire : 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ; 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ; 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ; 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives. Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 95. Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93. Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article ». Il convient également de rappeler que la Cour des Comptes a le droit d'exercer un contrôle sur l'usage des subventions octroyées.

Article 6. Dépenses éligibles et présentation des pièces justificatives Conformément à l'article 3, d'une manière générale, seules sont prises en compte les pièces justificatives relatives aux dépenses facturées entre le 1 janvier 2023 et le 31 décembre 2024. Le contrôle de ces pièces par safe.brussels permet d'établir que toutes les dépenses engagées ont été réellement effectuées pour la réalisation des actions prévues par la présente convention.

- Nature des dépenses La subvention est accordée à titre

d'intervention dans les frais d'investissement du bénéficiaire ; seul ce type de frais est donc éligible au subventionnement. Tout autre type de frais qui figurerait dans les budgets prévisionnels est d'ores et déjà considéré comme refusé. Seule exception à ce principe, 10% du subside octroyé peuvent, à titre accessoire, durant la période de subventionnement, servir à couvrir les frais de personnel relatifs au membre du personnel en charge de l'implémentation du projet d'antenne. Ces 10% doivent avoir été prévus par le bénéficiaire dans son budget prévisionnel dans le cadre de sa candidature. Les frais d'investissement dans le cadre de la présente convention sont définis de la façon suivante : ▪ On entend par investissement, l'investissement en immobilisations corporelles et/ou incorporelles. Les investissements admissibles sont inscrits en immobilisations aux comptes annuels pour les personnes morales ou au tableau des amortissements pour les personnes physiques et y sont maintenus pendant une période de minimum 3 ans courant à partir de la date de l'octroi de la subvention. ▪ Seuls sont admissibles les investissements ayant un lien avec la réalisation du projet sur lequel porte la présente convention, et réalisés en conformité avec la législation et les règlements en vigueur notamment en matière d'urbanisme, d'aménagement du territoire et d'environnement.

▪ Pour les immobilisations corporelles : • Sont admissibles les dépenses liées à des actifs consistant en installations, machines, outillage. • Les actifs immobiliers et leurs frais accessoires sont éligibles sous réserve d'un accord préalable de safe.brussels au cas par cas sur base d'une description, du plan et d'un devis précis. L'inclusion de ces frais dans le budget prévisionnel ne présuppose pas automatiquement de leur acceptation. • Le matériel roulant est éligible sous réserve d'un accord préalable de safe.brussels au cas par cas sur base d'une description de l'utilité dans le cadre du projet et d'un devis précis. L'inclusion de ces frais dans le budget prévisionnel ne présuppose pas automatiquement de leur acceptation. • Pour les installations, machines, outillage et mobilier, le montant admis comprend également les frais de transport, d'installation et de montage pour autant que ces derniers soient repris en immobilisation corporelle. ▪ Pour les immobilisations incorporelles, ne sont pas considérées comme admissibles, sauf acceptation sur demande dûment motivée, les dépenses liées aux dépôts ou achats de brevets, de marques, de modèles et de licences. L'inclusion de ces frais dans le budget prévisionnel ne présuppose pas automatiquement de leur acceptation. ▪ L'investissement d'occasion n'est pas éligible au subventionnement. ▪ L'investissement en matériel ou mobilier mis en location est admissible pour autant que la mise en location de cet investissement est accessoire à un service fourni par le bénéficiaire. ▪ Sont exclues du bénéfice de l'aide tous les investissements ayant un caractère somptuaire. Le contrôle de ces pièces doit permettre d'établir que toutes les dépenses engagées par le bénéficiaire de la subvention correspondent aux types de dépenses prévues par la circulaire et ont été réellement effectuées afin de réaliser les actions pour lesquelles la subvention est prévue. Les frais de personnel dans le cadre de la présente convention sont définis de la façon suivante : ▪ Sont uniquement pris en considération comme frais de personnel les coûts salariaux du membre du personnel affecté à la réalisation du projet d'implémentation/renforcement de l'antenne LISA. ▪ Si ce membre du personnel est subventionné par plusieurs pouvoirs subsidiaires/ en partie par la commune sur fond propre, la ventilation sera reprise dans le tableau récapitulatif. ▪ Le récapitulatif annuel de frais de salaire pour le membre du personnel concerné certifié « sincère et véritable » peut être accepté. La copie du contrat de travail et éventuels avenants, qui précisent la source de subventionnement, ou de la décision de nomination et/ou d'affectation l'accompagnent. Les frais mentionnés ci-après peuvent être acceptés comme frais de personnel et peuvent donc être subventionnés : ▪ Rémunération : • Rémunération brute ; • Cotisations patronales ;

• Indemnités imposables qui relèvent du régime ONSS (prime de fin d'année, pécule de vacances, ...) ; frais de gestion du secrétariat social. Pour ces frais, une facture et la preuve de son paiement doivent être fournies. Les factures sont détaillées par travailleur ou reprennent un calcul au prorata. ▪ Indemnités de déplacement : • Déplacement entre le domicile et le lieu de

travail sur la base de l'abonnement social comme mentionné sur la fiche salariale ou dans le compte annuel individuel. Les déplacements ne peuvent en principe être subventionnés que s'ils sont effectués par un moyen de transport en commun (bus, tram et train deuxième classe) ;

- Indemnités pour l'utilisation d'une bicyclette comme mentionnées sur la fiche salariale ou dans le compte annuel individuel. Ces indemnités doivent être imputées selon la réglementation de l'autorité locale.
- Certains frais indirects :
 - Frais de médecine du travail ;
 - Assurance couvrant les accidents de travail ;
 - Partie de la prime syndicale prise en charge par l'employeur ;
 - Cotisation à un service social collectif.
- Les primes et les avantages extra-légaux ne sont acceptés que sous deux conditions :
 - S'ils sont octroyés dans le cadre d'un règlement de travail approuvé par le conseil communal ou la commission paritaire dont relève le travailleur ;
 - Et s'ils sont mentionnés sur les comptes annuels individuels. Dans ce cas, il est nécessaire de fournir les comptes annuels individuels du travailleur. Pour les primes et avantages extra-légaux, des pièces justificatives doivent être fournies (pour les chèques-repas, les factures et preuves de paiement par exemple). Les montants doivent également être repris de manière identifiable dans le tableau récapitulatif.

- Présentation des pièces

Les pièces justificatives sont transmises en un seul envoi, par courrier électronique, à ProDev@safe.brussels avant le 31 mars 2025. Elles se composent à tout le moins des éléments suivants :

- Le tableau récapitulatif des pièces, établi conformément au canevas que safe.brussels fait parvenir aux bénéficiaires ; ce tableau doit être envoyé sous deux formats : le premier est signé et certifié sincère et véritable par le receveur communal ; le second au format électronique (Excel) de façon à faciliter le contrôle.
- Les pièces, numérotées, qui justifient l'usage de la subvention. Ces pièces comprennent :
 - Un extrait de comptes généraux de classe 2 (comptes 20 à 28) relatif à l'année de réalisation des investissements subsidiés ;
 - Un tableau récapitulatif des amortissements ;
 - Les devis, bon de commande, factures et preuves de paiement relatifs aux investissements.
- Les différentes pièces justifiant le respect de la législation sur les marchés publics.

- Si un maximum de 10% de la subvention sert à couvrir des frais de personnel, le tableau des frais de salaire du membre du personnel en charge de l'implémentation du projet d'antenne est imputés à la subvention ainsi que la/les copies des contrats de travail ou de la décision de nomination. Le double subventionnement étant interdit, ces frais ne pourront pas déjà être couverts par la subvention octroyée dans le cadre de la réalisation du Plan local de Prévention et de Proximité de la Commune.
- Le rapport d'activité final tel que prévu à l'article 4, d) de la présente convention. Le Bénéficiaire envoie le dossier comprenant les pièces justificatives en une fois et dans son intégralité, accompagné d'un document signé par une personne habilitée à l'engager, attestant de la conformité des dites pièces et de la réalité des dépenses à l'adresse suivante : ProDev@safe.brussels

Lorsqu'une pièce justificative est subventionnée par plusieurs pouvoirs subsidiant ou qu'elle n'est pas subventionnée en totalité par safe.brussels, la ventilation sera reprise dans le tableau récapitulatif. Le double subventionnement est interdit. Le subside ne peut couvrir des frais qui sont subventionnés dans le cadre d'un autre dispositif de safe.brussels ou par une autre autorité subsidante.

Article 7. Modalités de liquidation

La subvention de 246.988,5 € est liquidée en trois tranches : – Une avance de 25 % est versée sur présentation, au plus tard dans les 30 jours calendrier suivant la date du courrier de notification, d'une déclaration de créance, du budget prévisionnel et de la convention signée dont question à l'article 2§5 de l'arrêté d'octroi. Les déclarations de créances, le budget prévisionnel et la convention signée doivent être envoyés à Prodev@safe.brussels. Si la subvention octroyée est notifiée après le 1er décembre, le délai de 30 jours calendrier est remplacé par « avant le 21 décembre 2023 ».

– Une deuxième tranche de 65% est versée, après dépôt du rapport intermédiaire et sur présentation, avant le 14 avril 2024, d'une déclaration de créance. Le rapport intermédiaire et la déclaration de créance doivent être envoyés à Prodev@safe.brussels.

– Le solde est liquidé après réception et analyse des pièces justificatives visée à l'article 6§4 de l'arrêté d'octroi. Après analyse des dites pièces, le bénéficiaire est invité par l'ordonnateur compétent à transmettre une déclaration de créance

reprenant le montant final qui lui est dû à la suite du contrôle. Une fois réalisée la vérification des pièces justificatives, le Bénéficiaire est invité par l'ordonnateur compétent à transmettre, dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification, une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est octroyé à la suite du contrôle. Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires. Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

Article 8. Marchés publics Le Bénéficiaire se conforme aux dispositions de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services. Le Bénéficiaire s'engage à fournir, sur demande, à la Région, tout document ou information généralement quelconque permettant de vérifier de la législation et de la réglementation relatives aux marchés publics, ainsi que le respect de celles-ci à l'occasion de la passation d'un marché particulier. Le respect de la législation et de la réglementation relatives aux marchés publics par le Bénéficiaire constitue une condition essentielle de l'octroi de la présente subvention, au même titre que l'obligation du Bénéficiaire de communiquer à la Région les documents et informations qu'elle requiert. Son non-

respect peut entraîner la suppression des subventions encore à verser ainsi qu'une demande de restitution des subventions déjà accordées.

Article 9. Pièces à fournir lors de la demande de paiement Chaque demande de paiement se fait sous la forme d'une déclaration de créance adressée à l'adresse suivante : ProDev@safe.brussels Chaque déclaration de créance mentionne le motif du paiement ; - le montant demandé en paiement ; - le numéro du visa d'engagement fourni par safe.brussels ; - le numéro de compte bancaire sur lequel ce montant doit être versé. En outre, cette déclaration de créance doit être rédigée sur papier à en-tête, datée et signée par une personne habilitée à engager le Bénéficiaire.

Article 10. Réclamations Si, après le contrôle des pièces justificatives, le montant que représente les justificatifs acceptés est inférieur au montant du subside alloué, la subvention n'est liquidée qu'à due concurrence des justificatifs acceptés ou fait l'objet d'un remboursement. En tout état de cause, au terme du contrôle du dossier justificatif, le Bénéficiaire reçoit une lettre confirmant le montant définitivement alloué et l'invitant à transmettre, dans les 30 jours, une déclaration de créance relative à ce montant. À compter de la réception de la lettre, le Bénéficiaire dispose d'un délai de 15 jours calendrier pour soumettre ses arguments en cas de désaccord sur les montants proposés. L'ordonnateur compétent prend la décision finale après analyse des moyens développés par le Bénéficiaire.

Article 11. Transmission des documents Dans le cadre de la présente convention, la correspondance sera valablement envoyée aux adresses suivantes : Pour la Commune Vincent DE WOLF Bourgmestre Commune de Etterbeek 31/1 Avenue des Casernes 1040 BRUXELLES Pour la Région Safe.brussels Mme Sophie LAVAUX, Directrice générale Rue de Ligne 401000 Bruxelles ProDev@safe.brussels lorsque cela est prévu dans la convention. Les personnes de contact sont : Pour la Commune Le responsable du projet Pour la Région KIEFFER Jonathan, Chargé de projets en politiques de prévention et de sécurité chez safe.brussels Jonathan.kieffer@safe.brussels

Il sera accusé réception de tout document reçu en version électronique. Il relève de la responsabilité de la Commune de s'assurer que tous les documents sont bien parvenus à safe.brussels dans les délais. Établi et signé à Bruxelles en deux exemplaires, le Pour la Région, le Ministre-Président, Rudi VERVOORT Pour la Commune, Le Bourgmestre, Vincent DE WOLF La Secrétaire Communal, Annick PETIT

Ondertekening van een overeenkomst met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in verband met de vestiging van de LISA-antenne "Jourdan"

De gemeenteraad,

gelet op de projectoproep “LISA-antenne 2023”:

- Subsidiërende overheid: Safe.Brussels, in het kader van het Globaal Veiligheids- en Preventieplan (PGSP) van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het bijzonder de territoriale verankering van de ambitie “Voor een veilig Brussel”;
- De projectoproep steunt de vestiging van geïntegreerde veiligheidsantennes op lokaal niveau (LISA-antennes).
- Deze antennes brengen de gemeente, de politiezone en de gewestelijke instellingen samen om de lokale bevolking een contactpunt te bieden met de diensten die verantwoordelijk zijn voor de veiligheid in de breedste zin van het woord.
- Het is dus een lokale dienst die geïntegreerd en permanent gevestigd is in de wijk, multidisciplinair en interdisciplinair is, toegankelijk is en directe ondersteuning biedt aan de bevolking.
- De toegekende subsidie is voornamelijk een bijdrage in de investeringskosten.

gelet op de beslissing van het college van 07/06/2023 om te reageren op de projectoproep “LISA-Antenne 2023” van Safe.Brussels, in het kader van het Globaal Veiligheids- en Preventieplan (PGSP) van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (zie kandidatuur in bijlage);

gelet op de ontwerpbeslissing van de Brussels Hoofdstedelijke Gewestregering van 16 november 2023 om een subsidie van 246.988,50 euro toe te kennen aan de gemeente Etterbeek om zijn LISA-antenne “Jourdan” te vestigen (zie bijlage);

overwegende dat het in dit kader is aangewezen:

- om uiterlijk op 08/12/2023 een schuldvordering en de ondertekende overeenkomsten terugsturen naar het Gewest, onder voorbehoud van goedkeuring door de gemeenteraad (zie bijlage);
- om de LISA-antenne “Jourdan” te vestigen en de bijbehorende uitgaven te doen tussen 01/01/2023 en 31/12/2024 (de facturen moeten betaald zijn op het moment dat de bewijsstukken worden ingediend);
- om uiterlijk op 14/04/2024 een tussentijds verslag te bezorgen aan het Gewest;
- om uiterlijk op 31/03/2025 een eindverslag met boekhoudkundige bewijsstukken te bezorgen aan het Gewest;

BESLIST om de ondertekening van een overeenkomst met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in verband met de implementatie van de LISA-antenne “Jourdan” goed te keuren.:

OVEREENKOMST (Dit document wordt uitgegeven onder voorbehoud van de beslissing die zal worden genomen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. Brussels Hoofdstedelijk Gewest.)TUSSENHet BRUSSELS HOOFDSTEDELIIK GEWEST,vertegenwoordigd door de minister-president,hierna ‘het Gewest’ genoemdENDe Gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar burgemeester en haar Gemeentesecretarishierna ‘de begunstigde’ genoemdWORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:Artikel 1. Voorwerp van de overeenkomstDeze overeenkomst regelt de modaliteiten volgens dewelke het Gewest de Begunstigde een subsidievan € 246.988,5 ter beschikking stelt, overeenkomstig het besluit van de Brusselse HoofdstedelijkeRegering van 16 november 2023, zoals gewijzigd bij het besluit van deHet toepassingsgebied van bovengenoemd besluit kan in geen enkel geval worden gewijzigd, beperkt of uitgebreid door deze overeenkomst.Onverminderd artikel 5 wordt de subsidie aan de begunstigde toegekend als

bijdrage in de investeringskosten voor de invoering van een geïntegreerde veiligheidsantenne op lokaal niveau in de Jourdanwijk. Om de genoemde opdrachten te verwezenlijken, moet de begunstigde het nodige personeel aanwerven en de uitvoering van de opdrachten administratief en financieel opvolgen.

Artikel 2. Het gesubsidieerde project Dit project, dat op lokaal niveau wordt toegepast, draagt bij aan de uitvoering van het gewestelijke beleid gedefinieerd in het kader van het Globaal Veiligheids- en Preventieplan. Het project heeft tot doel de territoriale verankering van de verschillende diensten die actief zijn op lokaal, zonaal en gewestelijk niveau te consolideren via een geïntegreerde veiligheidsantenne op lokaal niveau (LISA). Het letterwoord 'LISA' voor 'Local Integrated Security Antenna' verwijst naar een wijkinfrastructuur gedeeld door de verschillende partners van de veiligheidsketen, met name de politie, de preventieambtenaren en de andere lokale of gewestelijke actoren (personeel dat instaat voor de openbare netheid enz.), die de bewoners een punt wil bieden waar ze in contact kunnen treden met de diensten die instaan voor de veiligheid in de ruime zin van het woord (cf. de transversale thema's en doelstellingen van het GVPP). Het gaat hier dus om:

- Buurtvoorzieningen aan de bevolking aan te bieden;
- Een tweeledige geïntegreerde aanpak: met multidisciplinaire kenmerken, aangezien de diensten deel uitmaken van verschillende domeinen en beroepen, die allemaal verband houden met een dienst die door de bevolking wordt verwacht;

- met transversale kenmerken: die diensten worden gedeeld in verschillende lokale, zonale of gewestelijke organismen, waar de verschillende actoren in de preventie- en veiligheidsketen samenwerken.
- Toegankelijkheid en directe ondersteuning op het terrein aan de bevolking in de wijk waar de antenne zou kunnen worden opgezet.
- Een project dat dient uit te monden in concrete verwezenlijkingen die standhouden.

Artikel 3. Duur De overeenkomst heeft betrekking op de periode van 1 januari 2023 tot en met 31 december 2024.

- De uitgaven moeten worden verricht en gefactureerd tussen 1 januari 2023 en 31 december 2024.
- De facturen moeten voldaan zijn wanneer de verantwoordingsstukken worden ingediend.
- De tenuitvoerlegging/versterking moet aan het einde van de periode waarop deze overeenkomst betrekking heeft, d.w.z. uiterlijk op 31 december 2024, zijn voltooid.

Artikel 4. Algemene beginselen

a) Financiering De uitgaven die verband houden met de aan de begunstigde toevertrouwde opdrachten, worden door het Gewest gefinancierd, overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 november 2023, zoals gewijzigd bij het besluit van de Bij niet-uitvoering van een of meerdere bepalingen van deze overeenkomst kan het Gewest beslissen om de subsidie te verminderen, te schrappen of de volledige of gedeeltelijke terugbetaling ervan te eisen.

b) Toezicht op en evaluatie van de tenuitvoerlegging

- De gemeente die het project uitvoert, zorgt voor de tenuitvoerlegging van haar project.
- De uitvoering van projecten in de zin van deze overeenkomst omvat:
 - het delen van goede praktijken met de partners van de gewestelijke opvang;
 - het delen met de partners van de gewestelijke opvang van de vaststellingen en de algemene beoordelingen van de vakmensen over de waargenomen verschijnselen/behoefte;
 - deelname aan de gewestelijke platformen;
 - tot stand brengen van een synergie met de partners van de gewestelijke voorziening.
- De gelijkkansentest werd verplicht gemaakt door de ordonnantie van 4 oktober 2018, aangevuld door het uitvoeringsbesluit van 22 november 2018. Om de opvolging ervan te verzekeren, wordt in het verslag nagegaan of gesubsidieerde projecten of activiteiten voldoende rekening houden met de problemen of specifieke noden van de doelgroepen van gelijkheid van kansen. Bovendien wordt bekeken of ze voldoende rekening houden met de volgende vijf criteria: gender, handicap, etnische en culturele afstamming, seksuele geaardheid, genderidentiteit en -expressie, alsook sociale afkomst en situatie.
- Brussel Preventie en Veiligheid (hierna 'safe.brussels') behoudt zich het recht voor om indien nodig een opvolgingsvergadering te organiseren, met als doel de verwezenlijking van het project te evalueren. Op deze vergadering zijn uitsluitend een of meer vertegenwoordigers van safe.brussels aanwezig, en de persoon die het project voor de gemeente uitvoert.

nodigt elke vertegenwoordiger van de gewestelijke overheid of partner uit van wie de aanwezigheid nuttig wordt geacht. ▪ Tijdens deze vergadering worden de projecten besproken en eventueel aangepast. ▪ De gemeente die het project uitvoert, zal vertegenwoordigers aanduiden om deel te nemen aan de werkgroepen waarvoor zij zou kunnen worden uitgenodigd. ▪ De gemeente die het project uitvoert, kan safe.brussels vragen om een opvolgingsvergadering te organiseren. Dit wordt georganiseerd na akkoord van safe.brussels. ▪ De opvolging van de overeenkomst wordt verzekerd door safe.brussels. De evaluatie van het project gebeurt door safe.brussels in samenwerking met de gemeente onder meer op basis van het tussentijdse verslag en het definitieve voortgangsverslag. c) Tussentijds verslag ▪ De gemeente zendt uiterlijk op 14 april 2024 een bijgewerkt projectdossier met onder meer: ▪ Het definitieve adres van de antenne en de plaatsbeschrijving met een definitief plan bijgevoegd. ▪ Een situationele diagnose van het geografische gebied waarvoor de implementatie van een nieuwe antenne gewenst is of – in het geval van de versterking van een bestaande antenne – van het geografische gebied waar deze antenne zich bevindt. ▪ Een uitputtende maar beknopte lijst en uitleg van de geïdentificeerde verslijpselen/behoefte die de tenuitvoerlegging van een antenne en de prioritaire reacties die zullen worden gevoerd, rechtvaardigen; ▪ Een update van de lijst van diensten die aan de bevolking worden/zullen worden aangeboden, met de volgende informatie: ▪ Betrokken domeinen en prioriteit(en) waarop deze dienst een antwoord biedt; ▪ Een voorlopig antwoord op de in deze overeenkomst genoemde indicatoren (zie het volgende hoofdstuk '(c)'); ▪ Een update van de belangrijkste fasen die door de gemeente zijn gevolgd voor de tenuitvoerlegging van de geïntegreerde veiligheidsantenne op lokaal niveau, alsmede een bijgewerkte tijdlijn. ▪ Een bijgewerkte lijst van partnerschappen (lokaal, zonaal en gewestelijk). ▪ Een verfijnde en volledige begrotingsraming. ▪ In het tussentijdse verslag wordt rekening gehouden met de opmerkingen over de kandidaturen van de jury van deskundigen. Deze opmerkingen worden aan de begunstigde verzonden vóór de overhandiging van het tussentijdse verslag. ▪ De resultaten van het project dat in het kader van de overeenkomst wordt ontwikkeld, kunnen worden beoordeeld aan de hand van de onderstaande criteria en indicatoren. Deze criteria zijn diegene voorgesteld door de begunstigde in zijn aanvraag tot deelneming aan de projectoproep. Rekening houdend met de behoefte dat de antennes op duurzame wijze worden ingevoerd, zal safe.brussels aan de begunstigde, voorafgaand aan de overhandiging van het tussentijdse rapport, een beknopte gids verstrekken waarmee deze de lijst van indicatoren kan herwerken ter bevordering van

een beoordeling van zijn antenneproject op lange termijn. Het tussentijdse verslag moet dus de bijgewerkte lijst van indicatoren en criteria bevatten. d) Eindverslag over de vorderingen bij de tenuitvoerlegging/versterking van de LISA-antenne ▪ In overeenstemming met het toekenningsbesluit maakt dit verslag integraal deel uit van de bewijsstukken. Net als de financiële bewijsstukken moet dit uiterlijk op 31 maart 2025 per e-mail naar safe.brussels (Prodev@safe.brussels) worden verzonden. ▪ Het definitieve voortgangsverslag moet de kwantitatieve en kwalitatieve gegevens bevatten over de criteria en indicatoren zoals bijgewerkt in het tussentijdse verslag (cf. punt 'c) Tussentijds verslag' van dit artikel). Deze moeten in een samenvattend verslag worden opgenomen op basis waarvan de resultaten van het project kunnen worden beoordeeld. ▪ Het eindverslag bevat ook: ▪ indien het niet in het tussentijds verslag kon worden ingediend, het definitieve plan. ▪ de uitputtende lijst en de aard van de diensten die daadwerkelijk ter beschikking van de bevolking worden gesteld, samen met de betrokkene domeinen en de prioriteit(en) waarop deze dienst een antwoord biedt. In dit deel moet ook een link worden gelegd naar de samenvatting van de criteria en indicatoren zoals hierboven beschreven. ▪ een lijst van de betrokken lokale, zonale en gewestelijke instellingen en/of organisaties die bijdragen aan de dienstverlening aan de bevolking; ▪ welke organisaties in welke domeinen en via welke dienst(en) aan de bevolking; ▪ welke concretisering

(kwaliteitsniveau dat voor elk van hen wordt verwacht): wederzijdse kennisneming, gedeelde betrokken informatie, gezamenlijke actie, feedback en gezamenlijk beoogde verbeteringen, geïntegreerd procesgeconcretiseerd door specifieke coördinatie ...)▪ De bevestiging dat de tenuitvoerlegging van de antenne correct is uitgevoerd vóór 31 december 2024.▪ Het verslag vermeldt ook de effectieve openingsdatum van de antenne voor het publiek. Artikel 5: Controle van de subsidies Het Gewest kan op elk moment alle stukken en informatie opvragen op basis waarvan de gesubsidieerde initiatieven voortdurend geëvalueerd kunnen worden, en het behoudt zich het recht voor om de subsidie voor elk project dat niet meer beantwoordt aan de doelstellingen die het heeft goedgekeurd, op te schorten, in te trekken of terug te vorderen. De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing. Deze artikelen worden hieronder in extenso weergegeven: “Art. 92. In overeenstemming met artikel 11 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door een van die gemeenschappen en gewesten wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend terugvorderbaar voorschot, worden aangewend voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording. Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent. Art. 93. Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aangaan van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden. De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën. Art. 94. Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijk terugbetaling van de subsidie de begunstigde: 1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend; 2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend; 3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert; 4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde bewijsstukken. Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen. Art. 95. Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen. Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.” Ook moet worden vermeld dat het Rekenhof het recht heeft een controle uit te voeren op de aanwending van de toegekende subsidies. Artikel 6. Subsidieerbare uitgaven en indiening van de verantwoordingsstukken In overeenstemming met artikel 3 wordt er algemeen genomen alleen rekening gehouden met de bewijsstukken voor de uitgaven die gefactureerd zijn tussen 1 januari 2023 en 31 december 2024. De controle van deze stukken door safe.brussels laat toe vast te stellen of de aangevane uitgaven daadwerkelijk zijn verricht voor de verwezenlijking van de initiatieven waarin deze overeenkomst voorziet. - Aard van de uitgaven De subsidie wordt toegekend bij wijze van tegemoetkoming in de investeringskosten van de begunstigde; alleen dit soort uitgaven komt dus voor subsidie in aanmerking. Elke andere soort uitgave die in de voorlopige begrotingen zou voorkomen, wordt

reeds geacht te zijn geweigerd. Als enige uitzondering op dit principe kan 10% van de toegekende subsidie, in bijkomende orde, gedurende desubsidieperiode, aangewend worden voor personeelskosten betreffende personeelsleden belast met de tenuitvoerlegging van het antenneproject. Deze 10% moet door de begunstigde zijn gepland in zijn begrotingsraming in het kader van zijn kandidaatstelling. De investeringskosten in het kader van deze overeenkomst worden als volgt gedefinieerd: ▪ Onder investeringen wordt verstaan: investeringen in materiële en/of immateriële vaste activa. De in aanmerking komende investeringen worden als vaste activa opgenomen in de

jaarrekening in het geval van rechtspersonen of in de afschrijvingstabel in het geval van natuurlijke personen en worden daar gedurende een periode van ten minste drie jaar vanaf de subsidieverlening bewaard. ▪ Alleen investeringen die verband houden met het project dat onder deze overeenkomst valten die worden uitgevoerd in overeenstemming met de geldende wet- en regelgeving, met name op het gebied van stedenbouw, ruimtelijke ordening en milieu, komen in aanmerking. ▪ Voor materiële vaste activa: • Uitgaven voor activa bestaande uit installaties, machines en gereedschappen komen in aanmerking. • De onroerende goederen en hun bijkomende kosten komen in aanmerking, op voorwaarde dat safe.brussels hiermee vooraf van geval tot geval heeft ingestemd op basis van een beschrijving, het plan en een nauwkeurige prijsopgave. De opname van deze kosten in de begrotingsraming leidt niet automatisch tot de aanvaarding ervan. • Rollend materieel komt in aanmerking, op voorwaarde dat safe.brussels hiermee vooraf van geval tot geval heeft ingestemd op basis van een beschrijving van het nut ervan in het kader van het project en een nauwkeurige prijsopgave. De opname van deze kosten in de begrotingsraming leidt niet automatisch tot de aanvaarding ervan. • Voor installaties, machines, gereedschappen en meubilair omvat het toegestane bedrag ook de kosten van vervoer, installatie en montage, op voorwaarde dat deze tot de materiële vaste activa worden gerekend. ▪ Voor de immateriële vaste activa worden uitgaven in verband met de indiening of de aankoop van octrooien, merken, modellen en licenties niet als subsidiabel beschouwd, tenzij deze op een naar behoren onderbouwd verzoek worden aanvaard. De opname van deze kosten in de begrotingsraming leidt niet automatisch tot de aanvaarding ervan. ▪ Investeringen in tweedehandsartikelen komen niet in aanmerking voor subsidie. ▪ Investeringen in apparatuur of meubilair voor verhuur, komen in aanmerking op voorwaarde dat de verhuur van deze investering verband houdt met een door de begunstigde verleende dienst. ▪ Alle investeringen van extravagante aard komen niet in aanmerking voor subsidie. Uit de controle van die stukken moet kunnen worden opgemaakt dat alle uitgaven die de begunstigde van de subsidie heeft verricht, beantwoorden aan de soorten uitgaven vastgesteld in de omzendbrieven dat ze ook werkelijk hebben plaatsgevonden om de initiatieven te verwezenlijken waarvoor desubsidie bedoeld is. De personeelskosten in het kader van deze overeenkomst worden als volgt gedefinieerd: ▪ Enkel de loonkosten van het personeel toegewezen aan de verwezenlijking van het project voor de tenuitvoerlegging/versterking van de LISA-antenne komen in aanmerking als personeelskosten. ▪ Indien dit personeelslid wordt gesubsidieerd door meerdere overheden / gedeeltelijk door de gemeente met eigen middelen, moet een uitsplitsing hiertussen mee worden bezorgd in de overzichtstabel. ▪ Het jaarlijkse overzicht van de loonkosten voor het betrokken personeelslid dat 'voor waaren echt verklaard' is, kan worden aanvaard. De kopie van de arbeidsovereenkomst en

eventuele aanhangsels, die de bron van de subsidiëring vermelden, of van de benoemings-en/of de toewijzingsbeslissing worden bijgevoegd. De hieronder vermelde kosten kunnen worden aanvaard als personeelskosten en kunnen dus gesubsidieerd worden: ▪ Bezoldiging: • brutobezoldiging; • werkgeversbijdragen; • belastbare vergoedingen die onder het RSZ-stelsel vallen (eindejaarspremie, vakantiegeld ...); beheerskosten van het sociaal secretariaat. Voor die kosten moet een factuur en het betaalbewijs ervan worden ingediend. De facturen zijn gedetailleerd per werkgever of bevatten een pro rata berekening. ▪ Verplaatsingskosten: • Woon-

werkverplaatsingen op basis van het sociale abonnement, zoals vermeld op deloonfiche of in de individuele jaarrekening. De verplaatsingen kunnen in principe enkelgesubsidieerd worden indien ze worden uitgevoerd met een openbaar vervoermiddel (bus, tram en trein in tweede klasse);

- Vergoedingen voor het gebruik van een fiets, zoals vermeld op de loonfiche of in de individuele jaarrekening. Die vergoedingen moeten worden aangerekend volgens dereglementering van de lokale overheid.
- Bepaalde indirecte kosten:
- kosten arbeidsarts;
- verzekering arbeidsongevallen;
- deel vakbondspremie ten laste van de werkgever;
- Bijdrage aan een collectieve sociale dienst.
- De premies en extralegale voordelen worden enkel op twee voorwaarden aanvaard:
- indien ze worden toegekend in het kader van een arbeidsreglement goedgekeurd door de gemeenteraad of de paritaire commissie waar de werknemer onder valt;
- en indien ze worden vermeld op de individuele jaarrekeningen. In dit geval moet de individuele jaarrekening van de medewerker worden verstrekt. Voor de premies en extralegale voordelen moeten bewijsstukken worden geleverd (voor demaaltijdcheques, facturen en betaalbewijzen bijvoorbeeld). De bedragen moeten ook op een identificeerbare wijze worden opgenomen in de overzichtstabel.

- Indiening van de stukken De verantwoordingsstukken worden in één keer per e-mail verzonden naar ProDev@safe.brussels vóór 31 maart 2025. Ze bestaan minstens uit de volgende elementen:

- De samenvattende tabel van de stukken, opgesteld op basis van het model dat safe.brussels aan de begunstigden bezorgt; deze tabel moet in twee formaten worden verzonden: de eerste is ondertekend en gecertificeerd als waar en echt door de gemeentesecretaris; de tweede is in elektronisch formaat (Excel) om de controle te vergemakkelijken.
- De genummerde stukken die het gebruik van de subsidie verantwoorden. Deze stukken omvatten:

- Een uittreksel uit de algemene boekhouding van klasse 2 (rekeningen 20 tot 28) met betrekking tot het jaar waarin de gesubsidieerde investeringen zijn gedaan;
- Een overzichtstabel van de afschrijvingen;
- Prijsopgaven, inkooporders, facturen en betalingsbewijzen met betrekking tot investeringen.
- De verschillende stukken die de naleving van de wetgeving inzake overheidsopdrachten bewijzen.
- Indien een maximum van 10% van de subsidie aangewend wordt voor personeelskosten, de tabel met de loonkosten voor de medewerker belast met de tenuitvoerlegging van het antenneproject en die wordt aangerekend op de subsidie, net als kopieën van de arbeidsovereenkomsten of van de beslissing tot aanstelling. Aangezien dubbele subsidiëring verboden is, mogen deze kosten niet reeds gedekt worden door de subsidie toegekend in het kader van de uitvoering van het Lokale Preventie- en Buurtplan van de gemeente.
- Het definitieve voortgangsverslag zoals bepaald in artikel 4, onder d), van deze overeenkomst. De begunstigde stuurt het dossier met de verantwoordingsstukken volledig en in één zending, samen met een document dat is ondertekend door een persoon die gemachtigd is hem te binden en waaruit de conformiteit van de stukken en de realiteit van de uitgaven blijken, naar het adres: ProDev@safe.brussels

Indien een bewijsstuk wordt gesubsidieerd door meerdere overheden, moet een uitsplitsing hiertussen mee worden bezorgd in de overzichtstabel. Dubbele subsidiëring is verboden. De subsidie mag geen uitgaven dekken die worden gesubsidieerd in het kader van een ander initiatief van safe.brussels of door een andere subsidiërende overheid.

Artikel 7: Uitbetalingsmodaliteiten De subsidie van € 246.988,5 wordt uitbetaald in drie schijven: – een voorschot van 25 % wordt ten laatste binnen de 30 kalenderdagen na de datum van het bericht van kennisgeving gestort op voorlegging van een schuldvordering, de geraamde begroting en de ondertekende overeenkomst waarvan sprake in artikel 2 §5 van het toekenningsbesluit. De schuldvorderingen, de geraamde begroting en de ondertekende overeenkomst moeten worden verstuurd naar Prodev@safe.brussels. Indien de kennisgeving aangaande de toegekende subsidie gebeurt na 1 december wordt de termijn van 30 kalenderdagen vervangen door “voor 21 december 2023”. – Een tweede schijf van 65 % wordt gestort na het indienen van het tussentijdse verslag en op voorlegging van een schuldvordering vóór 14 april 2024. Het tussentijdse verslag en de schuldvordering moeten worden verstuurd naar Prodev@safe.brussels. – Het saldo wordt vereffend na ontvangst en analyse van de

verantwoordingsstukken vermeld in artikel 6 § 4 van het toekenningsbesluit. Na analyse van deze stukken wordt de begunstigde door de bevoegde ordonnateur uitgenodigd om een schuldvordering over te maken met vermelding van eindbedrag dat hem is toegekend op grond van de controle. Nadat de bewijsstukken zijn gecontroleerd, wordt de begunstigde door de bevoegde ordonnateur verzocht, binnen de 30 dagen nadat hij dat verzoek heeft ontvangen, een schuldvordering over te maken met vermelding van het eindbedrag dat hem is toegekend op grond van de controle. De betalingen gebeuren binnen de grenzen van de begrotingskredieten. Ze worden zo snel mogelijk uitgevoerd, rekening houdend met de controlevereisten.

Artikel 8: Overheidsopdrachten De begunstigde handelt in overeenstemming met de bepalingen van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten. De begunstigde verbindt zich ertoe om, op verzoek, het Gewest om het even welk document of om het even welke informatie te bezorgen op basis waarvan het Gewest kan controleren of de begunstigde de wetgeving en de reglementering betreffende overheidsopdrachten naleeft en deze respecteert in het geval van de gunning van een bijzondere opdracht. De naleving van de wetgeving en de reglementering betreffende overheidsopdrachten door de begunstigde vormt een essentiële voorwaarde voor het toekennen van onderhavige subsidie, samen met de verplichting voor de begunstigde om het Gewest de documenten en inlichtingen te bezorgen waar het om vraagt. De niet-naleving kan leiden tot het schrappen van de nog te storten subsidies en tot een verzoek om terugbetaling van de reeds toegewezen subsidies.

Artikel 9. Stukken die bij de betalingsaanvraag moeten worden ingediend. Iedere betalingsaanvraag gebeurt in de vorm van een schuldvordering die wordt verstuurd naar het volgende adres: ProDev@safe.brussels. Iedere schuldvordering vermeldt: - de reden van de betaling; - het bedrag waarvan betaling wordt gevraagd; - het visumnummer voor vastlegging bezorgd door safe.brussels; - het bankrekeningnummer waarop dit bedrag moet worden gestort. Bovendien moet deze schuldvordering worden opgesteld op papier met briefhoofd, gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is om de begunstigde te binden.

Artikel 10. Klachten. Indien na controle van de verantwoordingsstukken het bedrag van de aanvaarde verantwoordingsstukken lager ligt dan het bedrag van de toegekende subsidie, wordt de subsidie slechts uitbetaald ten belope van het bedrag van de aanvaarde verantwoordingsstukken of wordt zij terugbetaald. In ieder geval ontvangt de Begunstigde na de controle van het dossier met de verantwoordingsstukken een brief waarin het definitief toegekende bedrag wordt bevestigd en waarin hij wordt verzocht binnendertig dagen een schuldvordering voor dat bedrag te bezorgen. Vanaf de ontvangst van deze brief heeft de begunstigde 15 kalenderdagen de tijd om zijn argumenten voor te leggen indien hij niet akkoord gaat met de voorgestelde bedragen. De bevoegde ordonnateur neemt de eindbeslissing na analyse van de door de begunstigde uiteengezette middelen.

Art. 11. Overdracht van de documenten. In het kader van deze overeenkomst zal de correspondentie geldig worden verstuurd naar de volgende adressen: Voor de Gemeente: Vincent De Wolf, Burgemeester Gemeente Etterbeek, Kazernelaan 31/11040 BRUSSEL. Voor het Gewest: safe.brussels, Mevr. Sophie LAVAUX, algemeen directeur de Lignestraat 401000 Brussel. ProDev@safe.brussels indien de overeenkomst daarin voorziet.

De contactpersonen zijn: Voor de Gemeente: De projectmanager Voor het Gewest: KIEFFER Jonathan, Projectmanager preventie- en veiligheidsbeleid bij safe.brussels. Jonathan.kieffer@safe.brussels. Jonathan.kieffer@safe.brussels. Voor alle documenten die in elektronisch formaat worden ontvangen, zal een bevestiging van ontvangst worden verzonden. De Gemeente moet ervoor zorgen dat alle documenten goed zijn toegekomen bij safe.brussels, binnen de opgelegde termijn. Opgemaakt en ondertekend te Brussel in twee exemplaren, op Voor het Gewest, de minister-president, Rudi VERVOORT. Voor de Gemeente, De Burgemeester, Vincent DE WOLF. De Gemeentesecretaris, Annick PETIT.

6 annexes / 6 bijlagen

FR_CONV_LISA2023_Etterbeek.pdf, NL_CONV_LISA2023.pdf,

Formulaire_Candidature_LISA2023_FR.xlsx, FRNL_AGRBC_Mod_LISA2023_Etterbeek.pdf,

Budget_previsionnel_LISA2023_FR.xls, Canevas_DC1_LISA23_Etterbeek (003).docx

Finances - Financiën

13 Budget 2024 - Crédits provisoires - 1er trimestre 2024.

Le Conseil communal,

Attendu que le budget pour 2024 ne pourra pas être présenté dans les délais légaux;

Vu l'article 14 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale;

DECIDE

de demander à l'autorité de tutelle de disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le premier trimestre 2024.

Begroting 2024 - Voorlopige kredieten - 1ste trimester 2024.

De gemeenteraad,

overwegende dat de begroting over 2024 niet binnen de wettelijke termijnen kan ingediend worden;

gelet op artikel 14 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

BESLUIT

aan de voogdijoverheid om machtiging te vragen over drie twaalfden voorlopige kredieten voor het eerste trimester 2024.

14 CPAS - Budget 2024 - Crédits provisoires - 1er trimestre 2024

Le Conseil communal,

Attendu que le Conseil de l'Aide Sociale a décidé de solliciter l'autorisation de disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le 1er trimestre 2024;

Attendu qu'en vertu des articles 27, 28 et 29 de l'Arrêté du Régent du 10/02/1945, portant règlement général sur la comptabilité communale, lorsque le budget n'a pas été arrêté par le Conseil, les crédits provisoires doivent être approuvés par le Conseil communal;

AUTORISE

le C.P.A.S. à disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le 1er trimestre 2024.

OCMW - Begroting 2024 - Voorlopige kredieten - 1ste trimester 2024

De gemeenteraad,

overwegende dat de Raad voor Maatschappelijke Welzijn beslist heeft de toestemming aan te vragen om over drie twaalfden voorlopige kredieten voor het 1ste trimester 2024 te mogen beschikken;

overwegende dat krachtens artikels 27, 28 en 29 van het Regentsbesluit van 103.02.1945, houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit de voorlopige kredieten goed gekeurd moeten worden door de Gemeenteraad wanneer de begroting nog niet is gestemd door de Raad;

MACHTIGT

het O.C.M.W. om over drie twaalfden voorlopige kredieten voor het 1ste trimester 2024 te beschikken.

15 Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques - Exercice 2024 – Modification

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil Communal du **19 décembre 2022** relative au même objet, expirant le **31 décembre 2023** ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 concernant les institutions bruxelloises ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 466 et 466 bis du Code des Impôts sur les revenus 1992, tels que modifiés par les articles 94 à 96 de la loi du 8 mai 2014 modifiant le Code des impôts sur les Revenus 1992 ;

ARRETE :

Article 1 :

Il est établi pour l'exercice **2024** une taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques domiciliées dans la commune au premier janvier de l'exercice d'imposition ;

Article 2 :

Le taux de la taxe est fixé pour tous les contribuables à **6 %** de la partie de l'impôt des personnes physiques dû à l'Etat pour le même exercice ;

Article 3 :

L'établissement et la perception de la taxe communale s'effectueront par les soins de l'administration des contributions directes conformément aux articles 466 et 466 bis du Code des Impôts sur les

Aanvullende belasting op de personenbelasting - Dienstjaar 2024 – Wijziging

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van **19 december 2022** betreffende hetzelfde onderwerp, vervallend op **31 december 2023**;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de artikelen 466 en 466 bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992, zoals gewijzigd door de artikelen 94 tot 96 van de wet van 8 mei 2014 tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992;

BESLUIT:

Artikel 1:

Er wordt voor het dienstjaar **2024** een aanvullende gemeentebelasting geheven op de natuurlijke personen die hun woonplaats in de gemeente hebben op de eerste januari van het jaar waarnaar het dienstjaar genoemd wordt.

Artikel 2:

Het percentage van de belasting is voor alle belastingplichtigen bepaald op **6 %** van het gedeelte van de personenbelasting die voor hetzelfde dienstjaar aan de Staat verschuldigd is.

Artikel 3:

De vaststelling en de inning van de gemeentebelasting geschiedt door de zorgen van het bestuur der rechtstreekse belastingen overeenkomstig de artikelen 466 en 466 bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992.

16 Centimes additionnels au précompte immobilier - Exercice 2024 – Renouvellement

Le Conseil Communal,

Vu sa délibération du **19 décembre 2022** arrêtant à 2966 le nombre de centimes additionnels au précompte immobilier à percevoir au profit de la commune d'Etterbeek pour **l'exercice 2023** ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'article 464 du Code des Impôts sur les revenus autorisant les provinces, les agglomérations et les communes à lever des centimes additionnels au précompte immobilier ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 concernant les institutions bruxelloises ;

Vu la circulaire du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 1996 relative à l'ordonnance du 22 décembre 1995 modifiant certaines taxes régionales ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

ARRETE:

Article 1 :

Il sera perçu pour l'exercice **2024** au profit de la Commune d'Etterbeek **2966** centimes additionnels au précompte immobilier.

Article 2 :

Les centimes additionnels pré-indiqués seront recouverts par les soins de l'administration des contributions directes de l'Etat.

Aanvullende belasting op de onroerende voorheffing - Dienstjaar 2024 – Hernieuwing

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging van **19 december 2022** houdende vaststelling van het aantal opcentiemen op de onroerende voorheffing op 2966 te innen ten voordele van de gemeente Etterbeek voor het dienstjaar **2023**;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeente;

Gelet op het artikel 464 van het wetboek op de inkomstenbelastingen waarbij de provincies, de agglomeraties en de gemeenten gemachtigd zijn opcentiemen te heffen op de onroerende voorheffing;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen;

Gelet op de omzendbrief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 februari 1996 betreffende de ordonnantie van 22 december 1995 tot wijziging van sommige gewestelijke belastingen;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT:

Artikel 1:

Voor het dienstjaar **2024** zullen ten gunste van de Gemeente Etterbeek **2966** opcentiemen geheven worden op de onroerende voorheffing.

Artikel 2:

De voornoemde opcentiemen zullen geïnd worden door de zorgen van het bestuur der rechtstreekse belastingen van de Staat.

17 **Convention de la Région de Bruxelles-Capitale attribuant aux communes une subvention spéciale en application de l'ordonnance du 13 février 2003 - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 novembre 2023**

Le conseil communal,

Attendu que par décision du 9 novembre 2023 le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé de verser à la commune d'Etterbeek une subvention spéciale

Attendu que la présente convention règle les modalités de la mise à disposition de la commune d'Etterbeek, d'une subvention spéciale de la Région d'un montant de 755.000 euros conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 novembre

2023 attribuant pour l'année, à la Ville de Bruxelles et aux communes d'Anderlecht, Etterbeek, Ixelles et St-Gilles, une subvention spéciale en application de l'ordonnance du 13 février 2023;

Attendu que conformément à l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale, cette intervention est soumise à l'approbation du Conseil communal suivant la convention en annexe;

DECIDE

- d'approuver la convention avec le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale telle qu'annexée au dossier.

- les montants seront imputés comme suit :
au service ordinaire :

- recettes ordinaires de transfert – article 872/465-48: «Déficit des hôpitaux - intervention de l'Etat : € 755.000
- dépenses ordinaires de transfert – article 872/435-01 : « Intervention déficit hôpitaux : € 755.000

Overeenkomst van Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot toekenning van een bijzondere subsidie aan de gemeenten in toepassing van de ordonnantie van van 13 februari 2003 - Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 november 2023

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van 9 november 2023 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest houdende toekenning van een bijzondere subsidie aan de Gemeente Etterbeek o

Deze overeenkomst bepaalt de regels volgens welke aan de begunstigde een subsidie van 755.000 euros ter beschikking wordt gesteld door het Gewest overeenkomstig het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 november 2023 tot toekenning van een bijzondere subsidie aan de Stad Brussel en aan de gemeenten Anderlecht, Etterbeek, Elsene en St Gillis voor het jaar 2023, in

toepassing van de ordonnantie van 13 februari 2003

overwegende dat overeenkomstig de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, deze tussenkomst het onderwerp moet uitmaken van een goedkeuring van de overeenkomst door de Gemeenteraad;

BESLIST

- de tekst van de overeenkomst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest goed te keuren zoals bij deze beslissing gevoegd.

- de bedragen worden als volgt ingeschreven:
op de gewone dienst:

- gewone ontvangsten Overdrachten – artikel 872/465-48 “Tekort ziekenhuizen - Staatstussenkomst : € 755.000
- gewone uitgaven Overdrachten – artikel 872/435-01 - Tekort ziekenhuizen : € 755.000

3 annexes / 3 bijlagen

copie conforme AGRBC 09 11 2023.pdf1850366738983700695.pdf, conv 2023 _ ETT.pdf8317311393502857008.pdf, overeenk 2023 _ ETT.pdf8921655504698063706.pdf

18 **Règlement-taxe sur les pompes distributrices de carburants, fixes ou mobiles et sur les bornes de recharge pour véhicules électriques accessibles au public – Modifications (anciennement Taxe sur les pompes distributrices de carburants, fixes ou mobiles)**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 16 décembre 2019 relative au même objet, devenue exécutoire par lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 février 2020 ;

Vu l’ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l’établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l’établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, §4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe à l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que, compte-tenu de l'inflation importante, il paraît opportun de prévoir un mécanisme d'indexation des taxes afin de garantir le rendement de la taxe en phase avec l'augmentation des charges de la commune ;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les distributeurs de carburant et les bornes de recharge pour véhicules électriques visés par le présent règlement de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face ;

Considérant les services que la Commune organise sur son territoire et qui concernent notamment l'entretien des voiries communales, des trottoirs, l'éclairage public, la propreté, la prévention, la sécurité ou encore la police ;

Que ces services ou partie d'entre eux bénéficient aux personnes qui exploitent les distributeurs

de carburant et les bornes de recharge pour véhicules électriques sur le territoire de la Commune d'Etterbeek ;

Considérant que tant l'exploitation des distributeurs de carburant que des bornes de recharge pour véhicules électriques a pour objectif de fournir de l'énergie à des véhicules motorisés utilisant les infrastructures communales lors de leurs déplacements ;

Que, néanmoins, un taux réduit pour les bornes de recharge pour véhicule électrique se justifie dans la mesure où il est dans l'intérêt communal d'accompagner la décarbonisation du parc automobile ;

ARRETE:

I. DURÉE ET ASSIETTES DE LA TAXE

Article 1 :

Il est établi à partir du 1er janvier 2023 au profit de la Commune d'Etterbeek pour un terme expirant le 31 décembre 2025, une taxe annuelle sur les pompes distributrices de carburants fixes ou mobiles et sur les bornes de recharge pour véhicules électriques.

Article 2 :

Sont visés par les présentes dispositions, les appareils distributeurs d'essence, de gaz comprimé et d'autres carburants, ainsi que les bornes de recharge pour véhicule électrique placés sur la voie publique ainsi que les appareils accessibles au public et installés sur un terrain privé, en retrait, le long de la voie publique.

Article 3

Pour l'application des présentes dispositions, il faut entendre par voie publique :

Les voies de circulation, y compris les accotements et les trottoirs, réservées en ordre principal à la circulation des personnes ou des véhicules et accessibles à tous ;

Les emplacements publics établis en tant que dépendances des voies de circulation et affectés notamment au stationnement des véhicules, aux jardins, aux promenades et aux marchés.

II. TAUX

Article 4 :

La taxe est fixée à :

- 550,00 € par bec verseur.
- 300,00 € par borne de recharge pour véhicule électrique, toute borne comportant plusieurs prises permettant la recharge d'un véhicule électrique est censée comprendre autant d'unités imposables qu'il y a de prises.

Article 5 :

La taxe est due pour l'année entière, quelle que soit la date de placement ou de retrait, au cours de l'exercice d'imposition, des objets visés par le présent règlement.

III. LE REDEVABLE

Article 6 :

Est redevable de la taxe :

La personne physique ou morale qui exploite le distributeur de carburant ou la borne de

recharge pour véhicule électrique ;

Le gérant de l'établissement, personne physique ou morale, qui dispose des distributeurs ou des bornes de recharge pour véhicule électrique est tenu solidairement et indivisiblement au paiement de la taxe.

IV. RECENSEMENT DES ÉLÉMENTS TAXABLES, DÉCLARATIONS, TAXATION D'OFFICE ET MESURES DE CONTRÔLE

Article 7 :

Le recensement des éléments taxables est effectué par les soins de l'administration communale.

L'Administration communale peut également faire parvenir au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment rempli et signé, dans un délai de 30 jours à dater de l'envoi du formulaire. Les personnes dont les bases d'imposition subiraient des modifications devront révoquer leur déclaration et la remplacer par une nouvelle dans les dix jours de la modification.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

La déclaration reste valable, pour les exercices d'imposition suivants, jusqu'à révocation.

La déclaration faite auprès du Service des Taxes ne dispense pas de l'obtention d'une autorisation auprès de l'autorité compétente lorsqu'elle est nécessaire.

Article 8 :

La non déclaration dans les délais prévus par le présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe d'après les éléments dont l'Administration peut disposer.

Les taxes enrôlées d'office peuvent être majorées selon l'échelle de gradation suivante :

Lorsqu'il s'agit de la première infraction : majoration de 50% ;

Lorsqu'il s'agit de la deuxième infraction, quelle que soit l'année où la première infraction a été commise : majoration de 100 % ;

Lorsqu'il s'agit de la troisième infraction, quelle que soit l'année où la deuxième infraction a été commise : majoration de 200 %.

Il y a lieu d'entendre par infraction l'absence de déclaration, la déclaration non introduite dans les délais, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de toute situation taxable qu'elle concerne ou non la même imposition et/ou le même règlement.

Pour la détermination de l'échelle à appliquer, il y a deuxième infraction ou infraction subséquente si, au moment où une nouvelle infraction est commise, il a été donné connaissance au redevable de l'application de la sanction concernant une infraction antérieure depuis au moins trente jours calendrier.

V. RECOUVREMENT ET CONTENTIEUX

Article 9 :

La présente taxe sera perçue par voie de rôle.

Article 10 :

Les dispositions relatives à l'établissement, au recouvrement et au contentieux sont celles visées par les dispositions régionales et notamment, l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, ses modifications ultérieures et les dispositions du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales voté le 13 avril 2019. Le redevable de la taxe recevra, sans frais

pour lui, un avertissement-extrait de rôle qui lui sera envoyé après l'exécutoire des rôles.

VI. MISE EN APPLICATION

Article 11 :

Le présent règlement est applicable à compter du 1er janvier 2023.

Reglement - belasting op de brandstofpompen, vaste of verplaatsbare en de laadpalen voor elektrische voertuigen – Wijzigingen (vroeger belasting op de brandstofpompen, vaste of verplaatsbare)

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van 16 december 2019 over hetzelfde onderwerp, uitvoerbaar geworden op 5 februari 2020 krachtens de brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het

College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op het arrest van het Arbitragehof nr 30/98 van 18 maart 1998;

Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, § 4, van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat de bepaling van de belastbare materie en van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie die aan de gemeentelijke overheid wordt toegekend; dat ze op dit gebied beschikt over een discretionaire bevoegdheid die ze uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

Overwegende dat het, gezien de hoge inflatie, gepast lijkt te voorzien in een indexeringsmechanisme van de belastingen om te garanderen dat de opbrengst van de belasting in verhouding is tot de stijging van de lasten van de gemeente;

Overwegende dat de gemeenteraad het nodig heeft geacht de in dit reglement bedoelde verdeelapparaten van brandstoffen en laadpalen voor elektrische voertuigen te belasten om aanvullende ontvangsten te kunnen verwerven ter financiering van de uitgaven van algemeen nut waar de gemeente voor staat;

Overwegende dat de gemeente op haar grondgebied diensten organiseert betreffende met name het onderhoud van de gemeentewegen en voetpaden, de openbare verlichting, de netheid, de preventie, de veiligheid of de politie;

Dat deze diensten of een deel ervan ten goede komen aan de personen die verdeelapparaten van brandstoffen en laadpalen voor elektrische voertuigen op het grondgebied van de gemeente

Etterbeek exploiteren;

Overwegende dat de uitbating van verdeelapparaten van brandstoffen en laadpalen voor elektrische voertuigen tot doel heeft energie te leveren aan motorvoertuigen die bij hun verplaatsingen gebruikmaken van de gemeentelijke infrastructuur;

Dat echter een lager tarief voor de laadpalen voor elektrische voertuigen gerechtvaardigd is aangezien het in het belang van de gemeente is de decarbonisering van het wagenpark te ondersteunen;

BESLUIT:

I. DUUR EN GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1:

Er wordt vanaf 1 januari 2023 ten bate van de Gemeente Etterbeek voor een termijn vervallend op 31 december 2025, een jaarlijkse belasting geheven op de vaste of verplaatsbare pompen voor brandstof en de laadpalen voor elektrische voertuigen.

Artikel 2:

Deze bepalingen slaan op pompen voor benzine, samengeperst gas en andere brandstoffen die op de openbare weg staan, alsook op voor het publiek toegankelijke pompen op een van de weg af gelegen privéterrein langs de openbare weg.

Artikel 3:

Voor de toepassing van deze bepalingen wordt onder "openbare weg" verstaan:

Verkeerswegen, met inbegrip van de berm en de trottoirs, voornamelijk bestemd voor het verkeer van personen of voertuigen en voor iedereen toegankelijk;

Openbare ruimten, aangelegd als aanhorigheden van de verkeerswegen en voornamelijk bestemd voor het parkeren van voertuigen, voor tuinen, wandelplaatsen en markten.

II. TARIEVEN

Artikel 4:

De belastingvoeten zijn vastgesteld op :

- € 550,00 per pistool.
- € 300,00 per laadpaal voor elektrische voertuigen. Alle laadpalen met meerdere stopcontacten die het mogelijk maken elektrische voertuigen op te laden, worden verondersteld evenveel belastbare eenheden te bevatten als er stopcontacten zijn.

Artikel 5

De belasting is verschuldigd voor het volledige jaar, ongeacht de datum van plaatsing of verwijdering, in de loop van het aanslagjaar, van de voorwerpen bedoeld in dit reglement.

III. BELASTINGPLICHTIGEN

Artikel 6:

Zijn belastingplichtig:

De natuurlijke of rechtspersoon die verdeelapparaten van brandstoffen of laadpalen voor elektrische voertuigen exploiteert;

De zaakvoerder, natuurlijke of rechtspersoon, die over de verdeelapparaten of laadpalen voor

elektrische voertuigen beschikt, is hoofdelijk en ondeelbaar gehouden tot betaling van de belasting.

IV. INVENTARIS VAN DE BELASTBARE ELEMENTEN, AANGIFTEN, AANSLAG VAN AMBTSWEGE, CONTROLEMAATREGELEN

Artikel 7:

De telling van de belastbare elementen gebeurt door het gemeentebestuur.

Het bestuur kan ook de belastingplichtige een aangifteformulier sturen dat hij ingevuld en ondertekend moet terugsturen binnen een termijn van 30 dagen na verzending van het formulier. De personen van wie de belastinggrondslag wijzigingen zou ondergaan, moeten hun aangifte herroepen en vervangen door een nieuwe binnen 10 dagen na de wijziging.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, moet de nodige gegevens voor de aanslag uiterlijk 31 december van het aanslagjaar meedelen aan het bestuur.

De aangifte blijft, tot herroeping, geldig voor de volgende aanslagjaren.

De aangifte bij de dienst Belastingen is geen vrijstelling van het verkrijgen van een toelating bij de bevoegde overheid, wanneer die noodzakelijk is.

Artikel 8:

Indien geen aangifte wordt ingediend binnen de in dit reglement bepaalde termijnen of indien de aangifte onvolledig, onjuist of onnauwkeurig is, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover het bestuur kan beschikken.

De ambtshalve ingekohierde belastingen kunnen als volgt trapsgewijs worden vermeerderd:

Bij de eerste overtreding: vermeerdering met 50%;

Bij de tweede overtreding, ongeacht het jaar waarin de eerste overtreding gebeurde:
vermeerdering met 100%;

Bij de derde overtreding, ongeacht het jaar waarin de tweede overtreding gebeurde:
vermeerdering met 200%.

Met overtreding wordt het volgende bedoeld: geen aangifte, aangifte niet ingediend binnen de in dit reglement bepaalde termijnen, onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte van elke belastbare situatie, ongeacht of ze al dan niet betrekking heeft op dezelfde aanslag en/of hetzelfde reglement.

Voor de bepaling van de toe te passen schaal is er sprake van een tweede of volgende overtreding als de belastingplichtige bij een nieuwe overtreding al minstens 30 kalenderdagen op de hoogte is van de toepassing van de sanctie betreffende een eerdere overtreding.

V. INVORDERING EN GESCHILLEN

Artikel 9:

Deze belasting is een kohierbelasting.

Artikel 10:

De bepalingen voor de vestiging, de invordering en de geschillen zijn die als bedoeld in de gewestelijke bepalingen, met name de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, de latere wijzigingen ervan en de bepalingen van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, dat werd aangenomen op 13 april 2019. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet dat hem wordt toegezonden na de uitvoerbaarverklaring van de kohieren.

VI. TOEPASSING

Artikel 11:

Dit reglement is van toepassing met ingang van 1 januari 2023.

2 annexes / 2 bijlagen

PDCetBDR Collège Nl.docx, PDCetBDR Collège Fr.docx

A.T. - Urbanisme - R.O. - Stedenbouw

19 My Permit - échange des informations par voie électronique entre URBAN.brussels et la commune, dans le cadre des demandes de permis d'urbanisme

Le Conseil Communal,

Considérant le projet My Permit Urbanisme mis en place par le Service public régional Bruxelles Urbanisme et Patrimoine (URBAN.Brussels) afin de digitaliser les demandes de permis d'urbanisme ;

Considérant qu'à cette fin le Conseil Communal a approuvé, en date du 3 mai 2021, une convention relative à la mise à disposition de matériel entre Urban.brussels et la commune (écrans et pc) ;

Considérant que pour la commune d'Etterbeek, l'introduction des demandes de permis d'urbanisme en ligne est possible depuis le 20/11/23 ;

Considérant le projet My Permit Environnement mis en place par Bruxelles Environnement afin de digitaliser les demandes de permis d'environnement ;

Considérant que pour la commune d'Etterbeek, l'introduction des demandes de permis d'environnement en ligne est prévue pour fin 2023 ;

Considérant le projet AUSA RU qui vise à digitaliser les demande de Renseignements Urbanistiques dont le démarrage est prévu début 2024 ; que ce projet se fait en partenariat avec les notaires qui en sont les principaux demandeurs ;

Considérant que tout le papier est supprimé dans ces procédures ; que les demandeurs ne doivent plus nous remettre de multiples exemplaires et que nous ne devons plus envoyer de recommandés ; que les documents seront signés par signature électronique via le module e-sign ; qu'Urban accompagne la commune dans la mise en place de la signature électronique ;

Considérant que ces procédures offrent aux citoyens et professionnels qui le désirent un gain de temps et financier ainsi que plus d'efficacité ;

Considérant qu'elles offrent également les mêmes avantages aux administrations ;

Considérant que les procédures non digitales existantes sont maintenues et restent accessibles à tous ;

Considérant que vu les outils mis en place pour les permis digitaux, il paraît également possible de limiter les échanges de papier entre administrations dans les demandes de permis papier classiques ;

Considérant que dans ce but, et à la demande de la commune, Urban.brussels nous propose de signer un consentement pour l'échange des informations par voie électronique entre URBAN.brussels et la commune, dans le cadre des demandes de permis d'urbanisme ;

Considérant que les avantages pour les citoyens et la commune sont les mêmes que pour les demandes de permis digitales : moins de copie papier, moins d'envois recommandé ;

DECIDE d'approuver l'échange des informations par voie électronique entre URBAN.brussels et la commune, dans le cadre des demandes de permis d'urbanisme.

My Permit - Elektronische uitwisseling van informatie tussen URBAN.brussels en de gemeente in het kader van de aanvragen tot stedenbouwkundige vergunning.

De gemeenteraad,

gelet op het project My Permit Stedenbouw van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Stedenbouw en Erfgoed (URBAN.brussels) om de aanvragen tot stedenbouwkundige vergunning te digitaliseren;

overwegende dat de gemeenteraad daartoe op 3 mei 2021 een overeenkomst heeft goedgekeurd in verband met de terbeschikkingstelling van materiaal tussen Urban.brussels en de gemeente (schermen en pc);

overwegende dat het voor de gemeente Etterbeek mogelijk is om aanvragen tot stedenbouwkundige vergunning online in te dienen sinds 20/11/23;

gelet op het project My Permit Leefmilieu van Leefmilieu Brussel om de milieuvergunningsaanvragen te digitaliseren;

overwegende dat het voor de gemeente Etterbeek mogelijk zal zijn om milieuvergunningsaanvragen online in te dienen vanaf eind 2023;

gelet op het project AUSA SI om de aanvragen van stedenbouwkundige inlichtingen te digitaliseren dat van start zou gaan begin 2024; overwegende dat dit project wordt uitgevoerd in samenwerking met de notarissen, die de belangrijkste vragende partij zijn hiervoor;

overwegende dat al het papier in deze procedures is geëlimineerd; dat aanvragers ons niet langer meerdere exemplaren hoeven te geven en dat we geen aangetekende post meer hoeven te sturen; dat documenten elektronisch zullen worden ondertekend via de module e-sign; dat Urban de gemeente ondersteunt bij de invoering van de elektronische handtekening;

overwegende dat deze procedures burgers en professionals die dat wensen tijd en geld besparen en efficiënter werken;

overwegende dat ze ook dezelfde voordelen bieden voor de besturen;

overwegende dat de bestaande niet-digitale procedures behouden blijven en voor iedereen toegankelijk blijven;

overwegende dat het, gezien de hulpmiddelen voor digitale vergunningen, ook mogelijk lijkt om de uitwisseling van papier tussen overheidsdiensten voor klassieke papieren vergunningsaanvragen te beperken;

overwegende dat Urban.brussels ons daartoe, en op vraag van de gemeente, voorstelt om toestemming te geven voor de elektronische uitwisseling van informatie tussen URBAN.brussels en de gemeente in het kader van de aanvragen tot stedenbouwkundige vergunning;

overwegende dat de voordelen voor de burgers en voor de gemeente dezelfde zijn als voor de digitale

vergunningsaanvragen: minder papieren kopieën, minder aangetekende schrijvens;

BESLIST om de elektronische uitwisseling van informatie tussen URBAN.brussels en de gemeente goed te keuren in het kader van de aanvragen tot stedenbouwkundige vergunning.

1 annexe / 1 bijlage

Consentement digital_AC_ETTERBEEK_27112023.pdf

Enseignement (sauf promotion sociale) - Onderwijs (behalve sociale promotie)

20 Enseignement communal fondamental ordinaire (Les Carrefours) - Plan de pilotage - Adaptation du contrat d'objectifs après son évaluation intermédiaire par la Déléguée aux Contrats d'Objectifs (DCO) - Approbation

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 20/05/2019 approuvant le plan de pilotage élaboré par l'école communale fondamentale spécialisée Les Carrefours ;

Considérant que ce plan de pilotage a fait l'objet d'une contractualisation avec le pouvoir régulateur (gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles), sous forme de contrat d'objectifs pour une période de 6 ans ayant pris cours au 01/09/2019 ;

Considérant que le contrat d'objectifs susvisé a fait l'objet d'une évaluation intermédiaire — qui a eu lieu entre mars et juin 2023 — par la DCO de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Considérant qu'au terme de cette évaluation, la DCO a préconisé les adaptations suivantes :

1. Concernant l'OS2 (OS = objectif spécifique) : D'ici 2025, augmenter de 10% le nombre d'enfants possédant un moyen de communication fonctionnel alternatif à la parole (type 4) :

- A la demande de l'école, cet OS sera agrémenté de nouvelles actions au niveau de la communication et des liens « école-famille » ;
- L'école mettra en place la grille critériée dès la rentrée et s'assurera de relever de mesures de départ afin de pouvoir évaluer l'avancée de l'OS ;

2. Concernant l'OS3 : D'ici 2025, réduire l'écart de la moyenne de 10% pour les résultats du CEB en français (types 1 et 8) : L'école se créera un ou des nouveaux indicateurs qui permettront de mesurer la progression de cet OS au regard de la mise en œuvre du plan d'action ;

3. Création d'un nouvel OS (types 1 et 8) : A la demande du PO et de l'école, la DCO accepte la création d'un nouvel OS pour les élèves relevant du type 1 et les élèves présentant des TSA (troubles du spectre autistique). L'école veillera à indiquer précisément les indicateurs d'impact, cibles et valeurs chiffrées ainsi qu'à définir des actions adaptées à ce nouveau public accueilli dans l'école ;

4. Concernant les pratiques collaboratives : L'école s'organisera davantage dans le temps et pérennisera ses pratiques collaboratives, en créant notamment un planning de réunions (pour chaque implantation), en priorisant les sujets à aborder et en créant des outils de partage efficaces ;

5. Concernant le plan de formation : En lien avec son plan d'action, l'école construira un plan de formation qui couvrira la durée du contrat d'objectifs jusqu'à son terme ;

6. Concernant le conseil de participation : La direction devra présenter ses adaptations au conseil de participation ;

Considérant que la direction de l'établissement, en collaboration avec l'ensemble de l'équipe éducative, souhaite dès lors apporter les modifications telles que reprises en annexe, à son contrat d'objectifs, sachant que celles-ci ont été soumises aux avis non contraignants de la commission paritaire locale et du conseil de participation ;

DÉCIDE

D'approuver les modifications telles que reprises en annexe, que l'école communale fondamentale spécialisée Les Carrefours souhaite apporter à son contrat d'objectifs, ce, conformément aux recommandations de la Déléguée aux Contrats d'Objectifs (DCO) de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et sachant que lesdites modifications ont été soumises aux avis non contraignants de la commission paritaire locale et du conseil de participation.

Gemeentelijk gespecialiseerd basisonderwijs (Les Carrefours) - Sturingsplan - Aanpassing van de doelstellingenovereenkomst na de tussentijdse evaluatie door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst - Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van 20/05/2019 houdende goedkeuring van het sturingsplan dat uitgewerkt werd door de gemeentelijke gespecialiseerde basisschool "Les Carrefours";

overwegende dat dat sturingsplan het voorwerp heeft uitgemaakt van een contractualisering met de regulerende overheid (regering van de Federatie Wallonië-Brussel), in de vorm van een doelstellingenovereenkomst voor een periode van zes jaar die is gestart op 01/09/2019;

overwegende dat de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst van de Federatie Wallonië-Brussel de bovengenoemde doelstellingenovereenkomst aan een tussentijdse evaluatie heeft onderworpen tussen maart en juni 2023;

overwegende dat de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst na afloop van die evaluatie de volgende drie aanpassingen heeft aanbevolen:

Aangezien de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst aan het einde van deze evaluatie de volgende aanpassingen heeft aanbevolen:

1. Met betrekking tot OS2 (OS = objet spécifique = specifieke doelstelling): Tegen 2025 het aantal kinderen met een ander functioneel communicatiemiddel dan spraak (type 4) met 10% verhogen:

- Op verzoek van de school wordt deze OS aangevuld met nieuwe acties op het gebied van communicatie en de link "school-familie";
- De school zal het criteriumrooster aan het begin van het nieuwe schooljaar invoeren en ervoor zorgen dat er nulmetingen worden gedaan om de voortgang van de OS te kunnen evalueren;

2. Met betrekking tot OS3: Tegen 2025, de achterstand op het gemiddelde met 10% verminderen voor de resultaten van het getuigschrift voor basisstudie (CEB) in het Frans

(types 1 en 8): De school zal een of meer nieuwe indicatoren creëren die het mogelijk maken om de voortgang van deze OS te meten met betrekking tot de implementatie van het actieplan;

3. Creatie van een nieuwe OS (types 1 en 8): Op vraag van de inrichtende macht en de school aanvaardt de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst de creatie van een nieuwe OS voor leerlingen van type 1 en leerlingen met ASS (autismespectrumstoornissen). De school zal erop toezien dat de impactindicatoren, streefdoelen en cijfers nauwkeurig worden aangegeven en dat er acties worden gedefinieerd die zijn aangepast aan dit nieuwe publiek dat in de school wordt verwelkomd;

4. Met betrekking tot samenwerkingspraktijken: De school zal zich in de loop van de tijd beter organiseren en haar samenwerkingspraktijken een permanent karakter geven, met name door het opstellen van een vergaderrooster (voor elke locatie), prioriteiten te stellen voor de te behandelen onderwerpen en het creëren van doeltreffende instrumenten voor het delen van informatie;

5. Met betrekking tot het opleidingsplan: In overeenstemming met haar actieplan zal de school een opleidingsplan opstellen voor de duur van de doelstellingenovereenkomst tot het einde ervan;

6. Met betrekking tot de participatieraad: De directie moet haar aanpassingen voorleggen aan de participatieraad;

overwegende dat de directie van de school, in samenwerking met het gehele onderwijsteam, bijgevolg de in de bijlage opgenomen wijzigingen in haar doelstellingenovereenkomst wenst aan te brengen, met dien verstande dat deze wijzigingen onderworpen zijn voorgelegd aan de niet-bindende adviezen van de lokale paritaire commissie en de participatieraad;

BESLIST

om de wijzigingen goed te keuren, zoals opgenomen in bijlage, die de gemeentelijke gespecialiseerde basisschool Les Carrefours wenst aan te brengen in haar doelstellingenovereenkomst, overeenkomstig de aanbevelingen van de afgevaardigde van de doelstellingenovereenkomst van de Federatie Wallonië-Brussel, met dien verstande dat deze wijzigingen onderworpen zijn voorgelegd aan de niet-bindende adviezen van de lokale paritaire commissie en de participatieraad.

1 annexe / 1 bijlage

PILOTAGE_2023_CARREFOURS_ADAPTATIONS_CO_VF.pdf

Culture - Cultuur

21 Don d'un piano - Installation d'un piano dans « l'Espace Entrée Libre » - Approbation.

Le Conseil communal,

Considérant la poursuite de nos objectifs de la culture pour tous;

Considérant la volonté de la commune de rendre accessible à tout public l'accès à l'expression par la musique;

Considérant le concept "**Play Me I'm Yours**" permettant l'utilisation d'un piano en libre-service ;

Considérant que ce concept permet l'accès à la culture pour tous ainsi que d'offrir des moments de convivialité;

Considérant que ce concept permet aux personnes précarisées d'avoir accès à la musique;

Considérant qu'en sa séance du 16 octobre 2023 le conseil communal a approuvé le règlement relatif à l'utilisation d'un piano au sein de l'hôtel communal;

Considérant que le premier avis du SIPTT à ce sujet était négatif mais qu'il n'était cependant pas opposé à ce qu'un essai soit effectué;

Considérant que Madame IOANA MIHAI est propriétaire d'un piano de la marque Kawai et a dû fermer son école suite aux coûts engendrés pendant la période Covid;

Considérant que celle-ci souhaite en faire don à la commune;

Considérant que le piano date de 1974, qu'il est en bon état et qu'il vaut entre 4.500 et 5.000 euros;

Considérant que les frais d'accordage et de transport sont estimés à 500 euros ;

Considérant que l'idée serait d'installer ce piano dans « l'Espace Entrée Libre » afin d'en permettre le libre-service pour les citoyens etterbeekois aux conditions prévues par le règlement ;

DECIDE

1. d'accepter le don du piano;
2. d'autoriser l'installation du piano au sein de l'espace entrée libre;
3. d'autoriser les dépenses liées à cette installation pour un montant de 500 euros à prélever sur l'article budgétaire de la culture 762/124-48.

Nalatenschap van een piano - Installatie van een piano in "de doorgang" - Goedkeuring.

1 annexe / 1 bijlage

CC règlement piano.pdf

Bâtiments publics - Openbare Gebouwen

22 Maison communale - Maintenance et dépannage des installations techniques

Le Conseil communal,

Considérant l'approbation du cahier des charges intitulé "Maison communale - Maintenance et dépannage des installations techniques" par le Conseil Communal le 16 octobre 2023;

Considérant que ce cahier des charge a fait l'objet d'une analyse par la tutelle régionale;

Considérant qu'en date du 1/12/2023, le cahier des charges a été approuvé par expiration du délai et peut donc être immédiatement publié, mais que 3 remarques sont néanmoins à insérer dans le cahier des charges (cf. annexe);

Considérant que le cahier des charges a été adapté et publié le 5 décembre 2023:

Prend connaissance

- Le Conseil prend connaissance du cahier des charges adapté en annexe.

Gemeentehuis - Onderhoud en herstelling van de technische installaties

De Gemeenteraad,

Gezien de goedkeuring van het bestek "Gemeentehuis - Onderhoud en herstelling van de technische installaties" door de Gemeenteraad op 16 oktober 2023;

Overwegende dat dit bestek werd geanalyseerd door de gewestelijke autoriteiten;

Overwegende dat het bestek op 1/12/2023 na het verstrijken van de termijn werd goedgekeurd en dus onmiddellijk kan worden gepubliceerd, maar dat er niettemin 3 opmerkingen in het bestek moeten worden ingevoegd (cf. bijlage);

Overwegende dat het bestek op 5 december 2023 is aangepast en gepubliceerd:

Neemt er nota van

De gemeenteraad neemt nota van het aangepaste bestek in de bijlage.

3 annexes / 3 bijlagen

2023_09_19_CCH - Modele 3P.pdf, 2023_09_20_Bestek - Model 3P.pdf,

Document_notif06_termijn_verstreken4350489286831317421 (003).pdf

Garage communal - Gemeentelijke garage

- 23 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) au Centre Culturel Senghor en vue de se rendre les 27 et 29 décembre 2023 et les 03 et 05 janvier 2024 en vue de se rendre à SPORTOASE (Halle), SPARKOH (Framerie), Musée Hergé (Ottignies-Louvain-la-Neuve), Plopsaqua (Hannut-Landen).**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une sixième demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) au Centre culturel Senghor les 27 et 29 décembre 2023 et les 03 et 05 janvier 2024 en vue de se rendre à SPORTOASE (Halle), SPARKOH (Framerie), Musée Hergé (Ottignies-Louvain-la-Neuve), Plopsaqua (Hannut-Landen).

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et Centre culturel Senghor

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et Centre culturel Senghor

Avenue du Maelbeek

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition de bus communaux destiné à transporter (aller/retour) les 27 et 29 décembre 2023 et les 03 et 05 janvier 2024 en vue de se rendre à SPORTOASE (Halle), SPARKOH (Framerie), Musée Hergé (Ottignies-Louvain-la-Neuve), Plopsaqua (Hannut-Landen).

Un chauffeur est également mis à disposition du Centre culturel Senghor.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Le Centre culturel Senghor intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de Centre culturel Senghor

Le Centre culturel Senghor s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, le Centre culturel Senghor devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Il s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, le Centre culturel Senghor est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Centre culturel Senghor est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, le Centre culturel Senghor est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de Centre culturel Senghor ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Le Centre culturel Senghor est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen en terug) naar het Cultureel Centrum Senghor op 27 en 29 december 2023 en 3 en 5 januari 2024 om naar SPORTOASE (Halle), SPARKOH (Framerie), Hergé Museum (Ottignies-Louvain-la-Neuve), Plopsaqua (Hannuit-Landen) te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het de zesde aanvraag van dit jaar gaat ;

Overwegende dat het cultureel centrum Senghor heeft gevraagd om over gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op 27 en 29 december 2023 en 3 en 5 januari 2024 om naar SPORTOASE (Halle), SPARKOH (Framerie), Hergé Museum (Ottignies-Louvain-la-Neuve), Plopsaqua (Hannuit-Landen) te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het cultureel centrum Senghor goed te keuren:

Tussen het emeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En cultureel centrum Le Senghor

Maalbeeklaan

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van gemeentebussen (heen- en terugrit) voor een groep van maximaal 40 personen die deel uitmaken van de doelgroep van het cultureel centrum Senghor op 27 en 29 december 2023 en 3 en 5 januari 2024 om naar SPORTOASE (Halle), SPARKOH (Framerie), Hergé Museum (Ottignies-Louvain-la-Neuve), Plopsaqua (Hannuit-Landen) te gaan.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het cultureel centrum Senghor.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het cultureel centrum Senghor komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van het cultureel centrum Senghor

Het cultureel centrum Senghor verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft het cultureel centrum Senghor de bus terug in de staat waarin het die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Het verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het cultureel centrum Senghor aangifte doen bij de politie. Het bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het cultureel centrum Senghor moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het cultureel centrum Senghor de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het cultureel centrum Senghor of een van zijn leden dan neemt Senghor het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het cultureel centrum Senghor is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Het neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

*1 annexe / 1 bijlage
Réservation.msg*

Conception et aménagement des espaces verts - Ontwerp en aanleg van groene ruimten

24 Avenant à la convention « Action Climat 2022 »

Le Conseil communal,

Considérant l'appel à projets « Action Climat 2022 » proposé par Bruxelles Environnement portant, entre autres, sur la thématique Nature en Ville ;

Considérant qu'en sa séance du 2 avril 2020, le Collège des Bourgmestre et Échevin·es a marqué accord pour l'introduction d'un dossier de candidature auprès de Bruxelles Environnement en vue d'obtenir un subside pour la mise en place d'un projet de réalisation d'un inventaire du patrimoine arboré du territoire communal.;

Considérant que la Convention « Appel à projets « Action Climat 2022 » » a été validée par le Conseil communal en sa séance du 27 février 2023 ;

Considérant que cette convention fixait originellement la date du rapport final pour fin 2023 ;

Considérant que les travaux ne pourront commencer que début 2024, le cahier des charges ayant été validé lors de la séance du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 octobre 2023 ;

Considérant que Bruxelles-Environnement accepte d'amender la Convention originale et permet de reporter la date du rapport final à fin 2024 ;

Considérant que la désignation du prestataire a été validée lors de la séance du 22 novembre 2023 ;

DECIDE d'approuver l'avenant à la convention « Action Climat 2022 » relative à la subvention portant la référence SUB/2022/AC_Etterbeek/APcom/VN/PatrimoineArboré

Aanhangsel bij de overeenkomst “Klimaatactie 2022”

De gemeenteraad,

gelet op de projectoproep “Klimaatactie 2022” van Leefmilieu Brussel die, onder andere, betrekking heeft op het thema “Natuur in de stad”;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 2 april 2022 akkoord is gegaan met de indiening van een kandidatuur dossier bij Leefmilieu Brussel om een subsidie te verkrijgen voor de uitvoering van een project voor de realisatie van een inventaris van het bomenpatrimonium van het gemeenschappelijk grondgebied;

overwegende dat de overeenkomst “Projectoproep “Klimaatactie 2022”” werd goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn zitting van 27 februari 2023;

overwegende dat de datum voor het eindverslag in die overeenkomst oorspronkelijk eind 2023 was;

Overwegende dat de werkzaamheden pas begin 2024 kunnen aanvangen, aangezien het bestek op 4 oktober 2023 in de zitting van het college van burgemeester en schepenen is goedgekeurd;

overwegende dat Leefmilieu Brussel ermee akkoord gaat om de oorspronkelijke overeenkomst te wijzigen en toestemming geeft om de datum van het eindverslag te verschuiven naar eind 2024;

Overwegende dat de benoeming van de dienstverlener is goedgekeurd in de zitting van 22 november 2023

BESLIST om het aanhangsel bij de overeenkomst “Klimaatactie 2022” betreffende de subsidie met referentie SUB/2021/AC_Etterbeek/APcom/VN/Patrimoine Arbore goed te keuren.

1 annexe / 1 bijlage

CONT_2022_AC_Etterbeek_APcom_VN_PatrimoineArbore_AVENANT.pdf

Cohésion sociale - Sociale Cohesie

25 Répartition budgétaire IMPULSION 2024

Le Conseil communal,

Considérant que depuis 2022, l’appel à projets du Fonds d’Impulsion à la Politique des Immigrés (FIPI) est remplacé par l’appel à projets Impulsion ;

Considérant que la COCOF a lancé l’appel à projets Impulsion 2024 le 14/09/2023 ;

Considérant que l’appel à projets a été largement diffusé auprès des associations etterbeekoises ;

Considérant que les associations intéressées ont envoyé leurs projets à la COCOF afin qu’elle en étudie la recevabilité ;

Considérant que, pour la première fois, les associations avaient le choix de demander un subventionnement sur 1, 2 ou 3 ans ;

Considérant les 11 projets recevables envoyés par la COCOF à la coordination communale de Cohésion sociale ci-dessous :

ANIMATIONS & LOISIRS POUR TOUS	<p>« <i>Vers une inclusion et une émancipation sociales et citoyennes d'enfants et de jeunes issues de nouvelles migrations : approches personnalisée et collective</i> » : parrainages citoyens lors desquels un-e adulte soutient un-e jeune dans l'acquisition des savoirs de base nécessaires à son inclusion scolaire mais aussi citoyenne et sociale. Une relation s'établit ainsi sur un plan plus personnel entre la marraine ou le parrain, le-la jeune et sa famille ; avec le soutien de l'équipe de l'association.</p> <p>Ø Action subsidiable : L'accueil et l'accompagnement des nouvelles migrations (demandeurs d'asile, réfugié) et la mise en relation avec les communautés locales.</p> <p>Ø Durée du projet : 3 ans</p>
ATOLL	<p>« <i>Une histoire derrière le rideau</i> » : partage et échange intergénérationnel créant un environnement où les jeunes, les adolescents, les aînés et leur famille peuvent se retrouver et s'enrichir mutuellement. Le mélange d'expériences, de souhaits et de vies, sera retranscrit à travers des récits, anecdotes, petits livres de vie, vidéos, enregistrements audio, ...</p> <p>Ø Action subsidiable : Le développement d'actions communautaires collectives avec les habitants d'un quartier pour favoriser le vivre ensemble</p> <p>Ø Durée du projet : 1 an</p>
BASENVOL	<p>« <i>Rencontrons nos différences</i> » : développement d'actions sociales répondant aux besoins des jeunes et sans participation financière de leurs parents.</p> <p>Ø Action subsidiable : L'accompagnement des jeunes de 12 à 25 ans pour favoriser l'engagement citoyen</p> <p>Ø Durée du projet : 1 an</p>
CENTRE DE GUIDANCE D'ETTERBEEK K	<p>« <i>Le club EoLien</i> » : regroupement toutes des activités communautaires et collectives ouvertes à tous, gratuites et à bas seuil organisées par le PE-CGE sous la bannière « club EoLien ». Les activités seront une chorale de quartier, un atelier collage, un atelier cuisine, une radio locale, un atelier slam, une permanence sociale et numérique (le « café connecté »), des activités culturelles de groupe, une donnerie de vêtements et des groupes de paroles pour ados et jeunes adultes.</p> <p>Ø Action subsidiable : Le développement d'actions communautaires collectives avec les habitants d'un quartier pour favoriser le vivre ensemble</p> <p>Ø Durée du projet : 1 an</p>
CHASS'INFO	<p>« <i>Projet C.A.S.E.S (Communication, Ambition, Social, Entraide en Société)</i> » : Le Projet C.A.S.E.S (Communication, Ambition, Social, Entraide en Société) est un projet créé par et pour les jeunes en situation de précarité sociale, économique, relationnelle et culturelle du réseau Etterbeekois. Il a pour objectif de répondre aux besoins identifiés lors du diagnostic social. Ainsi, ensemble, les acteur•ices du Projet C.A.S.E.S (jeunes et professionnel•les) travaillent sur l'accès aux droits sociaux, citoyens et à la participation culturelle.</p> <p>Ø Action subsidiable : L'accompagnement des jeunes de 12 à 25 ans pour favoriser l'engagement citoyen.</p> <p>Ø Durée du projet : 1 an</p>
KOM À LA MAISON	<p>« <i>Melting popotes : les rencontres ont du goût !</i> » : organisation, trois jours par mois, d'une séance de cuisine participative suivie d'un repas mêlant des MENA hébergés dans des Centres d'observation et d'orientation à proximité et des habitants du quartier afin de stimuler la rencontre, les échanges, casser les préjugés et valoriser les participants + organisation, au moins une fois par mois, d'un repas du monde.</p> <p>Ø Action subsidiable : Le développement d'actions communautaires collectives avec les habitants d'un quartier pour favoriser le vivre ensemble</p> <p>Ø Durée du projet : 1 an</p>
MAGMA	<p>« <i>Magma : un webmédia interculturel</i> » : création d'une équipe de volontaires impliqués.e.s dans le journalisme citoyen via différents médias et mise en place d'activités permettant le dialogue interculturel, la compréhension mutuelle entre les jeunes. Les contenus produits seront autant d'outils pour lutter contre les préjugés et les diverses formes du racisme.</p> <p>Ø Action subsidiable : La production et diffusion d'outils luttant contre les préjugés et les stéréotypes</p> <p>Ø Durée du projet : 2 ans</p>

MAISON DES JEUNES LA CLEF	<p>« <i>Un soutien scolaire et un accueil pour tous</i> » : De nombreux jeunes sont en décrochage scolaire ou/et entretiennent un rapport très compliqué avec l'enseignement officiel. L'idée est donc d'offrir à ces jeunes un accompagnement dans leur apprentissage et ainsi les aider à surmonter leurs difficultés scolaires. En rétablissant un lien serein entre eux et l'école et en leur donnant confiance en leur travail et leurs forces, la MJ espère les aider dans leur insertion sociale.</p> <p>Ø Action subsidiable : La promotion de la réussite scolaire (mise à niveau, orientation, prévention du décrochage et de l'absentéisme) et l'accueil extrascolaire.</p> <p>Ø Durée du projet : 3 ans</p>
PLATEAU 96 ASBL	<p>« <i>Peau et Mots</i> » : Ce projet vise à créer des ponts entre les différentes associations locales, entre les jeunes des quartiers d'Etterbeek, et en valorisant par un travail rendu public la diversité culturelle qui s'y trouve.</p> <p>Ø Action subsidiable : L'appropriation de l'espace public comme lieu de débat interculturel et d'expression de messages d'ouverture</p> <p>Ø Durée du projet : 1 an</p>
SAMARCANDE	<p>« <i>Les Compairs</i> » : Des jeunes en difficulté scolaire dans certaines matières (juniors) vont rencontrer d'autres jeunes, plus âgés (seniors), qui les accompagneront individuellement dans le développement des compétences nécessaires au succès scolaire dans les matières concernées.</p> <p>Ø Action subsidiable : La promotion de la réussite scolaire (mise à niveau, orientation, prévention du décrochage et de l'absentéisme) et l'accueil extrascolaire.</p> <p>Ø Durée du projet : 1 an</p>
URBAN STEP	<p>« <i>Les langues c'est dans la poche</i> » : développement d'un pôle Alpha/FLE en complément des activités déjà proposées au public d'Urban Step. L'idée est de pouvoir lui fournir un accompagnement plus complet en un soutien supplémentaire. Ce pôle viendrait soutenir non seulement les parents mais également les enfants dans la mesure où Urban Step va travailler avec des primo-arrivants et des immigrés de plus longue date en mettant en place des activités adaptées à ces deux démographies.</p> <p>Ø Action subsidiable : L'enseignement du français pour les jeunes (en dehors du temps réservé à l'obligation scolaire) et les adultes (tables de conversation et mise à niveau des connaissances en alphabétisation et français langue étrangère).</p> <p>Ø Durée du projet : 1 an</p>

Considérant l'inscription au budget communal de 2024, de crédits d'un montant total de 115.917,00 € dans le cadre de l'Impulsion, 114.717,00 € en recette et 115.917,00 € en dépense dont 1.200,00 € de part communale ;

Considérant que la commune liquidera les montants inscrits au budget communal dans ce cadre, sur base d'une avance par tranches et ce jusqu'à concurrence de 100 % des subventions accordées aux ASBL ;

Considérant la proposition de répartition de l'enveloppe ci-dessous :

Proposition d'enveloppe IMPULSION 2024				
Associations	Budgets demandés	Durée demandée	Budgets proposés	
			Commune	COCOF
Animations & Loisirs pour Tous	20.000,00	3 ans	-	0
Atoll	18.000,00	1 an	-	17.000,00
Basenvol	2800,00	1 an	-	0
Centre de Guidance d'Etterbeek	19.050,00	1 an	-	15.193,00
Chass'Info	10.450,00	1 an	-	0
KOM à la Maison	20.342,00	1 an	1200	10.924,00
MagMa	15.925,50	2 ans	-	0
MJ La Clef	17.000,00	3 ans	-	16.000,00
Plateau 96 ASBL	20.000,00	1 an	-	17.000,00

Samarcande	15.000,00	3 ans	-	13.250,00
Urban Step	29.000,00	1an		26.550,00
Totaux Commune et COCOF	187.570,50€		1200€	114.717,00€
Totaux	-		115.917,00€	

Considérant l’approbation à l’unanimité des membres votants présents/représentés de la proposition de répartition budgétaire lors de la Concertation locale du 28/11/2023 ;

DÉCIDE :

D’approuver la durée des projets retenus et la répartition budgétaire de l’enveloppe IMPULSION 2024 telle qu’elle est présentée dans la présente délibération.

Budgetverdeling IMPULSION 2024

De gemeenteraad,

overwegende dat de projectoproep van het Impulsfonds voor het Migrantenbeleid (FIM) sinds 2022 wordt vervangen door de projectoproep “Impulsion”;

overwegende dat de Franstalige Gemeenschapscommissie COCOF de projectoproep “Impulsion 2023” heeft gelanceerd op 14/09/2023;

overwegende dat de projectoproep werd verspreid bij de verenigingen van Etterbeek;

overwegende dat de geïnteresseerde verenigingen hun projecten naar de COCOF hebben gestuurd zodat zij de ontvankelijkheid ervan kan onderzoeken;

overwegende dat de verenigingen voor de eerste keer de keuze hadden om een subsidie voor 1, 2 of 3 jaar aan te vragen;

overwegende dat de COCOF de 11 onderstaande ontvankelijke projecten heeft doorgestuurd naar de gemeentelijke coördinatie van de sociale cohesie:

ANIMATIONS & LOISIRS POUR TOUS	<p><i>“Vers une inclusion et une émancipation sociales et citoyennes d’enfants et de jeunes issues de nouvelles migrations: approches personnalisée et collective”</i>: peter/meterschap, waarbij een volwassene een jongere ondersteunt bij het verwerven van de basisvaardigheden die nodig zijn voor integratie op school, maar ook in de maatschappij en de samenleving. Op deze manier ontstaat er een meer persoonlijke relatie tussen de peter of meter, de jongere en zijn of haar familie, met de steun van het team van de vereniging.</p> <p>Ø Subsidieerbare actie: Onthaal en ondersteuning van nieuwe migranten (asielzoekers, vluchtelingen) en hen in contact brengen met lokale gemeenschappen.</p> <p>Ø Duur van het project: 3 jaar</p>
ATOLL	<p><i>“Une histoire derrière le rideau”</i>: intergenerationeel delen en uitwisselen, een omgeving creëren waar jongeren, adolescenten, ouderen en hun families samen kunnen komen en van elkaar kunnen leren. De mix van ervaringen, wensen en levens zal worden neergeschreven in verhalen, anekdotes, levensboeken, video's, geluidsopnames, enz.</p> <p>Ø Subsidieerbare actie: De ontwikkeling van collectieve gemeenschapsacties met de bewoners van een wijk om het samenleven te bevorderen.</p> <p>Ø Duur van het project: 1 jaar</p>

BASENVOL	<p>“<i>Rencontrons nos différences</i>”: ontwikkeling van sociale initiatieven om tegemoet te komen aan de behoeften van jongeren, zonder financiële bijdrage van hun ouders.</p> <ul style="list-style-type: none"> Ø Subsidieerbare actie: Begeleiding van jongeren van 12 tot 25 jaar om het burgerengagement te bevorderen Ø Duur van het project: 1 jaar
CENTRE DE GUIDANCE D'ETTERBEEK	<p>“<i>Le club EoLien</i>”: dit zijn allemaal gemeenschaps- en collectieve activiteiten die voor iedereen toegankelijk zijn, gratis en laagdrempelig, georganiseerd door PE-CGE onder de noemer “club EoLien”. De activiteiten omvatten een buurtkoor, een collageworkshop, een kookworkshop, een lokaal radiostation, een slamworkshop, een sociaal en digitaal spreekuur (“café connecté”), culturele groepsactiviteiten, een geefwinkel voor kleding en discussiegroepen voor adolescenten en jonge volwassenen.</p> <ul style="list-style-type: none"> Ø Subsidieerbare actie: De ontwikkeling van collectieve gemeenschapsacties met de bewoners van een wijk om het samenleven te bevorderen. Ø Duur van het project: 1 jaar
CHASS'INFO	<p>“<i>Projet C.A.S.E.S (Communication, Ambition, Social, Entraide en Société)</i>”: Het project C.A.S.E.S (Communication, Ambition, Social, Entraide en Société) is een project gecreëerd door en voor jongeren in precare sociale, economische, relationele en culturele situaties in het Etterbeekse netwerk. Het heeft als doel te beantwoorden aan de behoeften die werden geïdentificeerd tijdens de sociale diagnose. Samen werken de actoren van het project C.A.S.E.S. (jongeren en professionals) aan de toegang tot sociale rechten, burgerschap en culturele participatie.</p> <ul style="list-style-type: none"> Ø Subsidieerbare actie: Begeleiding van jongeren van 12 tot 25 jaar om het burgerengagement te bevorderen Ø Duur van het project: 1 jaar
KOM À LA MAISON	<p>“<i>Melting popotes: les rencontres ont du goût!</i>”: organisatie, drie dagen per maand, van een participatieve kooksessie gevolgd door een maaltijd met NBMV (niet-begeleide minderjarige vreemdelingen) die zijn ondergebracht in nabijgelegen observatie- en oriëntatiecentra en buurtbewoners om ontmoetingen en uitwisselingen te stimuleren, vooroordelen af te breken en de waarde van de deelnemers te vergroten + organisatie, minstens een keer per maand, van een wereldmaaltijd.</p> <ul style="list-style-type: none"> Ø Subsidieerbare actie: De ontwikkeling van collectieve gemeenschapsacties met de bewoners van een wijk om het samenleven te bevorderen. Ø Duur van het project: 1 jaar
MAGMA	<p>“<i>Magma: un webmédia interculturel</i>”: oprichting van een team van vrijwilligers die betrokken zijn bij burgerjournalistiek via verschillende media en het opzetten van activiteiten om de interculturele dialoog en het wederzijds begrip tussen jongeren te bevorderen. De geproduceerde inhoud zal worden gebruikt om vooroordelen en de verschillende vormen van racisme te bestrijden.</p> <ul style="list-style-type: none"> Ø Subsidieerbare actie: Ontwikkeling en verspreiding van middelen om vooroordelen en stereotypen aan te pakken. Ø Duur van het project: 2 jaar
JEUGDHUIS “LA CLEF”	<p>“<i>Un soutien scolaire et un accueil pour tous</i>”: Veel jongeren stoppen met school en/of hebben een zeer gecompliceerde relatie met het formele onderwijs. Het idee is om deze jongeren ondersteuning te bieden bij het leren en hen te helpen hun moeilijkheden op school te overwinnen. Door een serene band tussen hen en school te herstellen en hen vertrouwen te geven in hun werk en hun sterke kanten, hoopt het jeugdhuis hen te helpen integreren in de maatschappij.</p> <ul style="list-style-type: none"> Ø Subsidieerbare actie: Het behalen van goede schoolresultaten promoten (kennis op niveau brengen, studiekeuze, preventie van schooluitval en afwezigheid) en buitenschoolse opvang. Ø Duur van het project: 3 jaar
PLATEAU 96 vzw	<p>“<i>Peau et Mots</i>”: Het doel van het project is om bruggen te bouwen tussen de verschillende lokale verenigingen en jongeren in de wijken van Etterbeek, en om de culturele diversiteit die daar bestaat te laten zien door werk dat openbaar wordt gemaakt.</p> <ul style="list-style-type: none"> Ø Subsidieerbare actie: De toe-eigening van de openbare ruimte als plaats voor intercultureel debat en het uitdragen van boodschappen van openheid Ø Duur van het project: 1 jaar

SAMARCANDE	<p>“Les Compairs”: Jongeren die op school moeilijkheden hebben met bepaalde vakken (juniors) ontmoeten andere, oudere jongeren (seniors), die hen individueel ondersteunen bij het ontwikkelen van de vaardigheden die ze nodig hebben om op school te slagen in de betreffende vakken.</p> <p>Ø Subsidieerbare actie: Het behalen van goede schoolresultaten promoten (kennis op niveau brengen, studiekeuze, preventie van schooluitval en afwezigheid) en buitenschoolse opvang.</p> <p>Ø Duur van het project: 1 jaar</p>
URBAN STEP	<p>“Les langues c'est dans la poche”: ontwikkeling van een pool voor alfabetisering en Frans als vreemde taal als aanvulling op de activiteiten die al worden aangeboden aan het publiek van Urban Step. Het idee is om hen een meer volledige ondersteuning te kunnen bieden. Deze pool zou niet alleen steun bieden aan ouders, maar ook aan kinderen, aangezien Urban Step zal werken met nieuwkomers en langdurige immigranten door activiteiten op te zetten die zijn afgestemd op deze twee demografische groepen.</p> <p>Ø Subsidieerbare actie: Onderwijs van het Frans voor jongeren (buiten de tijd die is voorbehouden voor de schoolplicht) en volwassenen (conversatietafels en kennis op niveau brengen op het vlak van alfabetisering en Frans als vreemde taal).</p> <p>Ø Duur van het project: 1 jaar</p>

gelet op de inschrijving in de gemeentebegroting van 2024 van kredieten met een totaalbedrag van 115.917,00 euro in het kader van “Impulsion”, 114.717,00 euro bij de inkomsten en 115.917,00 euro bij de uitgaven, waaronder 1.200 euro bijdrage van de gemeente;

overwegende dat de gemeente de bedragen uit de gemeentebegroting in dat kader zal uitbetalen op basis van een voorschot in schijven en dat tot 100% van de subsidies die zijn toegekend aan de vzw's;

gelet op het onderstaande voorstel voor de verdeling van de enveloppe:

Voorstel enveloppe IMPULSION 2024				
Verenigingen	Gevraagd budget	Gevraagde duur	Voorgesteld budget	
			Gemeente	COCOF
Animations & Loisirs pour Tous	20.000,00	3	-	0
Atoll	18.000,00	1	-	17.000,00
Basenvol	2800,00	1	-	0
Centre de Guidance d'Etterbeek	19.050,00	1	-	15.193,00
Chass'Info	10.450,00	1	-	0
KOM à la Maison	20.342,00	1	1200	10.924,00
MagMa	15.925,50	2	-	0
MJ La Clef	17.000,00	3	-	16.000,00
Plateau 96 ASBL	20.000,00	1	-	17.000,00
Samarcande	15.000,00	3	-	13.250,00
Urban Step	29.000,00	1	-	26.550,00
Totaal gemeente en COCOF	187.570,00€		1200€	114.717,00€
Totaal	-		115.917,00€	

gelet op de unanieme goedkeuring van de aanwezige/vertegenwoordigde stemmende leden van het voorstel voor de budgetverdeling bij het lokaal overleg van 28/11/2023 ;

BESLIST

om de duur van de gekozen projecten en de budgetverdeling van de enveloppe IMPULSION 2024 goed te keuren zoals voorgesteld in deze beraadslaging.

Démocratie participative - Participatieve democratie

26 Conseil de quartier de Jourdan Saint-Pierre - Procès-verbal de la septième séance 2023

Le Conseil Communal,

Considérant que le Conseil Communal, dans sa séance du 20 janvier 2020, a approuvé le règlement des Conseils de quartiers ;

Considérant les documents en annexe listés ci-dessous :

A. Procès-verbal de la 7^e séance :

CQ JSP_2023_Séance 7_PV

B. Annexes au procès-verbal de la séance :

1. Recommandations_Sécurité
2. Recommandations_Vivre-ensemble
3. Recommandations_Vivre-ensemble_Place Van Meyel_Plan
4. Recommandations_Vivre-ensemble_Place Van Meyel_Collage

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la septième séance 2023 du conseil de quartier de Jourdan Saint-Pierre.

Wijkraad van Jourdan Sint-Pieter - Verslag van de zevende zitting 2023

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 20 januari 2020 het reglement van de wijkraaden heeft goedgekeurd;

Gelet op de documenten in bijlage die hieronder worden opgenoemd:

A. Verslag van de 7de zitting:

WR JSP_2023_Zitting 7_Verslag

B. Bijlagen bij het verslag van de zitting:

1. Aanbevelingen_Veiligheid
2. Aanbevelingen_Samenleven
3. Aanbevelingen_Samenleven_Van Meyelplein_Plan
4. Aanbevelingen_Samenleven_Van Meyelplein_Collage

NEEMT KENNIS van het verslag van de zevende zitting 2023 van de wijkraad Jourdan Sint-Pieter

10 annexes / 10 bijlagen

B3_Aanbevelingen_Samenleven_Van_Meyelplein_Plan.pdf, B2_Aanbevelingen_Samenleven.pdf, A2_Recommandations_Vivre-ensemble.pdf, A4_Recommandations_Vivre-ensemble_Place Van Meyel_Collage.jpg, B4_Aanbevelingen_Samenleven_Van_Meyelplein_Collage.jpg, A1_Recommandations_Sécurité.pdf, A3_Recommandations_Vivre-ensemble_Place Van Meyel_Plan.pdf, B1_Aanbevelingen_Veiligheid.pdf, CQ_JSP_2023_Séance 7_PV.pdf, WR_JSP_2023_Zitting 7_Verslag.pdf

27 **Conseil de quartier de La Chasse - Procès-verbal de la septième séance 2023**

Le Conseil Communal,

Considérant que le Conseil Communal, dans sa séance du 20 janvier 2020, a approuvé le règlement des Conseils de quartiers ;

Considérant les documents en annexe listés ci-dessous :

A. Procès-verbal de la 7^e séance :

1. CQ Chasse_2023_Séance 7_PV

B. Annexes au procès-verbal de la séance :

1. Jeunes dans l'espace public_S6_Recommandations
2. Jeunes dans l'espace public_Réactions
3. Mobilité et sécurité routière_Recommandations_Réactions
4. Jeunes dans l'espace public_Recommandations finales
5. Mobilité et sécurité routière_Recommandation finale 1
6. Mobilité et sécurité routière_Recommandation finale 2
7. Propreté_Recommandations finales

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la septième séance 2023 du conseil de quartier de la Chasse.

Wijkraad van De Jacht - Verslag van de zevende zitting 2023

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 20 januari 2020 het reglement van de wijkraden heeft goedgekeurd;

Gelet op de documenten in bijlage die hieronder worden opgenoemd:

A. Verslag van de 7de zitting:

- WR Jacht_2023_Zitting 7_Verslag

B. Bijlagen bij het verslag van de zitting:

1. Jongeren in de openbare ruimte_Z6_Aanbevelingen
2. Jongeren in de openbare ruimte_Reacties
3. Mobiliteit en verkeersveiligheid_Aanbevelingen_Reacties
4. Jongeren in de openbare ruimte_Uiteindelijke aanbevelingen
5. Mobiliteit en verkeersveiligheid_Uiteindelijke aanbeveling 1
6. Mobiliteit en verkeersveiligheid_Uiteindelijke aanbeveling 2
7. Netheid_Uiteindelijke aanbevelingen

NEEMT KENNIS van het verslag van de zevende zitting 2023 van de wijkraad Jacht.

16 annexes / 16 bijlagen

A2_Jeunes dans l'espace public_Reactions.pdf, B3_Mobiliteit en verkeersveiligheid_Aanbevelingen_Reacties.pdf, B4_Jongeren in de openbare ruimte_Uiteindelijke aanbevelingen.pdf, B1_Jongeren in de openbare ruimte_Z6_Aanbevelingen.pdf, A3_Mobilité et sécurité routière_Recommandations_Reactions.pdf, B5_Mobiliteit en verkeersveiligheid_Uiteindelijke aanbeveling 1.pdf, A1_Jeunes dans l'espace public_S6_Recommandations.pdf, A5_Mobilité et sécurité routière_Recommandation finale 1.pdf, B6_Mobiliteit en verkeersveiligheid_Uiteindelijke aanbeveling 2.pdf, B7_Netheid_Uiteindelijke aanbevelingen.pdf, A4_Jeunes dans l'espace public_Recommandations finales.pdf, A6_Mobilité et sécurité routière_Recommandation finale 2.pdf, B2_Jongeren in de openbare ruimte_Reacties.pdf, CQ_Chasse_2023_Séance 7_PV.pdf, WR_Jacht_2023_Zitting 7_Verslag.pdf, A7_Propriété_Recommandations finales.pdf

Secrétariat - Secretariaat

28 **Interpellation de Madame Louise-Marie Bataille relative à la marchabilité à Etterbeek- report du 20/11/2023**

La ville de demain est une ville aux courtes distances, une ville où il est réellement possible de joindre les différentes fonctions (logement, activités professionnelles, activités sociales, loisirs, etc.) idéalement à pied ou encore à vélo.

Nous sommes tous d'abord des piétons, quelle que soit la nature ou le mode de nos déplacements.

A cet égard, il est intéressant de prendre connaissance des résultats du premier baromètre Piéton réalisé par le Ministre fédéral de la Mobilité, dans lequel 70% des personnes interrogées estiment que l'espace public n'est pas adéquat pour les déplacements à pied, ou avec une poussette, des personnes avec de jeunes enfants, des personnes âgées et des personnes à mobilité réduite.

De son côté, l'Observatoire bruxellois de la Mobilité indique que l'indice de satisfaction quant à la marchabilité à Bruxelles s'élève à 5,3/10.

J'ai déjà attiré votre attention à plusieurs reprises – et déjà du temps de votre prédécesseur Rik Jellema - sur le manque de planéité des trottoirs. En particulier là où les trottoirs sont en pavés de pierre, je signale très régulièrement des pavés déchaussés, véritables dangers pour les personnes âgées et à mobilité réduite.

Nous nous interrogeons donc sur les budgets consacrés à la rénovation des voiries piétonnes.

Quel montant est prévu au budget ordinaire pour les réparations ?

Et quel montant est prévu à l'extraordinaire pour leur rénovation ?

Il me semble vous avoir entendu évoquer il y a quelques temps un ancien plan trottoirs qui, si je ne fais erreur, arriverait à son terme – les effets de ce plan sur l'état des trottoirs ne sont en tout cas pas très lisibles.

Dans ce contexte, nous souhaiterions savoir :

- Si vous disposez, ou pas, d'un cadastre à jour de l'état des trottoirs, avec un indice de leur dégradation, et une priorité de réfection ?
- Si, en conséquence, vous êtes, ou pas, en mesure de proposer un nouveau plan Trottoirs qui permettrait en – par exemple 5 ans – de passer en revue, réviser/réparer ou rénover de fond l'ensemble de la voirie piétonne de la commune ?

Par ailleurs, pour pouvoir se déplacer sans problème, les piétons ont besoin de pouvoir bénéficier d'infrastructures optimales ; des trottoirs, mais pas seulement. Des bancs et des toilettes accessibles

sont également nécessaires. Dans ce contexte, pouvez-vous faire le point sur l'opération Toilettes accessibles auprès de l'horeca ?

Je vous remercie.

Interpellatie van Louise-Marie Bataille over de bewandelbaarheid van Etterbeek- uitstel van 20/11/2023

De stad van de toekomst is een stad van korte afstanden, een stad waar het echt mogelijk is om de verschillende functies (wonen, beroepsactiviteiten, sociale activiteiten, vrije tijd, enz.) idealiter te voet of met de fiets te bereiken.

We zijn allemaal in de eerste plaats voetgangers, ongeacht de aard of de manier waarop we ons verplaatsen.

In dit verband zijn de resultaten van de eerste voetgangersbarometer van de federale minister voor Mobiliteit interessant: 70% van de ondervraagden vond dat de openbare ruimte niet geschikt was voor verplaatsingen te voet of met een kinderwagen, voor mensen met jonge kinderen, ouderen en personen met beperkte mobiliteit.

Het Brussels Observatorium voor Mobiliteit meldt dat de tevredenheidsindex voor de bewandelbaarheid in Brussel 5,3/10 bedraagt.

Ik heb u al meermaals – en zelfs al onder uw voorganger Rik Jellema – gewezen op het gebrek aan vlakke voetpaden. Met name daar waar de voetpaden uit klinkers bestaan, meld ik regelmatig dat de stenen verzakken, een reëel gevaar voor ouderen en mensen met een beperkte mobiliteit.

We vragen ons dan ook af wat de budgetten zijn voor de renovatie van voetpaden.

Hoeveel is er in de gewone begroting gereserveerd voor herstellingen?

En hoeveel is er in de buitengewone begroting voorzien voor renovatie?

Ik heb de indruk dat u een tijdje geleden een oud voetpadenplan noemde dat, als ik me niet vergis, afloopt. De effecten van dit plan op de staat van de voetpaden zijn in ieder geval niet erg duidelijk.

In deze context zouden we graag het volgende willen weten:

- Beschikt u al dan niet over een actueel kadaster van de staat van de voetpaden, met een index van hun verslechtering en een prioriteit voor herstelling?
- Bent u bijgevolg al dan niet in staat om een nieuw voetpadenplan voor te stellen dat het mogelijk maakt om alle voetpaden in de gemeente aan een controle te onderwerpen, te verbeteren/herstellen of grondig te renoveren over – laten we zeggen – 5 jaar?

Bovendien motieen voetgangers, om zich probleemloos te kunnen verplaatsen, gebruik kunnen maken van een optimale infrastructuur: voetpaden, maar niet alleen dat. Ook zitbanken en toegankelijke toiletten zijn nodig. Kunt u ons in dit verband een update geven van de actie “toegankelijke toiletten” in de horeca?

Ik dank u.